



OCTOBRE
2025

La dissuasion nucléaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine

4 ifri
depuis
1979

Dimitri MINIC

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1112-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Moscou, Russie - mai 2023 : Armes nucléaires, système de missiles stratégiques russes "Yars" sur la rue de la ville avant le défilé du Jour de la Victoire

© Oleg Elkov/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Dimitri Minic, « La dissuasion nucléaire russe à l’épreuve de la guerre en Ukraine », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 49, Ifri, octobre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Russie.Eurasie.Reports

Éditée par le Centre Russie/Eurasie, la collection numérique *Russie.Eurasie.Reports* (anciennement *Russie.Nei.Reports*) est devenue une référence, dont les articles sont publiés en deux langues (français et anglais). S'appuyant sur un réseau d'experts reconnus et sur des jeunes chercheurs prometteurs, elle offre des analyses originales destinées aux décideurs publics comme privés, aux chercheurs, ainsi qu'à des publics plus larges intéressés par la zone.

Comité de rédaction

Rédactrice en chef : Tatiana Kastouéva-Jean

Rédacteur en chef adjoint : Dimitri Minic

Abonnement et contact : Marie-Liesse de Chaptès

Auteur

[Dimitri Minic](#) est historien, docteur en histoire des relations internationales de Sorbonne Université (2021) et chercheur au Centre Russie/Eurasie de l'Ifri, où il est également rédacteur-en-chef adjoint des collections numériques *Russie.Eurasie.Visions* et *Russie.Eurasie.Reports*. Ses recherches portent notamment sur la pensée et la culture stratégiques russes, les élites militaires et politico-militaires russes, l'armée russe et les capacités hybrides et de haute intensité russes. Il travaille également sur les dissuasions stratégique et nucléaire russes, ainsi que sur les relations russo-occidentales. Il a notamment publié :

- [« Russian Strategic Thinking and Culture Before and After February 24, 2022 »](#) (National Defence University, Helsinki, septembre 2024).
- [« Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations »](#) (Ifri, septembre 2023)
- [« How the Russian Army Changed its Concept of War, 1993-2022 »](#) (*Journal of Strategic Studies*, mai 2023).

Il est l'auteur de [Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine](#) (Paris, Maison des sciences de l'homme, avril 2023), livre tiré de sa thèse pour lequel il a reçu le Prix Thibaudet 2023.

Résumé

À la chute de l'URSS, la question de la dissuasion et de ses mécanismes était encore relativement peu pensée dans l'armée russe. Héritières d'une doctrine de non-emploi en premier, les élites russes ont progressivement modifié leur position et se sont intéressées plus avant à la dissuasion et à la centralité des armes nucléaires en son sein. Entre 1993 et 2003, la théorie militaire russe (suivie par les doctrines) a prôné un élargissement de la dissuasion nucléaire aux guerres conventionnelles (de toute ampleur) et assumé la possibilité d'un emploi en premier de l'arme atomique dans ce cadre, pour empêcher une telle guerre ou dissuader l'adversaire de la continuer (*deèskalaciâ*), y compris dès le début du conflit. À partir des années 2000, la dissuasion nucléaire a été intégrée dans le concept plus large de « dissuasion stratégique » combinant composantes nucléaires, conventionnelles et non militaires/subversives.

La pratique de la dissuasion russe en Ukraine a souffert de continuités problématiques, de vulnérabilités pressenties et d'un nouveau contexte stratégique imprévu qui ont semblé remettre en cause la pertinence de la dissuasion stratégique, à la fois comme concept de contournement de la lutte armée et comme système. La résistance ukrainienne et la relative solidarité dont l'Occident a fait preuve en 2022 ont rendu partiellement obsolète le style de dissuasion de la Russie, en partie fondé sur le mépris d'un Occident lâche et déliquescents. Les élites militaires russes ont très tôt, dès 2022, prôné une adaptation théorique et pratique urgente de la dissuasion stratégique russe, et en particulier de sa composante nucléaire. Dès 2023, Moscou a adapté son approche, à la fois en accompagnant sa rhétorique de mesures concrètes et en abaissant le seuil d'emploi de l'arme nucléaire dans une nouvelle doctrine. Cette phase de reconstruction de la crédibilité de la dissuasion a culminé avec le tir de l'Orechnik, après de longs mois d'actions occidentales jugées escalatoires par Moscou.

La politique russe de D. Trump tend à éloigner la perspective – déjà très faible – d'un emploi nucléaire limité et démonstratif de Moscou dans le cadre de la guerre en Ukraine, et pourrait même raccourcir la durée de vie de la nouvelle doctrine nucléaire. Celle-ci, rédigée et parue dans un contexte désormais fort lointain, est d'abord et avant tout au service des actions impérialistes du Kremlin dans l'espace post-soviétique et en Europe orientale. Loin d'être inhibé par la réélection de D. Trump, Moscou est encouragé par la frilosité américaine et les hésitations européennes, qui le poussent à intensifier ses mesures de dissuasion (conventionnelle) concrètes, plus agressives et audacieuses. L'objectif principal de la Russie n'a pas changé : isoler l'Ukraine de l'Occident et l'Europe des États-Unis.

Executive summary

At the fall of the USSR, the question of deterrence and its mechanisms was still relatively underdeveloped in the Russian military. Heirs to a no-first-use doctrine, Russian elites gradually shifted their position and took a greater interest in deterrence and the centrality of nuclear weapons within it. Between 1993 and 2003, Russian military theory (subsequently reflected in official doctrines) advocated an extension of nuclear deterrence to conventional wars (of any scale) and explicitly assumed a preemptive possibility of first-use of nuclear weapons in that context, to prevent such a war or to deter the adversary from continuing it (*deèskalaciâ*), including from the very outset of a conflict. From the 2000s onward, nuclear deterrence was integrated into the broader concept of “strategic deterrence,” combining nuclear, conventional, and non-military/subversive components.

The practice of Russian deterrence in Ukraine suffered from problematic continuities, anticipated vulnerabilities, and an unforeseen new strategic context that seemed to call into question the relevance of strategic deterrence, both as a concept designed to bypass armed struggle and as a system. Ukrainian resistance and the relative solidarity demonstrated by the West in 2022 rendered partially obsolete Russia’s style of deterrence, which had partly rested on the assumption of a weak and decaying West. As early as 2022, Russian military elites advocated an urgent theoretical and practical adaptation of Russian strategic deterrence, particularly its nuclear component. Starting in 2023, Moscow adjusted its approach, both by backing up its aggressive rhetoric with concrete measures and by lowering the threshold for nuclear use in a new doctrine. This phase of rebuilding deterrence credibility culminated with the launch of the *Oreshnik*, after long months of Western actions that Moscow deemed escalatory.

Donald Trump’s Russia policy tends to push further away the already very slim prospect of Moscow resorting to limited, demonstrative nuclear use in the context of the war in Ukraine, and might even shorten the lifespan of the new nuclear doctrine. Drafted and published in what now seems a distant context, this doctrine is first and foremost in the service of the Kremlin’s imperialist ambitions in the post-Soviet space and Eastern Europe. Far from being restrained by Trump’s reelection, Moscow is encouraged by American timidity and European hesitations, which drive it to intensify its concrete conventional deterrence measures—more aggressive and audacious. Russia’s main objective has not changed: to isolate Ukraine from the West and Europe from the United States.

Sommaire

INTRODUCTION	8
LES ÉVOLUTIONS THÉORICO-DOCTRINALES : CENTRALITÉ DU NUCLÉAIRE ET ÉLARGISSEMENT DE LA DISSUASION (1993-2021)....	11
L'essor de la dissuasion nucléaire russe.....	12
L'ère de la dissuasion stratégique.....	18
LA DISSUASION RUSSE EN ACTION : CONTINUITÉS PROBLÉMATIQUES ET VULNÉRABILITÉS CONFIRMÉES PAR LA SVO	24
Les trois failles théoriques et pratiques de la dissuasion stratégique révélées par la guerre	24
La dissuasion nucléaire : un bilan nuancé dans la continuité d'une pratique historique	30
BILAN ET PRÉCONISATIONS DES ÉLITES MILITAIRES RUSSES (24 FÉVRIER 2022 – AOÛT 2024).....	40
Un retour à la posture des années 1990 ? Les facteurs du changement	40
« Les lignes rouges ont rougi de honte » : critiques et recommandations.....	44
RÉVISION D'APPROCHE ET DE DOCTRINE (2023-2025).....	52
Les étapes du changement d'approche (2023-2024)	52
Contenu et implications de la nouvelle doctrine nucléaire	57
Les perspectives de la dissuasion nucléaire russe.....	64
CONCLUSION	72

Glossaire des acronymes

CNII : Institut central de recherche scientifique du ministère de la Défense.

CVSI : Centre d'études stratégico-militaires de l'état-major général puis, à partir de 2010, de l'Académie militaire de l'état-major général.

FNI : Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

GOU : Direction principale des opérations de l'état-major général.

GU : Direction principale du renseignement (GRU) de l'état-major général puis Direction principale (GU) à partir de 2010.

GŠ : État-major général.

IAMD : *Integrated Air and Missile Defence*.

ICBM : *Intercontinental Ballistic Missile*.

IRBM : *Intermediate-Range Ballistic Missile*.

ISR : *Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*.

KNB : Concept de sécurité nationale.

NCUO : Centre national de gestion de la défense.

OVA : Académie militaire interarmes (ancienne Académie militaire Frunze).

RVSN : Troupes (Forces) de missiles stratégiques.

SS : *Strategičeskaâ stabil'nost'*.

SVO : « Opération militaire spéciale ».

TEL : *Transporter Erector Launcher*.

VAGŠ : Académie militaire de l'état-major général.

VARVSN : Académie militaire des Forces de missiles stratégiques.

VAVN : *Vestnik Akademii Voennyh Nauk*.

VD : Voennaâ doktrina.

VM : *Voennaâ Mysl'*.

VNIIEF : Institut panrusse de recherche scientifique en physique expérimentale.

Introduction

Dès le lancement de son « opération militaire spéciale » (SVO) contre l'Ukraine, le 24 février 2022, le Kremlin, qui dispose de l'un des plus vastes arsenaux nucléaires au monde, a adopté des mesures de dissuasion agressives et une rhétorique résolument menaçante. L'échec initial de la SVO, la guerre de haute intensité prolongée et inattendue qui s'en est suivie ainsi que les revers militaires subis par la Russie ont alimenté les craintes d'un possible emploi de l'arme nucléaire par Moscou. Cette inquiétude fut d'autant plus vive qu'à partir de 1993, la stratégie nucléaire post-soviétique de la Russie a progressivement étendu la dissuasion nucléaire à la guerre conventionnelle, et envisagé la possibilité d'un emploi en premier pour empêcher une telle guerre de survenir ou dissuader l'adversaire de la poursuivre (*deèskalaciâ*), y compris dès le début du conflit¹.

Au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, la question de la dissuasion et de ses mécanismes était encore peu théorisée et insuffisamment comprise dans l'armée russe. Après une période de théorisation féconde, dont les fondements continuent de structurer la théorie générale russe de la dissuasion, la pensée militaire a progressivement évolué, passant de la centralité de la dissuasion nucléaire en 1993-2003 – avec un abaissement du seuil d'emploi – à une conception plus large de la dissuasion dite « stratégique » (*strategičeskoe sderživanie*) à partir du milieu des années 2000. Dans ce cadre, la composante nucléaire a été progressivement complétée par des forces, méthodes et moyens conventionnels et non-militaires/subversifs. Cet élargissement reflétait un double contexte : la modernisation des forces conventionnelles russes et une perception des menaces davantage centrée sur les conflits hybrides et les guerres locales²

1. Une stratégie parfois qualifiée en Occident d'« escalade pour la désescalade », expression qui n'est pas employée dans la théorie militaire russe et qui masque la complexité de la réalité qu'elle est censée recouvrir. La Russie n'a probablement pas développé de concept théorique et pratique clair et stable (pour des raisons à la fois culturelles, conceptuelles et bureaucratiques) de frappes nucléaires limitées et de désescalade (terme dont la seule apparition doctrinale date de 2003) ; pourtant, ces dernières n'en sont pas moins devenues une composante de la stratégie nucléaire russe postsoviétique. Voir notamment : D. Adamsky, « If War Comes Tomorrow: Russian Thinking About "Regional Nuclear Deterrence" », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 27, n° 1, 2014, p. 178-188.

2. Une guerre locale est une guerre entre deux ou plusieurs États poursuivant des objectifs politico-militaires limités, dans laquelle des opérations militaires sont menées à l'intérieur des frontières des États opposés et qui affecte principalement les intérêts de ces États. Une guerre régionale implique deux ou plusieurs États (ou groupes d'États) de la même région sur le territoire de la région, poursuivant des objectifs politico-militaires importants. Une guerre à grande échelle implique un nombre significatif d'États de régions du monde différentes (dont les principales puissances mondiales), poursuivant des objectifs politico-militaires radicaux et mobilisant toutes les ressources matérielles et morales disponibles. Voir notamment les Doctrines militaires (*Voennaâ Doktrina*, VD) de 2000 (II.7-11), 2010 (I.6) et 2014 (I.8).

que sur une guerre conventionnelle avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cette évolution a conduit, en 2010, au relèvement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire.

Dans un article récemment publié dans *Les Champs de Mars*³, nous avons retracé l'évolution théorique et doctrinale des dissuasions stratégique et nucléaire russes entre 1993 et 2022, en nous appuyant sur un vaste corpus de sources primaires russes, composé des documents de doctrine (doctrines militaires, concepts et stratégies de sécurité nationale, doctrine nucléaire, doctrine navale), de discours d'officiers politiques et militaires, et, enfin, de la littérature militaire (revues, journaux, dictionnaires et encyclopédies du ministère de la Défense), à laquelle l'accès, déjà limité dans les années 2010, a été considérablement réduit depuis 2022. Ce retour indispensable aux sources russes a permis d'approfondir et de réexaminer certains pans de la recherche précieuse produite sur la dissuasion russe⁴, en affinant la connaissance de la théorie par la restitution des catégories, termes et concepts à travers lesquels l'armée russe pense la dissuasion. Il a également offert une meilleure compréhension de la chronologie et des logiques des évolutions théorico-doctrinales, ainsi que des relations entre la théorie, la doctrine, la pratique et la culture stratégiques russes. Ce travail a aussi permis de mieux comprendre l'élargissement de la théorie de la dissuasion aux domaines conventionnel et non militaire/subversif, et de montrer comment cette évolution a reflété une vision renouvelée de la stratégie, marquée par la théorisation du contournement de la lutte armée. Cette étude montrait enfin brièvement comment l'échec de la SVO avait remis en cause l'ensemble du système de dissuasion stratégique russe et comment la Russie avait commencé à s'adapter aux failles de sa dissuasion.

En conclusion de cet article, il était mentionné que la Russie pourrait finir par abaisser son seuil d'emploi dans une nouvelle doctrine, non seulement pour tenter de rétablir à court terme la crédibilité de sa dissuasion nucléaire dans le cadre de la guerre en Ukraine, mais aussi et surtout à plus long terme, afin de compenser l'affaiblissement de ses forces conventionnelles et de son potentiel économique et technologique, ainsi que de se prémunir d'un affrontement conventionnel avec l'OTAN, jugé de plus en plus plausible aux yeux de Moscou. Depuis la publication de la nouvelle

3. D. Minic, « Dissuasion nucléaire et dissuasion stratégique russes : théorie, doctrine, pratique et perspectives (1993-2024) », *Les Champs de Mars*, Presses de Sciences Po, 2022/2 (manuscrit délivré en décembre 2023 et paru en février 2025), p. 85-128.

4. Voir notamment : D. Adamsky, « If War Comes Tomorrow: Russian Thinking About "Regional Nuclear Deterrence" », *op. cit.*, p. 163-188 ; D. Adamsky, « Nuclear Incoherence: Deterrence Theory and Non-Strategic Nuclear Weapons in Russia », *The Journal of Strategic Studies*, vol. 37, n° 1, 2014, p. 91-134 ; K. Bruusgaard, « Russian Strategic Deterrence », *Survival*, vol. 58, n° 4, 2016, p. 7-26 ; K. Bruusgaard, « Russian Nuclear Strategy and Conventional Inferiority », *Journal of Strategic Studies*, vol. 44, n° 1, 2021, p. 3-35 ; M. Kofman, A. Fink et J. Edmonds, « Russian Strategy for Escalation Management: Evolution of Key Concepts », Research Memorandum, CNA, avril 2020 ; O. Olikier et A. Baklitskiy, « The Nuclear Posture Review and Russian "De-Escalation": A Dangerous Solution to a Nonexistent Problem », *War on the Rocks*, 20 février 2018.

doctrine nucléaire en novembre 2024, certains experts ont eu tendance à en minimiser la portée, tandis que des observateurs y ont vu l'expression d'une prétendue « doctrine Karaganov », reproduisant ainsi des facilités analytiques qui obscurcissent la compréhension de la stratégie russe, à l'instar des fameuses « doctrine Gerasimov » ou « Gromyko ».

S'appuyant sur de nouvelles sources primaires et intégrant les cas pratiques les plus récents (2024-2025), la présente étude prolonge cet article de recherche et en approfondit les conclusions relatives à l'expérience de la SVO, afin de proposer une analyse globale et originale des évolutions de la dissuasion nucléaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine. Cette étude s'inscrit dans la continuité de notre recherche doctorale sur la pensée et la culture stratégiques russes post-soviétiques⁵. Celle-ci a notamment permis de souligner l'importance de s'appuyer sur les sources primaires russes et de prendre en considération les contextes spécifiques – historiques, politiques, culturels et idéologiques – qui façonnent les théories, doctrines et pratiques stratégiques russes, plutôt que d'y appliquer mécaniquement des cadres conceptuels ou analytiques issus de lectures occidentales généralistes. Cette nouvelle étude prolonge enfin nos travaux sur la façon dont les élites militaires russes perçoivent la guerre en Ukraine et ses conséquences, sur les plans politique, stratégique et militaro-opérationnel⁶.

Après avoir synthétisé les principales étapes de l'évolution théorico-doctrinale entre 1993-2021, indispensables au lecteur pour cerner certaines spécificités de la dissuasion russe, nous évaluerons l'impact de la guerre en Ukraine sur cette dernière, et en particulier sur sa dissuasion nucléaire. Avec quelle stratégie de dissuasion Moscou s'est-il engagé dans la SVO ? En quoi la guerre en Ukraine a-t-elle exposé la nature et les limites de la dissuasion russe ? Quels bilan, critiques et recommandations l'armée russe a-t-elle faits ? Comment la Russie a-t-elle essayé de s'adapter ? Comment interpréter la publication, le contenu et les implications de la nouvelle doctrine nucléaire ? Dans quelle mesure l'élection de Donald Trump modifie-t-elle les calculs russes en matière de dissuasion nucléaire ? La solidarité européenne persistante et l'enlèvement militaire de Moscou en Ukraine peuvent-ils infléchir la probabilité d'un recours russe à l'arme nucléaire ?

5. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes : du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Paris, Maison des Sciences de l'homme, 2023, 632 p. ; D. Minic, « How the Russian Army Changed Its Concept of War, 1993–2022 », *Journal of Strategic Studies*, vol. 47, n° 1, 2024, p. 29-63.

6. D. Minic, « La guerre en Ukraine dans la pensée militaire russe : leçons politico-stratégiques », *Politique étrangère*, vol. 88, n° 1, 2023, p. 161-173 ; D. Minic, « Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations », *Russie.Eurasie.Reports*, n° 44, Ifri, septembre 2023, disponible sur : www.ifri.org ; D. Minic, « L'évolution de la pensée stratégique russe après la guerre en Ukraine », in J. Fernandez et J.-V. Holeindre (dir.), *Annuaire français de relations internationales*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2024, p. 629-643 ; D. Minic, « Russian Strategic Thinking and Culture Before and After February 24, 2022: Political-Strategic Aspects », in P. Forsström (dir.), « Russia's War against Ukraine – Complexity of Contemporary Clausewitzian War », National Defence University, 2024, p. 21-35.

Les évolutions théorico-doctrinales : centralité du nucléaire et élargissement de la dissuasion (1993-2021)

À la fin de l'URSS, les élites politico-militaires soviétiques rejetaient la possibilité d'une guerre nucléaire limitée et prônaient une doctrine de non-emploi en premier⁷. La question de la dissuasion et de ses mécanismes était négligée, « insuffisamment développée » et « peu comprise » par ces élites, qui s'appuyaient essentiellement sur la menace de représailles massives⁸. La théorie de la dissuasion était donc un sujet relativement nouveau pour l'armée russe des années 1990⁹. Progressivement, la direction politique russe a fait passer l'arsenal nucléaire d'instrument pour conduire et gagner une guerre – sans différencier nettement la guerre conventionnelle de la guerre nucléaire, puisque tous les instruments disponibles devaient permettre la victoire dans la guerre – à un instrument de dissuasion¹⁰.

Entre 1993 et 2003, trois facteurs principaux ont incité l'État et l'armée russes à s'intéresser plus avant à la dissuasion et à la centralité des armes nucléaires en son sein : d'abord la perception d'une grande faiblesse conventionnelle, économique et technologique par rapport au principal adversaire identifié (l'Occident)¹¹ ; ensuite, l'attribution d'une grande puissance aux armes conventionnelles modernes (de haute précision)¹² ; enfin, l'observation – parfois tronquée et souvent justificatrice – des théories, doctrines et actions occidentales¹³. Comme à d'autres niveaux

7. A. Kokoshin, *Soviet Strategic Thought, 1917-91*, New York, MIT Press, 1998, p. 4, 134-135 ; D. Adamsky, *The Russian Way of Deterrence*, Redwood City, Stanford University Press, 2024, p. 21-23.

8. *Ibid.*

9. V. V. Suhorutčenko, A. S. Borisenko et Š. Š. Aliev, « O nekotoryh aspektah sderživaniâ na ètape smeny sistemy miropolitičeskogo ustrojstva », *Voennaâ mysl' (VM)*, n° 7, 2025, p. 44.

10. D. Adamsky, *The Russian Way of Deterrence*, *op. cit.*, p. 22-23.

11. Presque tous les théoriciens militaires russes étudiant la dissuasion nucléaire cités et mis en référence dans la première partie de cette étude partagent cette perception.

12. Voir par ex. : V. Staruhin et G. Kuznecov, « Konceptiâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *Strategičeskaâ stabil'nost' (SS)*, n° 1, 1998, para. 39, 46 ; V. V. Kruglov, « O vooružennoj bor'be budušego », *VM*, n° 4, 1998, para. 4, 6 ; A. N. Zaharov, « Voennyj faktor v koncepcii global'noj bezopasnosti », *VM*, n° 9, 1993, para. 16.

13. Bien que les actions militaires occidentales en Bosnie et au Kosovo soient quasiment absentes des discours. Voir par ex. : V. Staruhin et G. Kuznecov, « Konceptiâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 44, 46-48, 67, 78 ; G. H. Berezkin, « Ocenka vliâniâ razvitiâ voennyh poten cialov zarubežnyh ctpan ha harakter vnešnih ugroz Rossijskoj Federacii », *SS*, n° 4, 1999, para. 30-35 ;

(supérieurs) de la pensée militaire russe post-soviétique (à savoir la théorisation du contournement de la lutte armée), cette observation a entraîné une importation des concepts et théories de la dissuasion élaborés en Occident, longtemps considérés comme une « monstrueuse hérésie¹⁴ ». En quelques années, les théoriciens militaires russes ont rattrapé leur retard en assimilant la littérature occidentale sur la dissuasion nucléaire produite durant la guerre froide.

L'essor de la dissuasion nucléaire russe

Une analyse minutieuse des textes théorico-militaires et doctrinaux russes post-soviétiques conduit à relativiser – sans le minimiser – l'impact de l'opération de l'OTAN au Kosovo en 1999 sur l'évolution de la stratégie nucléaire de Moscou. Certes, en réponse à cette intervention, Eltsine ordonne publiquement le développement de nouveaux missiles nucléaires tactiques pour étayer l'idée d'une stratégie d'emploi en premier limité face à une agression conventionnelle – décision alors interprétée comme un « tournant radical¹⁵ » dans la stratégie de défense russe. Toutefois, la théorie militaire depuis 1993, ainsi que les doctrines stratégiques de 1993 et de 1997, justifiaient déjà cette orientation, et elles ne la limitaient d'ailleurs pas aux armes nucléaires dites « tactiques ».

Le changement fut en réalité progressif. Des voix dissidentes¹⁶, pour lesquelles la guerre nucléaire limitée, et donc l'emploi limité et l'escalade contrôlée, dégénérerait nécessairement en guerre nucléaire mondiale – une position probablement encore visible dans la doctrine militaire (VD) 1993 –, se sont exprimées contre cette évolution. Certaines ont même remis en cause la réalité de la menace militaire représentée par l'Occident, en partie à cause de sa supposée plus grande sensibilité aux pertes humaines et de la vulnérabilité de ses infrastructures¹⁷ – un argument réversible qui servira précisément à justifier la pertinence de la

V. A. Râbošapko, « Usloviâ perehoda k vozmožnomu primeneniiu âdernogo oružia », *VM*, n° 4, 1996, para. 2, 5. Sur l'observation, voir D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit., p. 291-336.

14. D. Adamsky, *The Russian Way of Deterrence*, op. cit., p. 22-25.

15. T. Whitehouse, « Yeltsin ups nuclear ante », *The Guardian*, 30 avril 1999, disponible sur : www.theguardian.com ; « Yeltsin Signs Decree on Tactical Nuclear Weapons », Arms Control Association, avril 2024, disponible sur : www.armscontrol.org.

16. Voir par ex. : A. I. Nikolaev, « Osnovnye istočniki voennoj opasnosti, vozmožnye tipy i vidy vojn s učastiem gosudarstv Sodružestva v sovremennyh usloviâh », *VM*, 1993, para. 24 ; F. I. Ladygin, « Nekotorye vyvody iz analiza sovremennoj voenno-političeskoj », *VM*, 1993 ; V. Â. Savčenko, « K voprosu obespečeniâ strategičeskoj stabil'nosti v mnogopolûsnom mire », *VM*, n° 1, 1994, para. 6 ; A. N. Zaharov, « Âdernoe sderživanie v sisteme voennyh mer predotvrašeniâ vojny », *VM*, n° 2, 1994, para. 39.

17. V. N. Cygičko, « Geostrategičeskie aspekty koncepcii nacional'noj bezopasnosti Rossii », *VM*, n° 5 (9-10), 1996, para. 5 ; V. N. Cygičko et A. A. Piontkovskij, « Russia's National Security in the Early 21st Century », *Military Thought*, vol. 10, n° 2, 2001, p. 77-78 ; A. A. Kokošin, « Voенно-političeskie i èkonomičeskie aspekty reformy Vooružennyh Sil Rossii », *VM*, n° 6 (11-12), 1996, para. 17, 44. Cette sous-estimation de l'Occident est profonde, enracinée et historique chez les élites politico-militaires russes. Voir D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit., p. 231-244.

nouvelle stratégie nucléaire. Toutefois les opposants à la guerre nucléaire limitée ont été rapidement marginalisés.

La nouvelle doctrine militaire (VD) de 1993 manquait d'ailleurs de clarté selon les théoriciens militaires : alors qu'elle semblait renoncer au non-emploi en premier et étendait la dissuasion nucléaire à la guerre conventionnelle, elle postulait que tout recours aux armes nucléaires, même limité, pouvait dégénérer en un recours massif aux conséquences catastrophiques¹⁸. Considérée comme contradictoire, la doctrine mettait en doute la « volonté et la détermination des dirigeants russes » à un emploi en premier limité pour repousser une agression conventionnelle, rendant le « mécanisme de dissuasion nucléaire [...] moins souple » face à une telle menace¹⁹. Les théoriciens ont insisté sur la nécessité de reconnaître clairement la possibilité d'un emploi en premier en cas de guerre conventionnelle à grande échelle²⁰. Une plus grande « transparence » et « cohérence » dans ce domaine était considérée comme un moyen de « contrôle réflexif » et de renforcement du mécanisme de dissuasion²¹.

Le Concept de sécurité nationale (KNB) de 1997 a répondu aux attentes des théoriciens, en supprimant la référence à la dangerosité d'un emploi limité, en évoquant la dissuasion nucléaire d'une guerre conventionnelle non seulement à grande échelle mais aussi régionale (allant ici encore plus loin que la théorie) et en mentionnant clairement la possibilité d'un emploi en premier en cas de « menace », par « toute agression armée », à « l'existence même » du pays « en tant qu'État souverain indépendant » – une reprise presque mot pour mot des propositions faites par le général Klimenko, chef de l'influent Centre d'études stratégico-militaires de l'état-major général (CVSI), en 1993 et 1997²². La doctrine militaire (VD) de 2000 franchira une nouvelle étape, en faisant référence à un emploi en premier dans une « agression à grande échelle avec [...] des armes conventionnelles » dans des « situations critiques pour la sécurité

18. *Voennaâ doktrina (VD)*, 2 novembre 1993, 4.1 et 3.1.

19. S. V. Krejĭin, « Global'noe i regional'noe âdernoie sderĭzivanje : k sisteme principov i kriteriev », *VM*, n° 4, 1999, para. 17.

20. A. F. Klimenko, « Metodika ocenki voennyh ugroz i mery po ih nejtralizacii », *VM*, n° 5, 1993, para. 36 ; V. Â. Savĉenko et S. V. Vasil'ev, « Uĉet vnešnih ugroz bezopasnosti gosudarstva pri obosnovanii dopustimogo urovnâ sokrašeniâ SNV », *VM*, n° 4, 1994, para. 47, 27, 29, et 31 ; V. A. Râbošapko, « Usloviâ perehoda k vozmoĭnomu primeneniiu âdernogo oruĭiâ », *op. cit.*, para. 2, 5-8, 19 ; A. F. Klimenko, « Teoretiko-metodologiĉeskie problemy formirovaniâ voennoj doktriny Rossii. Sposoby ih rešeniâ », *VM*, n° 3 (5-6), 1997, para. 32.

21. V. Â. Savĉenko et S. V. Vasil'ev, « Uĉet vnešnih ugroz bezopasnosti gosudarstva pri obosnovanii dopustimogo urovnâ sokrašeniâ SNV », *op. cit.*, para. 47 ; V. A. Râbošapko, « Usloviâ perehoda k vozmoĭnomu primeneniiu âdernogo oruĭiâ », *op. cit.*, para. 2, 5-8, 19 ; S. V. Krejĭin, « Global'noe i regional'noe âdernoie sderĭzivanje : k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 19, 21 ; A. F. Klimenko, « Teoretiko-metodologiĉeskie problemy formirovaniâ voennoj doktriny Rossii. Sposoby ih rešeniâ », *op. cit.*, para. 16-17.

22. *Koncepciâ nacional'noj bezopasnosti (KNB)*, 17 décembre 1997, dans *Vnešniâ politika i bezopasnost' sovremennoj Rossii. 1991-2002*, Moscou, Rosspèn, vol. 4, 2002, p. 69, 71.

nationale »²³. Il s'agissait d'une reproduction très fidèle de la formulation proposée en 1998 par le général Dvorkin, chef du 4^e Institut central de recherche scientifique du ministère de la Défense (CNII). Dvorkin entendait par là une menace contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale – une fusion des propositions de Klimenko en 1993 et en 1997, partiellement reprises dans le KNB de 1997 – et des actions visant à perturber le fonctionnement des forces nucléaires stratégiques ou à cibler des installations nucléaires – une condition déjà présente dans la VD de 1993²⁴. Les théoriciens se sont félicités de cette clarification²⁵. Le document « Aktual'nye zadači razvitiâ Vooružennyh sil Rossijskoj Federacii » (Tâches actuelles), publié en 2003, a confirmé la tendance : d'une part, il explique que « l'abaissement du seuil » nécessite que la Russie « restructure » son « système de commandement et de contrôle » et ses « approches » de la dissuasion à « différents » niveaux et, d'autre part, il mentionne la « désescalade de l'agression », qui vise à « forcer l'ennemi à cesser ses actions militaires en menaçant ou en effectuant directement des frappes de différentes ampleurs »²⁶.

Ces dispositions doctrinales (2000, 2003) furent le fruit d'une réflexion théorique qui, après une période féconde entre 1993 et 1997, a atteint son apogée entre 1998 et 2003. Une évolution cruciale de cette période, dans le prolongement du KNB de 1997, a été l'extension de la dissuasion nucléaire (et donc de la possibilité de l'emploi en premier) aux conflits de moyenne et basse intensité, y compris les guerres « locales », afin d'adopter une approche « plus souple » et « plus réaliste »²⁷. C'est à cette période que les théoriciens ont commencé à penser la dissuasion à

23. VD, 21 avril 2000, I. 8.

24. V. Z. Dvorkin, « Predloženiâ po osnovnym napravleniâm âdernoj strategii Rossijskoj Federacii », SS, n° 3, 1998, para. 11-13. Voir aussi la VD de 1993 (3.1) et les articles de Klimenko (1997 et 1993) cités plus haut.

25. V. N. Cygičko et A. A. Piontkovskij, « Russia's National Security in the Early 21st Century », *op. cit.*, p. 75-76.

26. *Aktual'nye zadači razvitiâ Vooružennyh sil Rossijskoj Federacii* (Tâches actuelles du développement des Forces armées de la Fédération de Russie), octobre 2003, III et VI.

27. V. Staruhin et G. Kuznecov, « Konceptiâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 81-82, 84 ; S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », VM, n° 4, 1998, para. 2-3, 6, 13 ; S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âderno sderživanie : k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 5, 8-10, 13 ; V. I. Levšin, A. V. Nedelin et M. E. Sosnovskij, « O primenenii âdernogo oružiâ dlâ deëskalacii voennyh dejstvij », VM, n° 3, 1999, para. 36 ; V. Staruhin et G. Kuznecov, « Konceptiâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 55, 68 ; V. I. Lumpov et N. P. Bagmet, « K voprosu o âdernom sderživanii », VM, n° 6 (11-12), 2002, para. 17 ; V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », SS, n° 1, 2000, para. 48-49 ; V. I. Levšin, A. V. Nedelin et M. E. Sosnovskij, « O primenenii âdernogo oružiâ dlâ deëskalacii voennyh dejstvij », *op. cit.*, para. 36 ; A. S. Babenko, I. V. Brajčev, G. A. Kuznecov, *et al.*, « Budušee âdernogo oružiâ Rossii », SS, n° 2, 1999, para. 11, 13, 18 ; V. L. Vahrušev, « Lokal'nye vojny i vooružennye konflikty harakter i vliânie na voennoe iskusstvo », VM, n° 4, 1999, para. 56, 61 ; S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », *op. cit.*, para. 2-3, 6, 13 ; S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âderno sderživanie : k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 5, 8-10, 13.

travers le concept d'« échelle de dissuasion », non pas comme un phénomène rigide mais comme un processus « dynamique »²⁸.

Quelle est l'essence de la nouvelle stratégie nucléaire proposée ? Celle-ci repose sur la possibilité d'un emploi en premier, limité, démonstratif et de « contre-valeur », à la fois pour garantir la dissuasion et pour permettre, si nécessaire, la « désescalade » de l'action militaire²⁹. L'emploi en premier doit être moins destructeur que « sensationnel » et terrorisant : il doit augmenter la « peur de la guerre » chez l'adversaire³⁰. Le succès de cette stratégie reposait sur la perception d'une plus grande « sensibilité » occidentale aux « dommages » résultant d'un « conflit nucléaire »³¹. Certains théoriciens considèrent alors ce présupposé comme dangereux et erroné, en particulier s'il conduit à mener une frappe après la défaite des forces conventionnelles russes, suggérant plutôt que la « dissuasion nucléaire régionale » vise les centrales nucléaires d'Europe occidentale dès le début du conflit³². Si la question de la temporalité de ces frappes n'a jamais été tranchée, la plupart des théoriciens ont estimé qu'elles devaient intervenir dès le début de l'agression³³ et que l'absence de toute mention

28. V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 16-17, 19-20, 48, 21-23.

29. V. Staruhin et G. Kuznecov, « Koncepciâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 47-53, 56-57, 60, 69-70, 81-82, 84 ; S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », *op. cit.*, para. 2-4, 6, 12-13, 23-26 ; S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âdernoe sderživanie: k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 5, 8-10, 13-15, 17, 32 ; V. V. Suhoručenko, « Aktual'nye aspekty problem âdernogo sderživaniâ i dostatočnosti âdernyh vooruženij », *VM*, n° 7, 2004, para. 4, 6, 12-13, 15-17 ; A. S. Babenko, I. V. Brajčev, G. A. Kuznecov, *et al.*, « Budušee âdernogo oružia Rossii », *op. cit.*, para. 11, 13-15, 18, 27-28 ; A. V. Nedelin, « Neobhodimye korektivy âdernoj strategii Rossii », *SS*, n° 4, 1998, para. 37 ; V. Z. Dvorkin, « Predloženiâ po osnovnym napravleniâm âdernoj strategii Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, para. 24-26 ; V. I. Lumpov et N. P. Bagmet, « K voprosu o âdernom sderživaniâ », *op. cit.*, para. 17, 28 ; V. I. Levšin, A. V. Nedelin et M. E. Sosnovskij, « O primenenii âdernogo oružia dlâ deèskalacii voennyh dejstvij », *op. cit.*, para. 36 ; V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 55-65, 72 ; V. V. Kruglov et M. E. Sosnovskij, « O roli nestrategičeskikh âdernyh sredstv v âdernom sderživaniâ », *VM*, 1997, para. 17-22 ; A. Arbatov, « Voennaâ reforma : doktrina, vojska, finansy », *Mirovaâ èkonomika i meždunarodnye otnošeníâ*, n° 4, 1997, p. 8-9 ; E. Nahmerov, N. F. Kravčenko et I. I. Sobčenko, « O napravlenosti regional'nogo âdernogo sderživaniâ », *VM*, n° 4, 2000, para. 4-5, 6-7, 9, 12-15.

30. V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 43-47 ; V. I. Levšin, A. V. Nedelin et M. E. Sosnovskij, « O primenenii âdernogo oružia dlâ deèskalacii voennyh dejstvij », *op. cit.*, para. 29, 31-34.

31. Voir par ex. : V. Staruhin et G. Kuznecov, « Koncepciâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 72-73, 75-76, 78 ; A. Arbatov, « Voennaâ reforma : doktrina, vojska, finansy », *op. cit.*, p. 9.

32. E. Nahmerov, N. F. Kravčenko et I. I. Sobčenko, « O napravlenosti regional'nogo âder nogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 4-7, 9, 12-15.

33. V. Z. Dvorkin, « Predloženiâ po osnovnym napravleniâm âdernoj strategii Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, para. 24-26 ; S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », *op. cit.*, para. 6 ; S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âdernoe sderživanie: k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 14, 17 ; V. Staruhin et G. Kuznecov, « Koncepciâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 47-53, 69-70 ; A. S. Babenko, I. V. Brajčev, G. A. Kuznecov, *et al.*, « Budušee âdernogo oružia Rossii », *op. cit.*, para. 13-15, 18, 27-28 ; V. V. Kruglov et M. E. Sosnovskij, « O roli nestrategičeskikh âdernyh sredstv v âdernom sderživaniâ », *op. cit.*, para. 7-9, 12-15 ; S. V. Krejdin, « Problemy âdernogo sderživaniâ boevaâ ustojčivost' âdernogo

d'une réponse nucléaire « immédiate » dans les doctrines condamnant le pays à perdre³⁴. Les exercices militaires conduits entre 2004 et 2010 (à l'instar de Zapad-1999) ont plutôt montré que le seuil nucléaire serait franchi (avec des armes nucléaires non stratégiques) dans la phase finale du conflit conventionnel, lorsque l'adversaire se serait montré largement supérieur, pour le pousser à mettre fin aux hostilités³⁵.

La question des armes pour mettre en œuvre cette nouvelle stratégie s'est également posée. Si les théoriciens ont reconnu l'importance croissante des armes nucléaires non stratégiques³⁶, ils n'ont pas développé d'attitudes rigides à l'égard de ces armes et ont plutôt envisagé l'articulation et l'harmonie de l'ensemble de l'arsenal nucléaire – la dialectique des dissuasions nucléaires « globale » et « régionale » – dans ce cadre³⁷. À choisir, les théoriciens ont eu tendance à considérer que la désescalade de l'agression conventionnelle (quelle que soit l'échelle) serait rendue possible par les forces nucléaires stratégiques (y compris pour un emploi limité)³⁸. Cette approche inter-armes s'explique en partie par les réserves des militaires russes à l'égard des armes nucléaires non stratégiques : C2 et planification inadaptés à l'« escalade contrôlée » d'un conflit armé, d'une part, et crainte que les armes nucléaires tactiques n'aient que peu de chances de survie sur le champ de bataille (« stabilité au combat », « survivabilité ») face aux armes conventionnelles modernes, d'autre part³⁹.

potenciala », *VM*, n° 4, 2000, para. 12, 15 ; E. Nahmerov, N. F. Kravčenko et I. I. Sobčenko, « O napravlenosti regional'nogo âder nogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 4-5.

34. E. Nahmerov, N. F. Kravčenko et I. I. Sobčenko, « O napravlenosti regional'nogo âder nogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 4-5.

35. D. Adamsky, « Regional Nuclear Deterrence », *op. cit.*, p. 173-174.

36. Voir les développements précurseurs de V. V. Kruglov et M. E. Sosnovskij, « O roli nestrategičeskikh âdernyh sredstv v âdernom sderživaniî », *op. cit.*, para. 7-9, 12-15, 17-22. Voir aussi : V. L. Vahrušev, « Lokal'nye vojny i vooružennye konflikty harakter i vliânie na voennoe iskusstvo », *op. cit.*, para. 56, 61 ; V. A. Ivasik, A. S. Pis'âukov et A. L. Hrâpin, « Âdernoe oružie i voennaâ bezopasnost' Rossii », *VM*, n° 4, 1999, para. 4, 9, 11-12 ; L. I. Volkov, « Sily âdernogo sderživaniâ. Rossiâ, XXI vek », *SS*, n° 2, 2000, para. 11, 14, 21.

37. V. I. Levšin, A. V. Nedelin et M. E. Sosnovskij, « O primenenii âdernogo oružia dlâ deëskalacii voennyh dejstvij », *op. cit.*, para. 7-8, 17-23, 28-29, 36 ; V. Z. Dvorkin, « Predloženiâ po osnovnym napravleniâm âdernoj strategii Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, para. 19, 23 ; V. V. Suhorutčenko, « Aktual'nye aspekty problem âdernogo sderživaniâ i dostatočnosti âdernyh vooruženij », *op. cit.*, para. 4, 6, 12-13, 15-17 ; S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », *op. cit.*, para. 7-8, 10-12, 14 ; S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âdernoe sderživanie: k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 5, 8-11, 13 ; S. V. Krejdin, « Problemy âdernogo sderživaniâ boevaâ ustojčivost' âdernogo potenciala », *op. cit.*, para. 4, 1-2, 9-10, 18 ; P. I. Dubok et N. A. Zakaldaev, « O nekotoryh voprosah upravleniâ raketnymi vojskami i artilleriej pri osušestvlenii regional'nogo âdernogo sderživaniâ », *VM*, n° 6, 1999, para. 18 ; V. I. Lumpov et N. P. Bagmet, « K voprosu o âdernom sderživaniî », *op. cit.*, para. 17, 28.

38. V. Staruhin et G. Kuznecov, « koncepciâ âdernogo sderživaniâ v sovremennom mire », *op. cit.*, para. 69-70 ; A. S. Babenko, I. V. Brajčev, G. A. Kuznecov, *et al.*, « Buduše âdernogo oružia Rossii », *op. cit.*, para. 11, 13-15, 18, 27-28 ; L. I. Volkov, « Sily âdernogo sderživaniâ. Rossiâ, XXI vek », *op. cit.*, para. 11, 14, 21, 40.

39. S. V. Krejdin, « Global'noe i regional'noe âdernoe sderživanie : k sisteme principov i kriteriev », *op. cit.*, para. 5-6, 8-10, 32 ; A. S. Rukšin, « Âdernoe sderživanie : soveršenstvovanie sistemy upravleniâ âdernymi silami », *VM*, n° 6, 2000, para. 1, 3-4 ; A. A. Protasov, S. V. Krejdin et S. Ū. Egorov, « Sistemy upravleniâ vojskami (silami) kak instrument strategičeskogo sderživaniâ », *VM*, n° 7, 2009, p. 9-10 ;

Cette dernière réserve a d'ailleurs plutôt conduit les théoriciens à favoriser l'emploi d'armes nucléaires dès le début des opérations⁴⁰.

Au cours de cette période fertile sur le plan théorique, des principes pratiques de la dissuasion ont été définis. Si la doctrine doit respecter les principes de « plausibilité » et d'« incertitude », les militaires russes identifient plusieurs principes d'application de la dissuasion nucléaire : la progressivité des dommages et des cibles ; la proportionnalité ; la concentration sur les maillons faibles de la coalition ennemie ; l'ultimatum ; la mise en œuvre obligatoire des menaces lorsqu'elles ont perdu leur effet dissuasif (impliquant la crédibilité et la vérifiabilité des menaces) ; la boucle inverse de la désescalade ; la possibilité donnée à l'ennemi de perdre en sauvant la face ; la forte centralisation ; un emploi mesuré, contrôlé et prévisible ; la concentration de toutes les forces ; et, enfin, l'anticipation des actions ennemies⁴¹. Quant aux étapes de dissuasion et d'emploi dans le cadre de la dissuasion nucléaire régionale, elles incluent : l'augmentation de la préparation au combat des forces nucléaires non stratégiques ; la fourniture de têtes nucléaires aux forces ; le renforcement du potentiel nucléaire des forces conventionnelles ; le déploiement de formations équipées d'armes nucléaires non stratégiques dans les zones menacées ; la conduite d'exercices militaires avec simulation d'utilisation d'armes nucléaires ; l'augmentation de l'état de préparation au combat des forces nucléaires stratégiques (dont une partie à des niveaux « supérieurs ») ; la préparation à lancer des frappes nucléaires démonstratives et de désescalade (non stratégiques et stratégiques) ; ou encore la conduite d'un essai d'arme nucléaire très puissante à une date politiquement symbolique⁴². Si ces mesures de dissuasion ne fonctionnent pas, il est conseillé de lancer des frappes nucléaires graduées (sur le théâtre et/ou à l'extérieur), d'abord « démonstratives » (avec peu ou pas de dégâts), puis « de contre-valeur » mais « limitées », notamment contre les installations économiques de l'ennemi, suivies de frappes collectives sur un ou plusieurs groupes de troupes, afin de parvenir à une « désescalade »⁴³.

S. V. Krejdin, « Problemy âdernogo sderživaniâ boevaâ ustojčivost' âdernogo potenciala », *op. cit.*, para. 4, 1-2, 9-10.

40. V. V. Suhorutčenko, « Aktual'nye aspekty problem âdernogo sderživaniâ i dostatočnosti âdernyh vooruženij », *op. cit.*, para. 4, 6, 12-13, 15-17.

41. V. Z. Dvorkin, « Predloženiâ po osnovnym napravleniâm âdernoj strategii Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, para. 14 ; V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 55-65, 72 ; V. I. Lumpov et N. P. Bagmet, « K voprosu o âdernom sderživanii », *op. cit.*, para. 32-37.

42. V. I. Lumpov et N. P. Bagmet, « K voprosu o âdernom sderživanii », *op. cit.*, para. 28 ; A. V. Nedelin, « Neobhodimye korrekтивы âdernoj strategii Rossii », *op. cit.*, para. 37 ; V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 43-47.

43. S. V. Krejdin, « O problemah global'nogo i regional'nogo âdernogo sderživaniâ krupnomasštabnoj agressii », *op. cit.*, para. 23-26 ; A. V. Nedelin, « Neobhodimye korrekтивы âdernoj strategii Rossii », *op. cit.*, para. 37 ; V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 43-47 ; V. I. Levšin, A. V. Nedelin et

Bien que centrée sur la dimension nucléaire de la dissuasion, cette période d'intense réflexion théorique (1993-2003), qui structure encore aujourd'hui les fondements de la théorie russe de la dissuasion stratégique, ouvrirait la voie à un élargissement à d'autres forces et moyens. Ainsi, comme la plupart des théoriciens militaires qui ont prôné l'abaissement du seuil, le document « Tâches actuelles » (2003) n'ignore pas les forces conventionnelles : la « désescalade » est permise par les armes à la fois nucléaires et conventionnelles⁴⁴. Cette intégration est au cœur du concept de dissuasion stratégique, qui sera développé au cours des années 2000.

L'ère de la dissuasion stratégique

La plupart des théoriciens militaires russes qui prônaient la centralité des armes nucléaires affirmaient son caractère *temporaire* (jusqu'en 2005-2015 selon leurs prévisions) et (sur)estimaient, dès le début des années 1990, les effets des armes conventionnelles modernes⁴⁵. La première mention du concept de « dissuasion non nucléaire », qui ne sera intégré dans les doctrines que 17 ans plus tard (VD 2014), est même faite en 1997, par Klimenko, dont la définition se retrouve mot pour mot dans la VD 2014⁴⁶. Les premières réflexions approfondies sur la dimension non nucléaire de la dissuasion, dans lesquelles le CVSI et le 46^e CNII ont joué un rôle important, datent du milieu des années 2000. La plupart des théoriciens, qui n'ont jamais été à l'aise avec l'idée d'un emploi en premier contre un pays doté de l'arme nucléaire, estimaient que les armes conventionnelles modernes (de haute précision) renforceraient la flexibilité et la crédibilité de la dissuasion pour les guerres locales et les conflits armés – l'expérience des conflits soviéto-afghan et russo-tchéchène a confirmé ce besoin aux yeux des théoriciens militaires russes –, et que leur effet serait accru par la vulnérabilité des États modernes face à la présence d'installations dangereuses sur leur territoire⁴⁷. Le concept de « dissuasion stratégique » a progressivement incarné cette vision supérieure de la dissuasion.

M. E. Sosnovskij, « O primeneniî âdernogo oružiâ dlâ deëskalacii voennyh dejstvij », *op. cit.*, para. 7-8, 17-23, 28, 36.

44. *Tâches actuelles*, IV.

45. En plus des théoriciens déjà mentionnés, voir : A. A. Kokošin, « Voëno-političeskie i èkonomičeskie aspekty reformy Vooružennyh Sil Rossii », *op. cit.*, para. 24, 45 ; V. I. Slipčenko, *Vojny šestogo pokoleniâ. Oružie i voënoe iskusstvo buduščego*, Moscow, Veče, 2002, p. 49.

46. A. F. Klimenko, « Teoretiko-metodologičeskie problemy formirovaniâ voennoj doktriny Rossii. Sposoby ih rešeniâ », *op. cit.*, para. 47-48, 50-51.

47. V. V. Korobušin, « Perspektivy razvitiâ haraktera strategičeskogo sderživaniâ i ego rol' v obespečenii bezopasnosti Rossii », *VM*, n° 6, 2005, para. 43-44, 46-49 ; A. L. Hrâpin et V. A. Afanas'ev, « Konceptual'nye osnovy strategičeskogo sderživaniâ », *VM*, n° 1, 2005, para. 15, 19 ; V. M. Burenok et O. B. Ačasov, « Neâdernoe sderživanie », *VM*, n° 12, 2007, para. 2-4, 6-8, 10-16 ; G. P. Kupriânov, « Osnovnye tendencii razvitiâ form vooružennoj bor'by v vozdušno-kosmičeskoj sfere », *VM*, n° 1, 2005, para. 5.

La conceptualisation de la dissuasion stratégique a été façonnée par les réflexions sur la dissuasion nucléaire produites dans les années 1990. Premièrement, ses objectifs sont d'empêcher l'agression et de contraindre l'adversaire à une désescalade en cas d'agression⁴⁸, même si la temporalité de la désescalade reste débattue et non spécifiée dans les doctrines⁴⁹. Deuxièmement, la dissuasion stratégique est divisée en deux niveaux (mondial et régional)⁵⁰. Troisièmement, la dissuasion stratégique reprend la nature limitée et sélective des frappes « préemptives » et « de contre-valeur », ainsi que leurs cibles (installations vitales), pour empêcher l'agression ou permettre la désescalade⁵¹. Mais aussi ses conséquences, si les mesures de « préemption » et de « désescalade » n'ont pas fonctionné : « infliger une défaite décisive à l'ennemi », y compris par l'invasion d'un pays hostile⁵².

La dissuasion stratégique est un mécanisme global, intégré et « systémique »⁵³. Si les armes conventionnelles offrent une certaine « flexibilité » et une « chance supplémentaire de désescalade » avant de franchir le seuil nucléaire⁵⁴, elles ne sont pas considérées comme des substituts aux armes nucléaires, y compris au niveau régional⁵⁵. La dimension non nucléaire est considérée comme particulièrement utile aux niveaux du conflit armé, de la guerre locale et régionale, mais ne s'y

48. Outre les développements des théoriciens cités dans cette partie, voir la définition de la « dissuasion stratégique » dans le *Dictionnaire militaire encyclopédique* (VES) en ligne du ministère de la Défense (la définition semble avoir été introduite dans les années 2010), qui utilise à plusieurs reprises le terme de « désescalade » : <http://encyclopedia.mil.ru>.

49. V. V. Matvijčuk et A. L. Hrâpin, « A Strategic Deterrence System Under New Conditions », *Military Thought*, n° 1, vol. 19, 2010, p. 46-47. Ils mentionnent la « désescalade » aux « premiers stades ».

50. Voir par ex. A. L. Hrâpin et V. A. Afanas'ev, « Konceptual'nye osnovy strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 14.

51. V. M. Burenok et O. B. Ačasov, « Neâdernoje sderživanie », *op. cit.*, para. 3, 6-8, 10-13, 16 ; A. L. Hrâpin et V. A. Afanas'ev, « Konceptual'nye osnovy strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 3, 15, 33 ; V. V. Matvijčuk et A. L. Hrâpin, « A Strategic Deterrence System Under New Conditions », *op. cit.*, p. 46 ; V. I. Polegaev et V. V. Alferov, « Nonnuclear Deterrence in the Strategic Deterrence System », *Military Thought*, n° 3, vol. 24, 2015, p. 9, 14 ; E. S. Sirotin, « Sderživanie agressii v kontekste novoj Voennoj doktriny Rossijskoj Federacii », *VM*, n° 1, 2010, p. 9.

52. A. L. Hrâpin, D. A. Kalinkin, V. V. Matvijčuk, « Strategic Deterrence against the US Global ABM System and Prompt Global Strike Capabilities », *Military Thought*, n° 1, 2015, p. 1-2. Voir encore récemment A. K. Mar'in, « Osobennosti strategičeskogo sderživaniâ v sovremennyh usloviâh », *VM*, n° 12, 2023, p. 23 ; A. A. Protasov et S. V. Krejdin, S. Ū. Egorov, « Sistemy upravleniâ vojskami (silami) kak instrument strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, p. 8.

53. A. E. Sterlin, A. A. Protasov et S. V. Krejdin, « Sovremennye transformacii koncepcij i silovyh instrumentov strategičeskogo sderživaniâ », *VM*, n° 8, 2019, para. 56, 63.

54. A. E. Sterlin, A. A. Protasov et S. V. Krejdin, « Sovremennye transformacii koncepcij i silovyh instrumentov strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 47 ; O. L. Salûkov et A. V. Šigin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživaniâ », *VM*, n° 4, 2021, p. 22-23, 25.

55. Voir par ex. : A. L. Hrâpin, D. A. Kalinkin et V. V. Matvijčuk, « Strategic Deterrence against the US Global ABM System and Prompt Global Strike Capabilities », *op. cit.*, p. 3 ; A. L. Hrâpin et V. A. Afanas'ev, « Konceptual'nye osnovy strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 14 ; S. G. Čekinov et S. A. Bogdanov, « Strategic Deterrence and Russia's National Security Today », *Military Thought*, n° 1, vol. 21, 2012, p. 26-27 ; V. V. Matvijčuk et A. L. Hrâpin, « A Strategic Deterrence System Under New Conditions », *op. cit.*, p. 46.

réduit pas⁵⁶. Outre les armes, des mesures pratiques de dissuasion stratégique ont été établies pour mettre en œuvre la « démonstration de force » et de « présence militaire », en partie basées sur celles de la dissuasion nucléaire : exercices et manœuvres militaires ; accroissement (déploiement) substantiel des groupes de troupes (forces) ; élévation « largement médiatisée » du statut des forces du temps de paix au temps de guerre (élévation de l'alerte au combat) ; tirs démonstratifs avec des armes de haute précision en impliquant des forces nucléaires ; préparation « médiatisée » des forces et des armes (dont les armes nucléaires) en vue de frappes uniques et/ou multiples ; patrouilles effectuées par des avions, seuls ou en groupe, transportant des ogives nucléaires ; déclarations et allocutions des dirigeants de l'État, messages d'avertissement sur la possibilité d'utiliser la force militaire dans le cas d'une menace aux intérêts vitaux ; présentation d'ultimatums à l'agresseur ; la dénonciation (et la sortie) des conventions et accords sur la question de la sécurité militaire et sur la limitation des armements ; ou encore l'utilisation de sanctions⁵⁷.

Malgré un intérêt prononcé pour les armes conventionnelles modernes, les principaux théoriciens de la dissuasion estiment qu'elles ne constituent pas une alternative crédible aux armes nucléaires pour la Russie (en particulier aux niveaux mondial et régional), en termes non seulement de coût mais aussi d'efficacité dans la « lutte de contre-valeur »⁵⁸. Si des

56. A. A. Protasov et S. V. Krejdin et S. Ū. Egorov, « Sistemy upravleniâ vojskami (silami) kak instrument strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, p. 10 ; A. E. Sterlin, A. A. Protasov et S. V. Krejdin, « Sovremennye transformacii koncepcij i silovyh instrumentov strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 49-51, 52-55 ; O. L. Salûkov et A. V. Šigin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživaniâ », *op. cit.*, p. 22. Peu la réduisent à ces types de conflits : V. I. Polegaev et V. V. Alferov, « Nonnuclear Deterrence in the Strategic Deterrence System », *op. cit.*, p. 10, 14 ; S. A. Ponomarëv, V. V. Poddubnyj et V. I. Polegaev, « Criteria and Indicators of Nonnuclear Deterrence: The Military Aspect », *Military Thought*, n° 4, 2019, p. 113, 115.

57. Voir V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primenitel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 43-47 ; V. V. Matvijčuk et A. L. Hrâpin, « A Strategic Deterrence System Under New Conditions », *op. cit.*, p. 47 ; A. A. Protasov, S. V. Krejdin et S. Ū. Egorov, « Sistemy upravleniâ vojskami (silami) kak instrument strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, p. 10 ; M. A. Gareev, « Strategičeskoe sderživanie – važnejšee napravlenie obespečeniâ nacional'noj bezopasnosti Rossii v sovremennyh usloviâh (doklad) », *Vestnik Akademii Voennyh Nauk (VAVN)*, n° 4, vol. 25, 2008, para. 25.1 ; S. G. Čekinov et S. A. Bogdanov, « Strategic Deterrence and Russia's National Security Today », *op. cit.*, p. 26-27, 30 ; O. L. Salûkov et A. V. Šigin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživaniâ », *op. cit.*, p. 23. Voir aussi : VES en ligne, « Dissuasion stratégique », *op. cit.*, disponible sur : <http://encyclopedia.mil.ru> ; et *Voennaâ ênciklopediâ (VE)*, vol. 7, 2003, « Dissuasion politico-militaire », p. 407-408.

58. A. E. Sterlin, A. A. Protasov et S. V. Krejdin, « Sovremennye transformacii koncepcij i silovyh instrumentov strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 49-51, 52-55 ; V. I. Polegaev et V. V. Alferov, « Nonnuclear Deterrence in the Strategic Deterrence System », *op. cit.*, p. 8-9, 10, 14 ; S. A. Ponomarëv, V. V. Poddubnyj et V. I. Polegaev, « Criteria and Indicators of Nonnuclear Deterrence: The Military Aspect », *op. cit.*, p. 115 ; V. V. Matvijčuk et A. L. Hrâpin, « A Strategic Deterrence System Under New Conditions », *op. cit.*, p. 47 ; A. L. Hrâpin et V. A. Afanas'ev, « Konceptual'nye osnovy strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 37 ; V. V. Korobušin, « Perspektivy razvitiâ haraktera strategičeskogo sderživaniâ i ego rol' v obespečenii bezopasnosti Rossii », *op. cit.*, para. 50-51 ; M. A. Gareev, « Uroki i vyvody iz velikoj otečestvennoj vojny, lokal'nyh vojn i perspektivy razvitiâ sovremennoj voennoj nauki i voennogo iskusstva », *VAVN*, n° 2, 2005, para. 144 ; S. G. Čekinov et S. A. Bogdanov, « Strategic Deterrence and Russia's National Security Today », *op. cit.*, p. 28 ; A. L. Hrâpin, D. A. Kalinkin et

doutes persistent sur la capacité des systèmes d'information et de gestion à permettre la conduite de frappes nucléaires de démonstration et de désescalade, et sur leur rôle dissuasif dans le monde actuel (délocalisation des économies, importance de l'opinion publique internationale...)⁵⁹, certains théoriciens estiment encore en 2019 que seules la menace et la conduite d'une « frappe nucléaire préventive » peuvent empêcher ou conduire à la désescalade d'une guerre conventionnelle (à grande échelle et régionale – y compris en empêchant qu'une guerre locale ne se transforme en une guerre régionale)⁶⁰. C'est pourquoi le relèvement du seuil d'emploi nucléaire dans la VD de 2010 a pu être considéré comme une grave erreur, qui a entraîné une « perte d'initiative stratégique dès le début [du conflit] »⁶¹.

Le relèvement du seuil, tel qu'il a été fixé dans la VD de 2010 et prolongé jusqu'en 2020⁶², et l'accent mis sur la dissuasion conventionnelle, visible à partir de 2010 et confirmé dans la VD de 2014 (qui inclut le concept de « dissuasion non nucléaire »)⁶³, étaient fondés, d'une part, sur l'importance théorique et matérielle accordée à la puissance et à la reconstruction des forces conventionnelles et, d'autre part, sur une évolution de la perception des menaces, centrée sur les conflits armés, les guerres locales et les conflits « hybrides ». Pourtant, si la dissuasion non nucléaire a renforcé le mécanisme de dissuasion stratégique, elle a, pour la théorie et la doctrine, complété la dissuasion nucléaire aux niveaux régional et local bien plus qu'elle ne l'a remplacée. La dernière doctrine navale (2017) a confirmé l'importance accordée aux armes nucléaires, notamment non stratégiques, dans l'ensemble du mécanisme de dissuasion stratégique⁶⁴.

Les théoriciens militaires russes se sont davantage intéressés à l'utilisation intégrée des moyens de dissuasion stratégique qu'à leur compartimentage selon des cadres spécifiques et rigides. La dissuasion

V. V. Matvijčuk, « Strategic Deterrence against the US Global ABM System and Prompt Global Strike Capabilities », *op. cit.*, p. 2 ; E. S. Sirotinin, « Sderživanie agressii v kontekste novoj Voennoj doktriny Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 7.

59. A. A. Protasov, S. V. Krejdin et S. Ū. Egorov, « Sistemy upravleniâ vojskami (silami) kak instrument strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, p. 9-10 ; A. V. Smolovjy, V. V. Lojko et K. A. Trocenko, « O naučnoj kritike v voennom dele », *VM*, n° 10, 2021, p. 149-150.

60. V. I. Polegaev et V. V. Alferov, « Nonnuclear Deterrence in the Strategic Deterrence System », *op. cit.*, p. 9, 14 ; S. A. Ponomarëv, V. V. Poddubnyj et V. I. Polegaev, « Criteria and Indicators of Nonnuclear Deterrence: The Military Aspect », *op. cit.*, p. 112-113.

61. VD, 5 février 2010, I.6., II.16. et III.22 ; V. I. Polegaev et V. V. Alferov, « Nonnuclear Deterrence in the Strategic Deterrence System », *op. cit.*, p. 9.

62. *Ob osnovah gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v oblasti âdernogo sderživaniâ*, 2 juin 2020, oukase n° 355, III.19.g), disponible sur : www.kremlin.ru ; VD, 25 décembre 2014, II. 15-16 et III. 26-27.

63. VD, 2010, II. 12., III. 22, *op. cit.*, et VD, 2014, I.8.n), *op. cit.* Pour comprendre les termes de la très brève définition donnée dans la doctrine, voir A. F. Klimenko, « Teoretiko-metodologičeskie problemy formirovaniâ voennoj doktriny Rossii. Sposoby ih rešeniâ », *op. cit.*, para. 50.

64. *Ob utverždenii Osnov gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v oblasti voenno-morskoj dejatel'nosti na period do 2030 goda*, 2017, IV. 37.

stratégique russe en tant qu'approche duale (militaire et non militaire) s'est développée progressivement, sans jamais exclure toutes les composantes qui allaient en faire partie. Aux composantes nucléaires et conventionnelles se sont ajoutés des moyens et méthodes non militaires et subversifs, dont l'intérêt était déjà visible dans les années 1990 et dont l'exploration théorique, dans le cadre de la dissuasion stratégique (et d'autres concepts similaires⁶⁵, même si c'est ce concept qui finira par s'imposer), a commencé au début des années 2000⁶⁶. Comme les autres composantes de la dissuasion stratégique, ces moyens et méthodes ont hérité d'une dimension intrinsèquement offensive, proactive, coercitive et même préemptive⁶⁷.

Il faut aller plus loin : le concept de dissuasion stratégique est le fruit de la pensée et de la culture stratégiques russes post-soviétiques, marquées par la théorisation du contournement de la lutte armée. La dissuasion stratégique, comprise comme un tout (militaire et non militaire), avec un recours fort et prioritaire aux moyens et méthodes non militaires (subversifs, indirects, asymétriques) soutenus par des composantes militaires (conventionnelle et nucléaire), visait à atteindre les objectifs politiques de Moscou de manière *indirecte*, sans réelle confrontation armée *directe*⁶⁸. Cela fut justifié, entre autres, par la faiblesse économique et militaire de la Russie, par l'évolution des conflits à l'ère de la mondialisation, par la nécessité de s'adapter aux menaces indirectes (et largement fantasmées) de l'Occident et par la présence d'armes nucléaires et d'alliances politico-militaires dans des pays contre lesquels Moscou se croit en guerre permanente et qu'il s'estime en droit de soumettre. « Empêcher l'agression » par des actions « préemptives » [*upreždaûšie dejstviâ*] est plus « important que les succès militaires » et un « signe du meilleur niveau de préparation des dirigeants militaires », rappelait le général Kruglov en décembre 2021⁶⁹. Si la force armée *directe* (ouverte et assumée) était jugée nécessaire – une option envisagée dans la théorisation du contournement –, elle devait être limitée, essentiellement démonstrative et relativement brève. C'est pourquoi l'annexion de la Crimée, sans « usage effectif d'armes », « perte de vies humaines » ou « effusion de sang », a été analysée comme le résultat d'une dissuasion stratégique bien menée⁷⁰, et la

65. Les dictionnaires et encyclopédies du ministère de la Défense, par exemple, ont longtemps préféré le concept (similaire) de « dissuasion politico-militaire ». Voir VE, vol. 7, p. 407-408. Voir aussi D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit., p. 120-130.

66. *Ibid.*, D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, p. 116-131.

67. *Ibid.*, p. 75-79, 116-131, 266-267, 350-352.

68. *Ibid.*, p. 122-127, 266-267, 351. Voir encore récemment A. K. Mar'in, « Osobennosti strategičeskogo sderživaniâ v sovremennyh usloviâh », op. cit., p. 26-28.

69. V. V. Kruglov, A. S. Šubin, « O vozrastaûšem značenii upreždeniâ protivnika v dejstviâh », VM, 2021, p. 33.

70. O. L. Salûkov et A. V. Šigin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživanii », op. cit., p. 22 ; M. A. Gareev, « Velikaâ Pobeda i sobytiâ na Ukraine », VAVN, n° 2, vol. 47, 2014, p. 10.

« guerre hybride » a été récemment considérée comme un « nouveau type de dissuasion stratégique non nucléaire »⁷¹.

C'est sur la base de trois piliers principaux (nucléaire, conventionnel, non militaire/subversif), divisés en mesures militaires (*silovoj*) et non militaires (*nesilovoj*), que la dissuasion stratégique russe s'est progressivement affirmée en tant que concept⁷², dans le cadre théorico-stratégique plus large défini ci-dessus. Elle est large, préemptive, offensive et coercitive⁷³, et est utilisée en permanence, en temps de paix comme en temps de guerre, en recourant à tous les outils de manière intégrée⁷⁴. La création du Centre national de gestion de la défense (NCUO) de l'état-major général (GŠ) en 2014 fut d'ailleurs aussi justifiée par Valeri Gerasimov dans le cadre de ces réflexions sur la dissuasion stratégique⁷⁵.

71. A. A. Bartoš, « Tehnologičeskij suverenitet Rossii kak važnyj faktor pobedy v mirovoj gibridnoj vojne », *VM*, n° 8, 2023, p. 26.

72. Voir la définition de la « dissuasion stratégique » dans le VES en ligne, *op. cit.*

73. Voir encore récemment : « La dissuasion des intentions agressives d'un ennemi potentiel » se fonde sur « l'intimidation, la restriction et la coercition ». Voir V. V. Andreev et S. V. Hakberdyev, « Formirovanie sposobov primeneniâ ob"edinenij Vozdušno-kosmičeskikh sil v strategičeskom sderživanii protivnika », *VM*, n° 10, 2023, p. 42.

74. Voir encore récemment A. K. Mar'in, « Osobennosti strategičeskogo sderživaniâ v sovremennyh usloviâh », *op. cit.*

75. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, *op. cit.*, p. 175-176.

La dissuasion russe en action : continuités problématiques et vulnérabilités confirmées par la SVO

La dissuasion stratégique russe est en partie le résultat d'une théorisation – le contournement de la lutte armée – et d'une culture stratégique – en partie fondée sur un complexe obsidional anti-occidental – qui ont conduit l'armée russe à penser activement depuis le début des années 2000 une stratégie proactive, agressive, coercitive et préemptive – ce dont le concept de « stratégie de défense active⁷⁶ » proposé par Valeri Gerasimov en 2019 n'était qu'une illustration parmi d'autres –, inspirant les actions pratiques de l'État russe. Cette stratégie globale a conduit non seulement au déclenchement de la SVO – conçue comme une opération préemptive et comprise comme telle par Vladimir Poutine lui-même⁷⁷ – mais aussi à son échec stratégique initial⁷⁸, remettant en cause la cohérence de la dissuasion stratégique russe dans son ensemble.

Les trois failles théoriques et pratiques de la dissuasion stratégique révélées par la guerre

La SVO a révélé au moins trois failles théoriques et pratiques de la dissuasion stratégique.

Premièrement, l'échec de la dissuasion stratégique comme concept de contournement de la lutte armée, dont les promoteurs ont dès le départ surestimé la capacité des moyens et méthodes indirects (militaires ou non) à atteindre des objectifs politiques décisifs. La composante psychologico-informationnelle, centrale dans la théorisation du contournement (et donc dans la dissuasion stratégique, qui en est une émanation), n'a pas eu l'effet coercitif et décisif que les élites militaires russes se plaisent à imaginer

76. V. V. Gerasimov, « Razvitie voennoj strategii v sovremennyh usloviâh. Zadači voennoj nauki », VAVN, vol. 67, n° 2, 2019, p. 7.

77. V. Poutine, « Parad Pobedy na Krasnoj plošadi », Kremlin, 9 mai 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

78. Voir nos publications citées dans cet article, y compris en ce qui concerne la dimension préemptive. Se référer aux notes de bas de page n° 3, 5 et 6 de la présente étude.

depuis des décennies⁷⁹. « Dans la guerre moderne », affirmait Valeri Gerasimov, « le vainqueur n'est pas celui qui domine, mais celui qui fait changer d'avis l'ennemi⁸⁰ ». Le chef du CVSI a expliqué encore récemment, en pleine guerre en Ukraine, que le « facteur informationnel » permettait d'atteindre les objectifs politiques « sans emploi » de la « force militaire » et qu'« occuper » le territoire de l'ennemi et « s'emparer » de ses ressources étaient « secondaire » par rapport à l'établissement d'un « contrôle stratégique global » sur la « conscience » de la population du pays ciblé et à l'obtention du « pouvoir total sur l'avenir de l'État conquis »⁸¹. La dimension préemptive de cette stratégie globale n'a pas été remise en cause par l'échec de la SVO⁸², y compris chez le colonel Bartosh, théoricien majeur du contournement, qui estimait au début de l'année 2022 que les « réponses délicates » à l'« outrecuidance » de Washington sont perçues par ce dernier comme du « consentement »⁸³. Toutefois, les élites militaires russes, loin d'avoir remis en cause la théorisation du contournement, ont assez rapidement (et activement) discuté et même critiqué la façon dont l'opération avait été conduite – y compris en soulignant les failles de la prévision et du renseignement⁸⁴.

Deuxièmement, la surestimation des effets de la dissuasion conventionnelle : ni les exercices ni les déploiements menaçants des forces conventionnelles avant la SVO n'ont contraint l'Ukraine et l'Occident à céder. De même, les missiles modernes (y compris hypersoniques), à capacité duale⁸⁵ (Iskander-M et -K, Kinzhal, Kalibr, Kh-32, Oniks) ou non (Kh-101), n'ont pas été aussi efficaces que prévu⁸⁶, ni comme outil de dissuasion ni comme instrument permettant la désescalade ou la cessation des combats en des termes favorables à la Russie *via* leur emploi sur le théâtre.

Cette dissuasion conventionnelle n'a pas eu l'effet que les théoriciens militaires lui prêtaient depuis les années 1990, et ce même dans une guerre

79. *Ibid.*

80. Cité dans A. S. Korževskij et I. V. Solov'ev « Mental'noe protivoborstvo i problemy formirovaniâ celostnoj sistemy nastupatel'nyh i oboronitel'nyh dejstvij v nem », *VM*, n° 11, 2022, p. 32-33.

81. A. V. Smolovyj, « Voennye konflikty budušego : sovremennyj vzglâd », n° 3, *VAVN*, 2022, p. 82.

82. V. V. Andreev, N. S. Krivencov *et al.*, « Osobennosti primeneniâ gruppirovok aviacii v voennyh konfliktah budušego », *VM*, n° 6, 2022, p. 43 ; H. I. Sajfetdinov, « Gibridnye vojny, provodimye SŠA i stranami NATO, ih sušnost' i napravlenost' », *VM*, n° 5, 2022, p. 17 ; A. M. Il'nickij, « Strategiâ mental'noj bezopasnosti Rossii », *VM*, n° 4, 2022, p. 30 ; V. G. Cil'ko et A. A. Ivanov, « Tendencii razvitiâ obševojsskovogo operativnogo iskusstva », *VM*, n° 11, 2022, p. 49 ; I. A. Kopylov et V. V. Tolstyh, « Ocenka vliâniâ političeskogo faktora na upravlenie nacional'noj oboronoj Rossijskoj Federacii », *VM*, n° 9, 2022, p. 14.

83. A. A. Bartoš, « Vzaimodejstvie v gibridnoj vojne », *VM*, n° 4, 2022, p. 21.

84. Voir nos publications citées dans cet article, y compris en ce qui concerne la dimension préemptive. Se référer aux notes de bas de page n° 3, 5 et 6 de la présente étude.

85. Une stratégie de moindre coûts (un même missile pouvant servir à deux rôles) et d'ambiguïté stratégique privilégiée par la Russie.

86. Sans parler des vieux modèles soviétiques de missiles à double capacité utilisés en Ukraine, comme le Kh-22 et le Kh-55, probablement davantage employés pour saturer les défenses antimissiles ennemies que pour frapper.

locale – ce qu'est la guerre en Ukraine selon la terminologie russe. Encore récemment, en 2019, le colonel Protasov, directeur du 27^e CNII (arrêté pour corruption en avril 2025), le colonel Krejdin, chercheur du 27^e CNII et théoricien historique de l'abaissement du seuil d'emploi (années 1990), ainsi que le général Sterlin, chef de département à la Direction principale des opérations (GOU) de l'état-major général, voyaient dans les armes stratégiques non nucléaires le principal moyen de dissuasion stratégique à l'échelon local⁸⁷. Des chercheurs importants de la dissuasion au CVSI estimaient en 2020 que le Kinzhal permettrait de « dissuader le déclenchement d'une agression militaire ou l'escalade des hostilités dans un conflit » et de « changer de manière décisive le cours d'un conflit militaire »⁸⁸. En 2021, le commandant en chef des forces terrestres, le général Salyukov, accompagné d'un professeur du département d'art opérationnel de l'Académie militaire interarmes (OVA), vantait les mérites de l'Iskander (-M et -K) pour assurer la dissuasion stratégique non nucléaire – préférant, comme l'ensemble des théoriciens⁸⁹, les vecteurs terrestres, moins détectables et vulnérables que les vecteurs aériens – et ajoutait que les armes stratégiques non nucléaires modernes assumeront une « partie importante » des tâches de combat aujourd'hui prévues pour les « forces nucléaires »⁹⁰.

Dans les faits, leur efficacité s'est avérée limitée. En matière de dissuasion d'abord, car ces armes n'ont pas permis d'empêcher la guerre (à savoir d'empêcher l'Ukraine de résister), tandis que c'est sur une allusion claire aux forces nucléaires – stratégiques selon des théoriciens militaires⁹¹ – que Vladimir Poutine s'est appuyé, le 24 février, pour tenter de dissuader l'Occident, afin d'éviter une escalade de la guerre locale en guerre régionale voire à grande échelle (en relative cohérence avec la théorie et la doctrine)⁹².

Ensuite, leur emploi (individuel comme collectif) sur le théâtre n'a pas permis de désescalade ou de cessation des combats en des termes favorables à la Russie. Les premières utilisations du Kinzhal au combat les

87. Voir A. E. Sterlin, A. A. Protasov et S. V. Krejdin, « Sovremennye transformacii koncepcij i silovyh instrumentov strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, para. 45-46.

88. A. V. Evsûkov et A. L. Hrâpin, « Rol' novyh sistem strategičeskikh vooruženij v obespečenii strategičeskogo sderživaniâ », *VM*, n° 9, 2020, p. 29.

89. Voir par ex. : S. T. Brezkun, « Perspektivy "regional'nogo" âdernogo oružîâ », *SS*, n° 3, 2003, para. 16, 42, 60, 68-69, 72, 75 ; V. V. Kruglov et M. E. Sosnovskij, « O roli nestrategičeskikh âdernyh sredstv v âdernom sderživaniî », *op. cit.*, para. 7-9, 12-15.

90. O. L. Salûkov et A. V. Šîgin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživaniî », *op. cit.*, p. 21, 24, 27.

91. A. A. Cyganov, M. M. Debelo et S. V. Bandura, « O neobhodimosti sozdaniâ perspektiv nyh ob'edinenij vozdušno-kosmičeskikh sil dlâ prikrytiâ ob'ektov vysših zven'ev upravleniâ i strategičeskikh âdernyh sil », *VM*, n° 9, 2022, p. 131.

92. V. Poutine, « Obrašenie Prezidenta Rossijskoj Federacii », Kremlin, 24 février 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

18 et 20 mars 2022⁹³, soit quelques jours après le refus par Kiev d'une partie du plan de paix négocié avec Moscou (16 mars)⁹⁴ et quelques jours avant l'annonce d'un retrait militaire russe du nord de l'Ukraine (25 mars), n'ont pas eu l'effet escompté, tandis qu'un tir ultérieur (4 mai 2023) aurait été intercepté par un système antimissile américain Patriot⁹⁵. En outre, les frappes massives d'armes conventionnelles de haute précision sur les installations énergétiques ukrainiennes à partir de novembre 2022 ont certes potentiellement permis à Moscou, alors en difficulté, d'obtenir une forme de cessation de l'escalade, mais pas de provoquer une implosion de son adversaire (comme le général et théoricien de la lutte armée sans contact Sliptchenko s'était plu à l'envisager), ni même de créer les conditions d'un succès militaire décisif dans son offensive de janvier 2023. En outre, le nombre très important – largement sous-estimé avant la guerre – de missiles conventionnels modernes nécessaires pour neutraliser des cibles stratégiques et opérationnelles en Ukraine (comme des bases aériennes), aggravé par l'efficacité de la défense antimissile occidentale et les limites de l'armée russe en matière de planification et de coordination pour conduire ces frappes et contrer les défenses ennemies (Moscou ayant tiré une médiane de 17 missiles par jour entre septembre 2022 et septembre 2024)⁹⁶, a semblé confirmer le scepticisme des théoriciens sur l'efficacité de ces armes par rapport aux armes nucléaires, incitant plutôt à recourir à ces dernières, *a fortiori* dans une guerre régionale.

Les taux élevés (environ 83 % par jour en moyenne⁹⁷) d'interceptions de missiles russes, y compris modernes à capacité duale (Iskander-M et -K⁹⁸, Kalibr, Kh-32, Kh-101/102, Oniks⁹⁹), par les SAM présents en Ukraine (Patriot, IRIS-T, NASAMS, SAMP/T...) tendent par ailleurs à remettre en question la crédibilité de la stratégie nucléaire russe d'emploi limité, avec une frappe unique, limitée et démonstrative (de préférence non stratégique), pour obtenir la désescalade et la cessation des hostilités en des

93. Voir « Rossiâ zadejstvovala na Ukraine komplekсы “Kinžal” i “Bastion” », RBK, 19 mars 2022, disponible sur : www.rbc.ru ; « Minoborony soobšilo ob udarah “Kalibrami” i “Kinžalami” po ob’ektam VSU », RBK, 20 mars 2022, disponible sur : www.rbc.ru.

94. M. Seddon, « Ukraine and Russia Explore Neutrality Plan in Peace Talks », *Financial Times*, 16 mars 2022, disponible sur : www.ft.com.

95. J. Marson et D. Cameron, « How the U.S. Patriot Missile Became a Hero of Ukraine War », *The Wall Street Journal*, 11 juin 2023, disponible sur : www.wsj.com.

96. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *Occasional Paper*, RUSI, août 2025, p. 29-39, disponible sur : <https://static.rusi.org>. Voir aussi : B. Jensen et Y. Atalan, « Assessing Russian Firepower Strikes in Ukraine », Center for Strategic and International Studies (CSIS), 23 octobre 2024, disponible sur : www.csis.org.

97. Voir aussi l'excellente base de données interactive du CSIS : « Russian Firepower Strike Tracker: Analyzing Missile Attacks in Ukraine », disponible sur : www.csis.org.

98. Même si Moscou semble avoir progressivement amélioré les capacités de manœuvre de l'Iskander-M, un des missiles les plus utilisés en Ukraine. Voir J. Trevithick, « Ukraine's Patriots Now Struggling To Intercept Enhanced Russian Ballistic Missiles », TWZ, 14 août 2025, disponible sur : www.twz.com.

99. Le Kh-101 est exclusivement conventionnel, tandis que le Kh-102 est exclusivement nucléaire et constitue l'élément aérien de la triade stratégique. Mais il s'agit du même missile, si bien qu'une utilisation « décevante » du Kh-101 peut potentiellement impacter la crédibilité du Kh-102.

termes favorables à la Russie. L'expérience ukrainienne pourrait avoir montré les limites de ce modèle et pourrait contraindre Moscou à envisager au moins trois adaptations complémentaires et risquées. La première serait de s'appuyer davantage sur des missiles plus sophistiqués – hypersoniques et manœuvrables, comme le Kinzhal ou le Tsirkon, ou bien à portée intermédiaire comme l'Orechnik –, malgré leur coût et leur complexité. La deuxième consisterait à miser sur une menace de frappes nucléaires massives avec ses autres missiles modernes (Iskander-M et -K, Kalibr, Kh-32, Kh-102, Oniks), afin de saturer les défenses antimissiles, ce qui pourrait provoquer des destructions importantes et une escalade nucléaire incontrôlée majeure. Enfin, Moscou peut compenser une perte de crédibilité aux échelles régionale et locale en se reposant sur ses armes nucléaires stratégiques – ce qu'elle n'a jamais vraiment cessé de faire (cf. I/) –, une solution risquée.

À cela s'ajoute la vulnérabilité des plateformes de lancement des armes nucléaires non stratégiques – à l'exception des plateformes terrestres mobiles (TELs) des Iskander-M et -K, similaires à celles de l'Orechnik et du 9M729 – mais aussi stratégiques (élément aérien de la triade) redoutée par les théoriciens militaires russes depuis les années 1990-2000 – dû aux capacités américaines en frappes de précision à longue portée, en défense antimissile et en ISR (*Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*) –, et en partie démontrée dans le contexte de la guerre en Ukraine. En effet, les Ukrainiens sont parvenus à endommager ou détruire environ 20 à 30 % des navires de la flotte russe de la mer Noire – plateforme possible du Kalibr et l'Oniks – ainsi que 10 à 20 % des bombardiers stratégiques et à long rayon d'action – plateformes du Kh-101, Kh-102, du Kh-55, du Kh-32 et en partie du Kinzhal –, y compris grâce au renseignement occidental. Comme les théoriciens l'avaient préconisé, un tel déficit de survivabilité rend plus probable un emploi d'arme nucléaire non stratégique (et peut-être massif, compte tenu des nouvelles conditions) dès le début d'une guerre régionale (cf. I/). Des solutions déjà en développement pourraient toutefois améliorer cette survivabilité des plateformes, comme la création d'armes antisatellites (cf. IV/) pour perturber les capacités ISR occidentales, le développement abouti et suffisant des systèmes de défense antimissiles A-235 et S-500¹⁰⁰ – ce dernier pouvant théoriquement intercepter des missiles hypersoniques – et un appui plus soutenu sur des plateformes terrestres mobiles (TELs) – favorisé par la fin du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) (voir IV/).

Enfin, l'efficacité de la dissuasion nucléaire russe n'a été que relative. Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 24 février 2022, quelques jours après les exercices nucléaires stratégiques Grom (originellement prévus à l'automne 2021 et reportés à la mi-février 2022), a sans doute

100. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *op. cit.*, p. 29-39.

illustré l'efficacité du volet nucléaire pour dissuader une « agression » conventionnelle occidentale en réponse à l'invasion russe, qui aurait pu transformer la guerre locale commencée en guerre régionale. Cette référence implicite de Vladimir Poutine à un éventuel emploi en premier de l'arme nucléaire contre un agresseur conventionnel supérieur potentiel – en l'occurrence les États-Unis et/ou l'OTAN – a été une démonstration cohérente de la théorie et de la doctrine, qui ont élargi depuis 1993-1997 la dissuasion nucléaire aux guerres conventionnelles à grande échelle et régionale (pour les empêcher ou pour obliger l'adversaire à la désescalade si une telle guerre a lieu), et envisagé la possibilité d'un emploi en premier limité et démonstratif de l'arme atomique – y compris stratégique – dans ce cadre. Cependant, Washington avait déjà prévenu qu'il n'interviendrait pas militairement en Ukraine. Cette mesure de dissuasion et celles qui ont immédiatement suivi, comme la mise en « régime spécial de service de combat¹⁰¹ » des forces nucléaires stratégiques le 27 février – quelques heures après la décision de l'Occident d'exclure plusieurs banques russes du système SWIFT et de geler les avoirs de la Russie –, n'ont pas permis de dissuader l'Occident d'infliger de lourdes sanctions économiques à la Russie, ni de bloquer le processus d'aide à l'Ukraine, qui fut seulement ralenti. La mise en « régime spécial de service de combat » des forces nucléaires stratégiques, justifiée par l'introduction de « mesures économiques hostiles¹⁰² » selon Vladimir Poutine – ce qui n'était pas reconnu dans la doctrine comme une condition permettant l'exercice de la dissuasion nucléaire –, était particulièrement révélatrice de la pratique russe, disproportionnée, de la dissuasion.

En retour, les conséquences de la SVO et de son échec initial ont triplement remis en cause la pertinence de la dissuasion stratégique russe, à la fois comme concept et comme système. Premièrement, la Russie a vu un affaiblissement de son potentiel non militaire et subversif en Occident – interdictions de ses médias de propagande, arrêt des échanges pétro-gaziers, déconnexion économique et financière, bannissement de compétitions sportives, suspensions de coopérations culturelles – ainsi que certains outils de subversion, comme la milice Wagner. Deuxièmement, sa force conventionnelle a été affaiblie à tous les niveaux (humain comme matériel) et partiellement discréditée.

Le bilan de la dissuasion nucléaire apparaît plus contrasté. Pour en saisir pleinement les spécificités et les limites, un retour historique sur sa pratique s'impose. Celui-ci met en évidence la continuité d'un recours

101. Le régime spécial de service de combat (*osobyj režim boevogo dežurstva*) est la forme principale et la plus élevée de maintien de l'état de préparation au combat des RVSN. Voir R. O. Nogin, « K voprosu o dal'nejšem razvitii operativnogo iskustva Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ », *VM*, n° 11, 2024, p. 10.

102. V. Poutine, « Vstreča s Sergeem Šojgu i Valeriem Gerasimovym », Kremlin, 27 février 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

disproportionné à la rhétorique nucléaire, révélatrice de ressorts culturels plus profonds, en particulier dans la façon dont Moscou perçoit et hiérarchise les menaces.

La dissuasion nucléaire : un bilan nuancé dans la continuité d'une pratique historique

En 2014-2015 déjà, Moscou avait accompagné ses opérations par une série de mesures de dissuasion nucléaire : déclarations menaçantes d'officiels¹⁰³, y compris de Vladimir Poutine¹⁰⁴, exercices, augmentation du nombre et du rayon d'action des vols de bombardiers stratégiques, mais aussi mobilisation d'acteurs non officiels tels que les propagandistes médiatiques¹⁰⁵ – un schéma reproduit depuis 2021-2022. À l'époque, l'OTAN soulignait déjà que l'« emploi récent de la rhétorique, des exercices et des opérations nucléaires par la Russie » était « profondément troublant »¹⁰⁶. L'objectif poursuivi était le même qu'avant et pendant la SVO : contraindre l'Occident à reculer et à abandonner l'Ukraine.

Toutefois, comme nous l'avons vu, la dissuasion stratégique russe ne se limite pas aux périodes de guerre ou d'opérations militaires : elle s'exerce constamment, y compris en temps de paix, de façon coercitive et proactive. Ainsi, les mesures de dissuasion nucléaire russe (principalement rhétoriques) ont été nombreuses avant le 24 février 2022, hors des contextes précis de la guerre russo-géorgienne (août 2008) et de la guerre indirecte contre l'Ukraine (2014-2015)¹⁰⁷.

Le 12 février 2008, alors que l'hypothèse d'une entrée de l'Ukraine dans l'OTAN – Kiev voulait obtenir le plan d'action pour l'adhésion (MAP) – et l'éventuel déploiement d'infrastructures militaires occidentales (notamment le « bouclier antimissile ») sur le territoire ukrainien étaient évoqués, Vladimir Poutine avait menacé de « pointer ses missiles » sur l'Ukraine, ajoutant cyniquement qu'il s'agissait d'une perspective

103. Z. Keck, « Russia Threatens Nuclear Strikes Over Crimea », *The Diplomat*, 11 juillet 2014, disponible sur : <https://thediplomat.com> ; « Samolet Rogozina ne pustili v vozdušnoe prostranstvo Rumynii », *Lenta.ru*, 10 mai 2014, disponible sur : <https://lenta.ru>.

104. D. Sharkov, « Russia Has Threatened Nuclear Attack, Says Ukraine Defence Minister », *Newsweek*, 1^{er} septembre 2014, disponible sur : www.newsweek.com ; « Putin gotov byl privesti v boegotovnost' âdernoïe oružie iz-za Kryma », *Vedomosti*, 16 mars 2015, disponible sur : www.vedomosti.ru.

105. L. Kelly, « Russia can turn US to radioactive ash - Kremlin-backed journalist », Reuters, 16 mars 2014, disponible sur : www.reuters.com.

106. « Nato Chief Says Russian Nuclear Threats Are “Deeply Troubling and Dangerous” », *The Guardian*, 28 mai 2015, disponible sur : www.theguardian.com.

107. Y. Koppika, « A Timeline of Russia's Nuclear Threats Against the West », *United 24 Media*, 27 juin 2024, disponible sur : <https://united24media.com>.

« effrayante »¹⁰⁸. Quelques mois plus tard, après que Washington et Varsovie ont conclu un accord sur le déploiement d'éléments du « bouclier antimissile » en réaction à la guerre russo-géorgienne, Moscou réagit par la voix du général Nogovytsin, chef-adjoint de l'état-major général, affirmant qu'une telle décision « expos[ait] » la Pologne à une « frappe, à 100 % », et rappelant que la doctrine russe autorisait l'emploi d'armes nucléaires contre un allié actif d'une puissance nucléaire¹⁰⁹. Dans les années 2010, la Russie a multiplié les mesures de dissuasion stratégique, notamment en réponse au projet de « bouclier antimissile », en menaçant de déployer des armes nucléaires et à capacité duale – y compris à Kaliningrad –, de frapper préemptivement les infrastructures du « bouclier antimissile » en Europe orientale, ou encore de pointer des missiles nucléaires sur la marine danoise si Copenhague persistait à vouloir s'y associer¹¹⁰. En 2019, Vladimir Poutine, s'adressant à Washington et craignant (à tort) que la fin du FNI ne soit un prétexte pour déployer des missiles nucléaires terrestres à portée intermédiaire en Europe, se déclare prêt à une nouvelle crise de Cuba¹¹¹. Dans le cadre de la phase de dissuasion stratégique ayant précédé la SVO (2021-2022) et visant à contraindre l'Occident et l'Ukraine à capituler, Vladimir Poutine annonce, le 13 décembre 2021, sa disposition à déployer des missiles nucléaires à portée intermédiaire en Europe, à l'ouest de l'Oural¹¹².

Il convient de rappeler que le « bouclier antimissile » en Europe ne menaçait en aucune manière la capacité russe de première frappe – une capacité prévue dans sa doctrine militaire pour compenser son infériorité conventionnelle, comme nous l'avons vu – ni sa capacité de seconde frappe, les infrastructures prévues (dix radars et intercepteurs) ayant été conçues pour contrer une attaque balistique iranienne ou nord-coréenne¹¹³. Par ailleurs, contrairement à ce que Moscou prétendait à l'époque, il ne

108. V. Poutine, « Zaâvleniâ dlâ pressy i otvety na voprosy žurnalistov po okončanii peregovorov s Prezidentom Ukrainy Viktorom Ūsenko i vtorogo zasedaniâ Rossijsko-Ukrainskoj mežgosudarstvennoj komissii », Kremlin, 12 février 2008, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

109. « V Genštabe RF sčitaût, čto Pol'ša, razmešaâ elementy PRO SŠA, stavit sebâ pod udar », *Interfax*, 15 août 2008, disponible sur : www.interfax.ru ; I. Traynor *et al.*, « Moscow warns it could strike Poland over US missile shield », *The Guardian*, 16 août 2008, disponible sur : www.theguardian.com.

110. D. Medvedev, « Press-konferenciâ po itogam zasedaniâ Soveta Rossiâ–NATO », Kremlin, 20 novembre 2010, disponible sur : <http://kremlin.ru> ; « V.Putin v šou Larri Kinga. Polnyj tekst interv'û », RBK, 2 décembre 2010, disponible sur : www.rbc.ru ; D. Medvedev, « Zaâvlenie Prezidenta v svâzi s situaciej, kotoraâ složilas' vokrug sistemy PRO stran NATO v Evrope », Kremlin, 23 novembre 2011, disponible sur : <http://kremlin.ru> ; N. E. Makarov, « O vzglâdah Ministerstva oborony Rossijskoj Federacii na problemy protivoraketnoj oborony », 3 mai 2012, disponible sur : <https://textarchive.ru> ; « Russia Threatens to Aim Nuclear Missiles at Denmark ships if it Joins NATO Shield », Reuters, 22 mars 2015, disponible sur : www.reuters.com.

111. V. Vladimirov, « Putin utverždaet, čto Rossiâ gotova k novomu krizisu tipa Karibskogo », La Voix de l'Amérique, 22 février 2019, disponible sur : www.golosameriki.com.

112. « Russia Says it May be Forced to Deploy Mid-Range Nuclear Missiles in Europe », Euractiv, 14 décembre 2021, disponible sur : www.euractiv.com.

113. S. Blank, « Missile Defenses in Eastern Europe : Who Threatens Whom ? », Wilson Center, 7 juillet 2011, disponible sur : www.wilsoncenter.org.

s'agissait pas d'une « première étape » destinée à déployer un système de défense antimissile plus robuste couvrant l'ensemble du continent européen¹¹⁴.

L'important n'est pas ici de savoir si le Kremlin considérait réellement cela comme une menace directe de l'Occident à sa sécurité ou s'il savait ces accusations infondées : traditionnellement, Moscou croit à la fois à l'hostilité radicale de l'Occident, qui souhaiterait contenir voire détruire la Russie, et à sa faiblesse structurelle, qui laisserait à Moscou l'espoir de modifier le *statu quo* et d'assouvir ses ambitions impérialistes. Cette dualité – défensive et offensive à la fois – est profondément enracinée dans la culture politique et stratégique du pays, où l'Occident tient une place centrale, et façonne l'ensemble de sa politique, y compris sa pensée stratégique¹¹⁵. Elle explique en partie sa conception particulière de la « dissuasion stratégique », à la fois défensive et agressive, coercitive et proactive, dont la conduite apparaît *in fine* comme disproportionnée et irresponsable.

Ce déploiement du « bouclier antimissile » était perçu comme une dimension supplémentaire de la guerre indirecte que mènerait l'Occident contre la Russie, le Kremlin ayant bien pu croire qu'il s'agissait d'une « première étape », suivant le scénario de l'élargissement de l'OTAN. Au-delà du fait qu'un tel récit permet à l'autocratie moscovite de se maintenir au pouvoir, l'élément clé est que la Russie considérait ce déploiement comme un obstacle à sa politique impérialiste dans l'espace post-soviétique, en Europe orientale et centrale, où le Kremlin pense avoir des droits à régner, et plus largement à sa vocation à diriger en Europe et à concurrencer les États-Unis. C'est pourquoi Moscou veut y maintenir une forte capacité de coercition, au moyen de ses missiles conventionnels et nucléaires de courte et moyenne portée, comme l'illustrent ses nombreuses menaces. Ainsi, la « menace directe » à la sécurité de la Russie, telle qu'elle est comprise par le Kremlin, ne se limite pas à un danger concret, mais correspond d'abord à tout obstacle potentiel à ses actions et capacités de domination ou d'agression dans ces zones. Autrement dit, la Russie ne conçoit sa sécurité qu'à travers l'insécurité de ses voisins.

Suivant la même logique des réflexions théorico-doctrinales russes sur la dissuasion et la culture politico-stratégique – évoquée précédemment – qui la soutient, l'État et l'armée russes ont utilisé de nombreuses mesures de dissuasion nucléaire avant et après la SVO :

- Des exercices et/ou tests d'armes nucléaires stratégiques modernes (Sarmat, Yars, Bulava, Burevestnik), mais aussi des tests et tirs démonstratifs de missiles modernes à double capacité (Kinzhal,

114. *Ibid.*

115. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit.

Kalibr), ces derniers ayant été employés en Ukraine avec des charges conventionnelles.

- Des déclarations de plusieurs officiels russes évoquant la possibilité d'un emploi : le 12 mai 2022, Dmitri Medvedev, très prolifique en menaces¹¹⁶, annonce que l'aide militaire occidentale à l'Ukraine risque de déboucher sur une guerre nucléaire totale¹¹⁷ ; en août-septembre 2022, Ramzan Kadyrov appelle à utiliser l'arme nucléaire après les deux revers militaires subis en Ukraine¹¹⁸ ; en septembre 2022 Maria Zakharova explique que la fourniture d'armes à longue portée à Kiev constitue une « ligne rouge » qui ferait des États-Unis « une partie au conflit »¹¹⁹ ; dans le même contexte, Dmitri Medvedev rappelle le droit de la Russie à utiliser l'arme nucléaire contre le « régime ukrainien », assurant qu'il ne s'agissait « pas d'un bluff » et que l'OTAN « n'interviendrait pas le cas échéant »¹²⁰ ; le 19 janvier 2023, à la veille d'une réunion de l'OTAN à Ramstein – où il était notamment question de convaincre l'Allemagne d'envoyer des chars lourds à l'Ukraine –, dans un contexte où les Occidentaux renforcent leur aide militaire à l'Ukraine, Dmitri Medvedev déclare que la défaite d'une puissance nucléaire dans une guerre conventionnelle peut déclencher une guerre nucléaire¹²¹ ; le 13 juillet 2023, Lavrov qualifie la livraison de F-16 à l'Ukraine de menace directe de l'Occident dans le domaine nucléaire, constituant une « tournure extrêmement dangereuse des événements » créant un risque d'affrontement armé direct avec la Russie, « lourd de conséquences catastrophiques »¹²².
- Des fausses accusations selon lesquelles Kiev s'apprêterait à employer des armes de destruction massive (armes chimiques, « bombe sale », etc.), un déclencheur potentiel de l'emploi en premier dans la doctrine nucléaire russe.

116. Y. Kopylka, « A Timeline of Russia's Nuclear Threats Against the West », *op. cit.*

117. Pour une recension et des analyses des menaces proférées par les officiels russes, voir notamment : A. Fink, « The Wind Rose's Directions : Russia's Strategic Deterrence during the First Year of the War in Ukraine », *Proliferation Papers*, n° 65, Ifri, août 2023, disponible sur : www.ifri.org ; A. Arbatov, « Âdernye metamorfozy », *Polis. Političeskie issledovaniâ*, n° 5, 2023 ; A. Kendall-Taylor, M. Kofman *et al.*, « Assessing the Evolving Russian Nuclear Threat », Center for a New American Security, octobre 2023, p. 5-7, disponible sur : www.cnas.org ; C. Mills, « Russia's Use of Nuclear Threats During the Ukraine Conflict », UK Parliament, 20 décembre 2024, disponible sur : <https://commonslibrary.parliament.uk>.

118. « Kadyrov Says Russia Should use Low-Yield Nuclear Weapon », Reuters, 1^{er} octobre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

119. « MID RF : SŠA stanut storonoj konflikta v slučae postavok Kievu raket bol'shej dal'nosti », TASS, 15 septembre 2022, disponible sur : <https://tass.ru>.

120. « Medvedev Raises Spectre of Russian Nuclear Strike on Ukraine », *Euronews*, 28 septembre 2022, disponible sur : www.euronews.com.

121. « Putin Ally Warns NATO of Nuclear War if Russia is Defeated in Ukraine », Reuters, 19 janvier 2023, disponible sur : www.reuters.com.

122. « Russia to View F-16 Fighter Jets in Ukraine as Threat in Nuclear Sphere – Lavrov », TASS, 13 juillet 2023, disponible sur : <https://tass.com>.

- La qualification de la SVO comme étant une guerre existentielle, ce qui fait écho au déclencheur potentiel principal indiqué dans la doctrine nucléaire à l'époque, et ce depuis 2010 (« existence même de l'État »).
- La qualification, par Dimitri Peskov, des territoires annexés en Ukraine comme des « parties inaliénables » de la Russie, dont la sécurité est « assurée au même niveau que le reste du territoire russe », un mois après que Vladimir Poutine a évoqué l'emploi de l'arme nucléaire pour défendre l'intégrité territoriale de la Russie (ce qui constitue un des potentiels déclencheurs, certes secondaire, de la doctrine nucléaire de 2020)¹²³.
- Des recommandations bellicistes d'experts russes connus et médiatisés en Occident, à l'image de Sergueï Karaganov, qui invite dans un article, à la veille du sommet de l'OTAN à Vilnius en 2023 – où des décisions concernant le plan d'action pour l'adhésion (MAP) de l'OTAN et des garanties de sécurité à l'Ukraine auraient pu être prises – à une frappe nucléaire préventive contre l'Occident pour gagner la guerre¹²⁴. Un an après la publication de son article, Sergueï Karaganov plastronne : les Occidentaux ont « appelé à éviter l'escalade [...], cela a marché ! »¹²⁵. Quelques mois après avoir désavoué publiquement les analyses de Sergueï Karaganov, Vladimir Poutine le charge tout aussi publiquement de faire des études sur la dissuasion nucléaire en plein débats européens sur l'envoi de troupes au sol en Ukraine, en mai 2024¹²⁶.

Ces mesures, souvent appliquées dans une même séquence, ont pour premier objectif d'isoler l'Ukraine, de dissuader l'Occident (les élites comme les populations) de s'impliquer davantage dans le conflit et de le contraindre (les élites comme les populations) à freiner ou arrêter les flux d'aides à l'Ukraine, voire inciter cette dernière à se rendre, indépendamment de la situation sur le champ de bataille. Moscou tente

123. « Russia Says Seized Ukrainian Lands are Under its Nuclear Protection », *Euronews*, 19 octobre 2022, disponible sur : www.euronews.com.

124. S. Karaganov, « Primenenie âdernogo oružîâ mozet ubereč' čelovečestvo ot global'noj katastrofy », 13 juin 2023, site personnel de l'auteur, disponible sur : <https://karaganov.ru>. Il réitère sa position, le 25 juin 2023, en regrettant que le niveau élevé du seuil d'emploi actuel crée de l'incrédulité en Occident : « Vyborâ ne ostaetsâ: Rossii pridetsâ nanesti âdernyj udar po Evrope », RIA Novosti, 25 juin 2023, disponible sur : <https://ria.ru>.

125. « "K ustrašeniû" : êksperty predložili svoe videnie âdernogo sderživaniâ », Interfax, 30 octobre 2024, disponible sur : www.interfax.ru. En octobre 2024, S. Karaganov publiera un livre avec D. Trenin et S. Avakyants, fondé sur un rapport fourni aux dirigeants russes qui contenait des recommandations : « Ot sderživaniâ k ustrašeniû », disponible sur : <https://gvardiya.ru>. La stratégie nucléaire russe, indique S. Karaganov – qui semble oublier les évolutions théoriques et doctrinales post-soviétiques –, se dégrade depuis les années 1980 ; le président russe « doit être libéré de cette doctrine [nucléaire] stupide ».

126. C. Jewers, « Putin Hires Hardline Professor who Suggested Nuking Europe to "Test NATO's Resolve" for Kremlin Role "Deterring the West" », *Daily Mail*, 10 mai 2024, disponible sur : www.dailymail.co.uk.

ainsi de formater le comportement des Occidentaux en instillant la peur d'une escalade nucléaire qui les toucherait immanquablement ; dans le même temps, le Kremlin vise l'armée, les élites et la population ukrainiennes, qu'il veut pousser à la reddition. Ces mesures démonstratives ont aussi été menées, parfois parallèlement, en soutien des actions de combat russes en Ukraine, qu'il s'agisse de préparer le terrain en affaiblissant la volonté de résister de l'ennemi (comme les mesures dissuasives qui ont précédé et culminé le 24 février), de limiter des succès militaires importants de l'ennemi (comme en septembre-octobre 2022) ou de soutenir une offensive (comme en avril 2022¹²⁷ ou lors du siège d'Ilovaïsk en 2014¹²⁸).

Les entretiens directs entre les hauts responsables russes et américains ont aussi été l'occasion pour Moscou d'influencer ses adversaires. Ainsi, lors d'une conversation entre le général Mark Milley, chef d'état-major américain, et Valeri Gerasimov en octobre 2022, dans un contexte où la Russie a subi deux revers importants en Ukraine, Mark Milley demande à son homologue russe de préciser les conditions qui pousseraient Moscou à employer l'arme nucléaire. La défense du régime, une riposte à une frappe d'ADM ou l'évitement de « pertes catastrophiques sur le champ de bataille », répond Valeri Gerasimov¹²⁹. Et Mark Milley d'affirmer à ce dernier qu'« aucune de ces conditions ne serait remplie ». Valeri Gerasimov a probablement abusé son interlocuteur pour l'inciter à freiner les ambitions de Kiev et à limiter l'aide à l'Ukraine. Il est en effet très peu probable que la perspective de « pertes catastrophiques » face à l'armée ukrainienne eût été un déclencheur suffisant, car elles n'auraient été que temporaires – compte tenu des réserves et moyens dont dispose la Russie.

Les mesures de dissuasion stratégique russe, et notamment nucléaire, sont tout à la fois défensives, offensives et coercitives, à l'image de la menace émise par Vladimir Poutine le 24 février 2022 : éviter une implication militaire directe des Occidentaux contre la Russie, d'une part, et contraindre l'Occident à abandonner l'Ukraine, d'autre part¹³⁰. Comme les autres mesures dissuasives mentionnées, et souvent parallèlement à elles, les allusions de Vladimir Poutine à un possible emploi de l'arme atomique permettaient de dissuader/contraindre les Occidentaux de s'impliquer davantage et/ou de limiter les succès ukrainiens en cours :

127. « Putin : esli kto-to vmešaetsâ v situaciû na Ukraine so storony, to otvet budet molnienosnym », TASS, 27 avril 2022, disponible sur : <https://tass.ru>.

128. V. Poutine, « Vserossijskij moloděžnyj forum "Seliger-2014" », Kremlin, 29 août 2014, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

129. A. Uvarov, « The Art of Containing Escalation », Riddle, 18 mars 2025, disponible sur : <https://ridl.io>.

130. U. Kühn, « The Fall Crisis of 2022: Why did Russia not Use Nuclear Arms? », *Defense & Security Analysis*, vol. 41, n° 2, 2025, p. 280-300.

- Le 24 février 2022, jour du déclenchement de la SVO.
- Le 28 avril 2022¹³¹, alors que la Russie a connu un revers militaire dans le nord de l'Ukraine et qu'elle a lancé le 18 avril une nouvelle offensive dans le Donbass.
- Le 21 septembre 2022¹³², au moment des revers militaires de Kherson et de Kharkov, et de l'annonce de la mobilisation partielle.
- Le 2 février 2023¹³³, en réponse à la livraison de chars Léopard allemands.
- Le 16 juin 2023¹³⁴, tout en déniait le « besoin » d'employer l'arme nucléaire – alors qu'il répond à une question faisant allusion au débat « public » suscité par Sergueï Karaganov, qui avait préconisé quelques jours plus tôt à Moscou de lancer des frappes nucléaires préventives limitées sur l'Europe occidentale pour mettre fin à la guerre en Ukraine. Inutilité qu'il réaffirmera en octobre 2023 face à Sergueï Karaganov, au Club Valdaï¹³⁵.
- Les 29 février¹³⁶ et 13 mars 2024¹³⁷, en réaction aux propos d'Emmanuel Macron selon lesquels il n'écartait pas la possibilité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine.
- Le 5¹³⁸, 7¹³⁹ (quand il explique pour la première fois ne pas exclure de modifier la doctrine nucléaire) et 20 juin¹⁴⁰ (lorsqu'il confirme réfléchir à de possibles modifications), après une première décision de Biden, le 30 mai 2024¹⁴¹, d'autoriser les Ukrainiens à frapper des cibles militaires se trouvant en Russie et liées à l'offensive russe dans la région de Kharkiv, commencée le 10 mai, et une seconde décision, annoncée par le Pentagone le 20 juin, selon laquelle cette

131. « Putin : esli kto-to vmešaetsâ v situaciû na Ukraine so storony, to otvet budet molnienosnym », *op. cit.*

132. V. Poutine, « Obrašenie Prezidenta Rossijskoj Federacii », Kremlin, 21 septembre 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

133. V. Poutine, « Toržestvennyj koncert po slučaiû 80-j godovšiny razgroma nemecko-fašistskih vojsk v Stalingradskoj bitve », Kremlin, 2 février 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

134. V. Poutine, « Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo meždunarodnogo èkonomičeskogo foruma », Kremlin, 16 juin 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

135. V. Poutine, « Zasedanie diskussionnogo kluba “Valdaj” », Kremlin, 5 octobre 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

136. V. Poutine, « Poslanie Prezidenta Federal'nomu Sobraniû », Kremlin, 29 février 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

137. V. Poutine, « Interv'û Dmitriû Kiselëvu », Kremlin, 13 mars 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

138. V. Poutine, « Vstreča s rukovoditelâmi meždunarodnyh informagentstv », Kremlin, 5 juin 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

139. V. Poutine, « Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo meždunarodnogo èkonomičeskogo foruma », Kremlin, 7 juin 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

140. V. Poutine, « Otvety na voprosy rossijskih žurnalistov », Kremlin, 20 juin 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

141. J. Politi, « Joe Biden Allows Ukraine to Use US Weapons to Hit Targets in Russia », *Financial Times*, 31 mai 2024, disponible sur : www.ft.com.

autorisation (qui ne concerne pas encore des frappes à longue portée et donc les ATACMS) n'était plus limitée au territoire russe frontalier de la région de Kharkiv mais concernait toute la frontière¹⁴².

L'instabilité des discours est d'ailleurs frappante, y compris chez Vladimir Poutine, qui évoque, alors que le front est stabilisé, l'« inutilité » (fin octobre 2022¹⁴³) de l'emploi de l'arme atomique par la Russie, qui n'a « pas perdu la raison » (début décembre 2022¹⁴⁴). Les officiels russes se sont contredits de nombreuses fois entre eux ainsi qu'avec Vladimir Poutine¹⁴⁵ sur le sujet de l'emploi de l'arme nucléaire. Cette confusion peut bien être pensée par Moscou comme une stratégie visant à instaurer un climat d'incertitude et offrir à Vladimir Poutine une plus grande marge de manœuvre dans la décision¹⁴⁶. Cela ne serait d'ailleurs pas nouveau. Le 10 décembre 1999, alors que Bill Clinton avait réprouvé la veille l'ultimatum de Moscou donné à la Tchétchénie et averti des « coûts » de cette stratégie russe¹⁴⁷, Boris Eltsine, qui qualifie cette déclaration de tentative de faire pression sur Moscou, rappelle à Clinton que la Russie « [dispose] d'un arsenal nucléaire complet¹⁴⁸ ». Interrogé sur cet échange, Vladimir Poutine, alors Premier ministre, répond qu'il est « incorrect » d'évoquer un « refroidissement dans les relations russo-américaines » et que les relations sont « très bonnes »¹⁴⁹.

La dissuasion nucléaire a progressivement perdu de sa crédibilité à mesure que les actions dissuasives menées – essentiellement discursives, sous forme de menaces et d'avertissements – se révélaient inefficaces et que les « lignes rouges » fixées par Moscou étaient franchies. Certes, ces menaces ont sans doute contribué à freiner en partie l'aide occidentale à l'Ukraine, mais l'absence de démonstration et de présence tangibles de la

142. « Pentagon Says Ukraine can US Weapons Anywhere Across the Border into Russia », Euractiv, 21 juin 2024, disponible sur : www.euractiv.com.

143. V. Poutine, « Zasedanie Meždunarodnogo diskussionnogo kluba “Valdaj” », Kremlin, 27 octobre 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

144. V. Poutine, « Zasedanie Soveta po razvitiu graždanskogo obšestva i pravam čeloveka », Kremlin, 7 décembre 2022, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

145. « Russia Says “No Need” to Use Nuclear Weapons in Ukraine », Reuters, 16 août 2022, disponible sur : www.reuters.com ; « Russian Will Not Use Nuclear Weapons in Ukraine, Foreign Ministry Says », Reuters, 6 mai 2022, disponible sur : www.reuters.com ; « Kremlin Spokesman: Russia Would Use Nuclear Weapons Only in Case of “Threat to Existence of State” », Reuters, 29 mars 2022, disponible sur : www.reuters.com ; « Moscow “Not Threatening Anyone” With Nuclear Weapons - Russia's Ryabkov », Reuters, 23 septembre 2022, disponible sur : www.reuters.com ; « Russia is Not Considering Using Nuclear Weapons - Kremlin Says », Reuters, 17 novembre 2022, disponible sur : www.reuters.com.

146. A. Kendall-Taylor, M. Kofman *et al.*, « Assessing the Evolving Russian Nuclear Threat », *op. cit.*, p. 5-7.

147. « Clinton's Words to Press: On the Mideast, Chechnya and Other Matters », *The New York Times*, 9 décembre 1999, disponible sur : www.nytimes.com.

148. J. Gittings, « Yeltsin Gives US Nuclear Warning », *The Guardian*, 10 décembre 1992, disponible sur : www.theguardian.com.

149. *Ibid.*

force militaire nucléaire censées renforcer cette posture a affaibli leur portée. Hormis l'exercice stratégique Grom, organisé à la veille de la SVO¹⁵⁰, aucune mesure significative prévue par la théorie – effectuer un véritable test d'arme nucléaire, déplacer les têtes nucléaires depuis les entrepôts centraux vers les bases, déployer des armes nucléaires dans les unités, déployer des armes nucléaires tactiques sur des navires de surface ou des sous-marins, ou encore déployer des armes nucléaires tactiques de courte-portée pour l'artillerie – n'a été mise en œuvre. La raison en est relativement simple : prendre de telles mesures indiquerait avec un fort degré de probabilité que Moscou a réellement la volonté d'employer l'arme nucléaire – ce qui n'a certainement jamais été le cas dans le contexte de la guerre en Ukraine. Toutefois, le décalage entre une rhétorique très agressive et une pratique relativement prudente a de fait entraîné une perte de crédibilité.

Celle-ci fut accentuée par le rôle personnel de Vladimir Poutine, qui s'est directement impliqué dans la rhétorique de dissuasion afin de lui donner le maximum d'impact – une implication en partie dictée par sa perception paranoïaque du comportement de l'Occident et de son influence supposée sur Kiev. Or, avertissaient des théoriciens militaires russes, si la « stratégie de menace » doit donner l'« impression », à travers des discours, des articles de presse, des allusions et des déclarations, que l'on préfère prendre des mesures extrêmes que de battre en retraite, l'implication du chef d'État ne devait être qu'indirecte et « aucune » déclaration ne doit être formulée de façon à rendre « difficile » le « refus de mettre la menace à exécution »¹⁵¹.

De plus, l'absence de réactions concrètes face aux franchissements répétés des « lignes rouges » a nourri un sentiment de faiblesse, dénoncé assez largement dans les milieux patriotiques de la société russe¹⁵². Sergueï Karaganov ne serait de ce point de vue pas qu'un agent de la dissuasion nucléaire russe, mais aussi probablement un symptôme de cette frustration. Cependant, c'est ailleurs, de façon plus discrète et experte qu'ont été pensées et continuent d'être pensées la dissuasion et la doctrine nucléaires russes. Cet ailleurs, c'est l'armée russe, qui a, dès 2022, partagé ces frustrations ainsi que justifié et plaidé pour une adaptation doctrinale et pratique de Moscou, non pas seulement pour apprendre des erreurs commises, mais pour répondre aux nouvelles conditions créées par l'échec initial de la SVO et ses conséquences.

150. A. Fink, « The Wind Rose's Directions », *op. cit.*, p. 21, 25-26.

151. V. V. Vasilenko et G. A. Kuznecov, « Utočnenie principov âdernogo sderživaniâ primentel'no k konfliktam nizkoj intensivnosti », *op. cit.*, para. 67.

152. « Na Zapade zaâvili, što bol'she ne boâtsâ "krasnyh linij" Putina », *Pravda.ru*, 6 avril 2023, disponible sur : www.pravda.ru ; « Šukšina pokazala mem, na kotorom nad RF sgušaûtsâ "krasnye linii" », *Pravda.ru*, 17 septembre 2022, disponible sur : www.pravda.ru.

Le triple affaiblissement du mécanisme de la dissuasion stratégique russe – certes temporaire – et le nouveau contexte géopolitique créés par la SVO et son échec initial n'ont pas échappé aux élites militaires russes et posaient les conditions d'un changement d'approche et de doctrine. Loin de renoncer à l'ensemble des mesures de dissuasion nucléaires évoquées, Moscou cherchera dès le début de l'année 2023 à les accompagner d'actions plus concrètes.

Bilan et préconisations des élites militaires russes (24 février 2022 – août 2024)

Le relatif succès de la dissuasion nucléaire, l'attrition et l'épuisement des forces conventionnelles, l'efficacité limitée des armes conventionnelles modernes, ainsi que l'élargissement de l'OTAN à la Finlande et à la Suède, la crainte d'affrontements conventionnels avec des États non dotés (potentiellement soutenus par des États dotés), et l'affaiblissement économique et géopolitique de la Russie ont poussé les élites militaires russes, après le 24 février, à remettre l'accent sur le volet nucléaire de la dissuasion stratégique. Ses nombreux échecs – y compris de sa composante conventionnelle – ont dans le même élan poussé des théoriciens à enjoindre Moscou de conduire des actions pratiques, concrètes, pour reconstruire la crédibilité de la dissuasion stratégique russe, qui passerait aussi par une modification de sa stratégie coercitive¹⁵³. Dans les faits, le Kremlin – dont l'objectif principal est de dissuader l'Occident de poursuivre son aide à l'Ukraine et de contraindre ce premier à modérer Kiev – a emprunté cette voie dès le début de l'année 2023, ce qui a débouché, en novembre 2024, sur la publication d'une nouvelle doctrine nucléaire.

Un retour à la posture des années 1990 ? Les facteurs du changement

Fondés sur l'expérience de la guerre en Ukraine, le bilan et les préconisations des élites militaires relatifs à la dissuasion nucléaire mettent en lumière le changement d'approche, la révision doctrinale et la réalité de la menace nucléaire russe à venir. Loin de l'enthousiasme des années 2000-2010 pour la dissuasion conventionnelle – qui, nous l'avons vu, comportait certaines réserves –, plusieurs officiers supérieurs et généraux importants de l'armée russe – commandant et premier commandant en second des Troupes (Forces) de missiles stratégiques (RVSN), chef-adjoint et chef de départements de l'Académie militaire des RVSN (VARVSN), spécialistes du 27^e CNII... – ont réaffirmé la centralité du nucléaire, et en particulier des

153. C'est aussi ce que conclut D. Adamsky dans un récent article : « Quo Vadis, Russian Deterrence? Strategic Culture and Coercion Innovations », *International Security*, vol. 49, n° 3, 2025, p. 50-83, disponible sur : <https://direct.mit.edu>.

RVSN, dans la dissuasion stratégique russe pendant les deux à trois décennies à venir¹⁵⁴.

Cette réaction – qui s'inscrit probablement aussi dans le cadre de luttes bureaucratiques – s'appuie sur deux idées principales, qui avaient déjà poussé la théorie militaire russe des années 1990 – suivie par les doctrines – à prôner l'abaissement du seuil.

La première a trait à l'affaiblissement de la position géopolitique de la Russie, non seulement dans le « contexte de capacités limitées de forces conventionnelles¹⁵⁵ » mais aussi des nouvelles « conditions d'instabilité et d'incertitude » et de la « situation économique actuelle du pays »¹⁵⁶. Contrairement au discours officiel, l'impact des sanctions économiques sur la politique militaire et la situation géostratégique de la Russie est jugé « sérieux », dans la mesure où elles réduisent les capacités du pays en termes de ressources et rendent « difficiles » la modernisation des forces armées et la production d'équipements militaires de haute technologie¹⁵⁷. Même la dissuasion stratégique nécessite des investissements en technologie avancée, comme les systèmes de gestion automatisés (ASU), que les spécialistes du 27^e CNII du ministère de la Défense n'estiment « pas adaptés »¹⁵⁸. Mus par le souci d'utiliser au mieux les ressources disponibles¹⁵⁹, les militaires russes estiment que les armes nucléaires sont le « moyen le moins coûteux »¹⁶⁰.

La seconde raison qui pousse les élites militaires à (re)mettre l'accent sur la dissuasion nucléaire tient à la menace prétendument représentée par l'Occident. L'intensification de sa stratégie indirecte (ou « guerre hybride ») contre la Russie, à travers l'introduction de sanctions massives, la conduite d'une guerre par procuration en Ukraine, l'élargissement de l'OTAN à la Suède et la Finlande – qui a conduit, rappellent les officiers russes, « au

154. S. V. Karakaev, « K voprosu o primeneni Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v vojnah buduščego », *VM*, n° 2, 2023, p. 7, 14 ; I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Rol' Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v protivodejstvii strategičeskoj mnogosfernoj operacii NATO », *VM*, n° 3, 2023, p. 53 ; R. O. Nogin, « O roli i meste Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v perspektivnoj sisteme kompleksnogo strategičeskogo âdernogo sderživaniâ vozmožnoj agressii protiv Rossijskoj Federacii », *VM*, n° 7, 2022, p. 43.

155. M. L. Tihonov, « Osnovnye napravleniâ soveršenstvovaniâ teorii operativnogo iskusstva Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ na rubeže 2030-h godov », *VM*, n° 7, 2023, p. 28.

156. S. V. Karakaev, « K voprosu o primeneni Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v vojnah buduščego », *op. cit.*, p. 7, 14 ; R. O. Nogin, « O roli i meste Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v perspektivnoj sisteme kompleksnogo strategičeskogo âdernogo sderživaniâ vozmožnoj agressii protiv Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 43.

157. S. N. Mažuga, « Geostrategičeskie aspekty voennoj politiki Rossijskoj Federacii v sovremennyh usloviâh », *VM*, n° 6 2025, p. 67.

158. D. S. Belen'kov, A. S. Borisenko et V. V. Suhorutčenko, « Aktual'nye voprosy avtomatizacii ocenki strategičeskoj obstanovki pri rešenii zadač strategičeskogo sderživaniâ », *VM*, 2024, n° 8, p. 69-70, 73.

159. I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Osobennosti realizacii principa programmno-celevogo planirovaniâ pri obosnovanii perspektiv razvitiâ organizacionno-tehničeskogo oblika RVSN », *VM*, n° 5, 2024, p. 121.

160. I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Rol' Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v protivodejstvii strategičeskoj mnogosfernoj operacii NATO », *op. cit.*, p. 53.

doublément¹⁶¹ » de la frontière avec l'OTAN –, et le renforcement des activités militaires occidentales en Europe et aux frontières de la Russie, est censée créer les conditions d'une « défaite stratégique » de Moscou¹⁶². Si celle-ci survit à cette stratégie indirecte (privilegiée par l'Ouest, qui a « peur » d'un affrontement direct avec la Russie), l'Occident déclenchera l'ultime phase de sa guerre contre la Russie, qu'il prépare déjà, en s'appuyant principalement sur un emploi « massif » d'armes aérospatiales stratégiques non nucléaires de haute précision pour décapiter (« frappe mondiale instantanée ») les forces nucléaires russes (centres de commandement, sites de déploiement permanents) et soumettre Moscou¹⁶³. Ce scénario, redouté depuis longtemps par l'armée russe, reflète des inquiétudes anciennes sur la survivabilité des vecteurs nucléaires non stratégiques, mais aussi stratégiques (éléments aérien et terrestre de la triade), inquiétudes qui se sont trouvées en partie confirmées par l'expérience de la guerre en Ukraine.

Des experts du RUSI ont contesté l'explication classique du relèvement du seuil nucléaire russe – inscrit dans les doctrines de 2010 et 2020 –, selon laquelle celui-ci serait principalement dû à la modernisation des forces conventionnelles et à l'évolution de la perception des menaces (centrée sur les conflits locaux et hybrides). Ils ont avancé l'idée que ce relèvement était en réalité dû à la crainte russe, accrue à partir de la sortie de Washington du traité ABM en 2002, de perdre ses capacités de seconde frappe, du fait des capacités américaines de frappes de précision à longue portée couplées à un « bouclier antimissile » capable d'intercepter les missiles ayant survécu aux frappes¹⁶⁴. En maintenant son seuil bas, Moscou prenait le risque que Washington, craignant une frappe russe limitée, ne soit encore plus incité à frapper massivement et soudainement en premier Moscou pour le neutraliser ; en relevant son seuil, le Kremlin rassurait son adversaire, ce qui réduisait le risque d'une escalade précipitée et protégeait

161. S. V. Lazarev, V. V. Rumâncev et K. V. Lipatov, « Obespeçenie voennoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii v sovremennyh usloviâh : aktual'nye problemy i puti ih rešeniâ », *VM*, n° 11, 2024, p. 63-64.

162. Une lecture de la situation partagée par tous les officiers russes dont nous avons pu lire les écrits.

163. S. V. Karakaev, « K voprosu o primenenii Raketnyh vojsk strategiçeskogo naznaçeniâ v vojnâh buduščego », *op. cit.*, p. 8-10, 13. Cette croyance selon laquelle toute agression armée directe occidentale prendra la forme d'une « frappe mondiale » est très largement partagée parmi l'élite militaire russe. Voir encore récemment : A. A. Cyganov, M. M. Debelo et S. V. Bandura, « O neobhodimosti sozdaniâ perspektiv nyh ob"edinenij vozdušno-kosmiçeskikh sil dlâ prikrytiâ ob"ektov vyšših zven'ev upravleniâ i strategiçeskikh âdernih sil », *op. cit.* ; V. V. Andreev et S. V. Hakberdyev, « Formirovanie sposobov primeneniâ ob"edinenij Vozdušno-kosmiçeskikh sil v strategiçeskom sderživanii protivnika », *op. cit.* p. 41 ; I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Rol' Raketnyh vojsk strategiçeskogo naznaçeniâ v protivodejstvii strategiçeskoj mnogosfernoj operacii NATO », *op. cit.*, p. 54-58 ; I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Osobennosti realizacii principa programmno-celevogo planirovaniâ pri obosnovanii perspektiv razvitiâ organizacionno-tehniçeskogo oblika RVSN », *op. cit.*, p. 110-111 ; I. O. Kostûkov, « Deâtel'nost' NATO kak glavnyj istoçnik voennyh ugroz Rossii », *VM*, n° 5, 2024, p. 24-31, 35 ; S. V. Afanas'ev, « Itogi ûbilejnogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitiçeskikh realiâh », *VM*, n° 11, 2024, p. 54-57, 61 ; I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii », *VM*, n° 6, 2024, p. 9, 12, 14.

164. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *op. cit.*, p. 14-15.

sa capacité de seconde frappe, tout en restreignant sa flexibilité nucléaire pour éviter une défaite conventionnelle, dont la Russie a tenté de maintenir la crédibilité en développant des armes non stratégiques.

Quoiqu'intéressante, cette analyse semble contestable à plusieurs titres. Premièrement, elle est contredite par la nouvelle doctrine (2024), qui abaisse le seuil d'emploi alors que les capacités américaines se sont renforcées – ce qu'affirment les auteurs eux-mêmes. Cela constitue une aporie – selon la théorie des auteurs de cette analyse, si un seuil élevé reflète une crainte importante, un seuil bas impliquerait logiquement une crainte réduite – que les auteurs tentent d'éviter en contestant l'idée d'un abaissement du seuil dans la dernière doctrine. Celle-ci aurait simplement remplacé l'ancienne formule définissant le seuil par une nouvelle, similaire, de « menace critique à l'intégrité de l'État¹⁶⁵ », ce qui est inexact. Deuxièmement, elle s'appuie sur une compréhension superficielle de la perception russe des menaces : non seulement cette perception est évolutive, mais un examen approfondi des sources primaires montre que le crédit apporté par les militaires russes à la probabilité d'une telle opération aérospatiale est faible, contrairement aux menaces hybrides de l'Occident – dont les guerres par procuration. La perception méprisante d'un Occident hédoniste et lâche, qui refuserait le moindre dommage nucléaire en représailles, même minime, reste prégnante chez ces élites. Cette analyse exclut par ailleurs le fait que Moscou puisse avoir une perception lucide (et non totalement paranoïaque) de l'Occident, de ses intentions et de ses divisions internes. Elle accorde de fait une importance démesurée aux discours russes sur le « bouclier antimissile », sans en percevoir la nature agressive (et non pas seulement défensive). Troisièmement, elle minimise la surestimation des armes conventionnelles modernes dans l'armée russe des années 1990-2010.

Même après le début de la SVO, alors que la Russie est considérablement affaiblie, les plus hautes élites militaires russes ne semblent alarmées ni par ce scénario aérospatial, ni même par tout autre scénario d'affrontement direct à l'initiative de l'OTAN. Le chef des RVSN, Karakayev, le juge « voué à l'échec » car la Russie dispose d'une puissante frappe de représailles nucléaire capable de répondre à une agression conventionnelle à grande échelle de ce type¹⁶⁶. Le chef et le chef-adjoint de la GU (GRU), conscients des divisions au sein de l'Occident concernant le soutien à l'Ukraine (aides, troupes au sol), estiment peu probable un affrontement militaire direct provoqué par l'Occident à court et moyen terme, sauf si Washington et ses vassaux sont convaincus du « succès » et

165. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *op. cit.*, p. 24.

166. S. V. Karakaev, « K voprosu o primeneni Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v vojnah budušego », *op. cit.*, p. 8-10, 13.

de l'« impunité » de leur opération aérospatiale¹⁶⁷. Les principales menaces militaires identifiées incluent la préparation par l'Occident de guerres par procuration aux frontières de la Russie, dans le cadre de sa stratégie indirecte (guerre hybride), qui pourraient se dérouler, après l'Ukraine, en Pologne, en Roumanie, dans les pays Baltes, en Finlande et en Suède¹⁶⁸.

Pour contrer les prétendus plans de l'OTAN, il est conseillé de maintenir l'accent sur la dissuasion stratégique¹⁶⁹, ainsi qu'un niveau élevé de préparation au combat des forces nucléaires et de leur système de soutien¹⁷⁰. Car c'est largement dans le domaine nucléaire que les élites militaires russes estiment devoir trouver une réponse aux nouvelles menaces – principalement conventionnelles.

« Les lignes rouges ont rougi de honte » : critiques et recommandations

Des propositions concrètes ont été formulées pour restaurer la crédibilité de la dissuasion stratégique russe – et pas seulement de sa composante nucléaire – érodée depuis le 24 février. Les théoriciens ont d'abord eu du mal à expliquer la « retenue » des « dirigeants russes », qui ont laissé l'Occident devancer la Russie de « 8 à 10 pas » dans la course à l'escalade en Ukraine, ne répondant à « aucune provocation » et faisant « rougi[r] de honte » les « lignes rouges » du Kremlin¹⁷¹. Même si les « discussions de politologues russes » sur la possibilité d'une frappe nucléaire préventive sur un pays de l'OTAN – allusion claire à Sergueï Karaganov – servent avant tout à « intimider » l'Occident, elles sont jugées « inquiétant[es] ». Pour éviter une prolongation du conflit qui entraînera « inévitablement » des dépenses « démesurées » de la richesse nationale et des ressources humaines (« ce qui est particulièrement tragique ») et aboutira « inéluctablement » à des conséquences socio-politiques négatives en Russie, les théoriciens jugent nécessaire de passer à des « actions décisives ». Pour rééquilibrer la situation, il est conseillé de mener des

167. I. O. Kostúkov, « Deâtel'nost' NATO kak glavnyj istočnik voennyh ugroz Rossii », *op. cit.*, p. 24-31, 35 ; S. V. Afanas'ev, « Itogi ūbilejnogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitičeskikh realiâh », *op. cit.*, p. 55-57. Voir aussi le général et professeur de la VAGŠ Vahrušev, qui juge faible la probabilité de l'option militaire, largement dépendante des situations politiques intérieures en Europe et aux États-Unis, où des « troubles économiques et sociaux » permettent d'entrevoir une situation « explosive » : V. A. Vahrušev et V. V. Vylugin, « Analiz sovremennyh geopolitičeskikh tendencij i ih vliâniâ na nacional'nuú bezopasnost' Rossijskoj Federacii », *VM*, 2024, n° 9, p. 24-26.

168. I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 14-15.

169. S. V. Afanas'ev, « Itogi ūbilejnogo Vašingtonskogo sammita NATO v 2024 godu v novyh geopolitičeskikh realiâh », *op. cit.*, p. 61.

170. I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 9, 12.

171. A. D. Gavrilov, I. V. Grudinin, D. G. Majburov et V. A. Novikov, « Dva goda special'noj voennoj operacii: nekotorye itogi, veroâtnye perspektivy », *VAVN*, vol. 87, n° 2, 2024, p. 55, 62. Se référer aux p. 62-63 pour les passages suivants.

frappes (conventionnelles) contre les infrastructures de renseignement et d'information des États-Unis et d'autres pays de l'OTAN dans les zones où elles soutiennent directement les frappes ukrainiennes sur le territoire russe.

Le premier commandant en second des RVSN, le général Fazletdinov, affirme que la menace potentielle (bien que jugée peu probable) d'une attaque aérospatiale soudaine de l'Occident contre la Russie exige une amélioration organisationnelle, technique et technologique urgente des forces nucléaires stratégiques et notamment des RVSN, qui sont leur principale composante¹⁷². En outre, il indique qu'une forme prometteuse d'utilisation stratégique des forces armées, à savoir l'« opération des forces stratégiques de dissuasion », est en cours de formation, impliquant des armes stratégiques modernes, nucléaires et non nucléaires¹⁷³, censées empêcher le déclenchement d'une guerre nucléaire ou conventionnelle à grande échelle contre la Russie et ses alliés¹⁷⁴. Des théoriciens proposent de surcroît de déployer des armes nucléaires tactiques à Kaliningrad – la Russie y ayant déjà déployé des Mig-31 avec le Kinzhal, à double capacité, en août 2022, quatre ans après le déploiement de missiles Iskander-M (eux aussi à double capacité) dans l'exclave, sans certitude, néanmoins, que des têtes nucléaires s'y trouvaient –, ainsi que des armes de moyenne portée aux frontières avec la Finlande pour répondre à l'élargissement de l'OTAN¹⁷⁵. Certaines propositions vont plus loin encore.

Pour dissuader (intimider, restreindre et contraindre) Washington et renforcer le « sérieux des intentions des dirigeants politico-militaires de la Russie en matière de dissuasion stratégique », le chef-adjoint de l'Académie militaire des RVSN, le général Nogin, conseille dès juillet 2022 de reproduire le scénario cubain de 1962, à savoir la démonstration des capacités du potentiel nucléaire avec « surprise » et « détermination »¹⁷⁶. Constatant l'échec de la doctrine nucléaire de 2020 – dont il mentionne la liste des « principaux dangers militaires » pouvant se transformer en « menaces militaires » et pour la neutralisation desquelles la dissuasion nucléaire est conduite – face à l'attitude « impudente et irresponsable »

172. I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Osobennosti realizacii principa programmno-celevogo planirovaniâ pri obosnovanii perspektiv razvitiâ organizacionno-tehničeskogo oblika RVSN », *op. cit.*, p. 110-111.

173. I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Rol' Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v protivodejstvii strategičeskoi mnogosfernoj operacii NATO », *op. cit.*, p. 59-61.

174. I. R. Fazletdinov et V. I. Lumpov, « Osobennosti realizacii principa programmno-celevogo planirovaniâ pri obosnovanii perspektiv razvitiâ organizacionno-tehničeskogo oblika RVSN », *op. cit.*, p. 116.

175. V. V. Selivanov et Ū. D. Il'in, « Tendencii razvitiâ sredstv vooružennoj bor'by v sovremennyh voennyh konfliktah, ih vliânie na razvitie i smenu pokolenij vooruženii, voennoj i special'noj tehniki », *VM*, n° 9, 2022, p. 32.

176. R. O. Nogin, « O roli i meste Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ v perspektivnoj sisteme kompleksnogo strategičeskogo âdernogo sderživaniâ vozmožnoj agressii protiv Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 42- 43, 47. Se référer aux p. 43-47 pour les passages suivants.

de l'Occident en Ukraine, Nogin conseille de mettre en œuvre le concept de « dissuasion nucléaire stratégique intégrée », consistant en une myriade de mesures militaires et non militaires, coordonnées, prises selon un plan unique, et s'appuyant sur les forces et moyens de la dissuasion nucléaire, afin d'empêcher toute agression contre la Russie ou ses alliés. En cas d'« escalade des actions agressives » contre la Russie, le contenu principal de cette dissuasion consiste en des actions « démonstratives et réelles » illustrant, de façon « contrôlée », le renforcement de la préparation au combat des forces de dissuasion nucléaire, ainsi que par une « démonstration réelle » d'emploi, et ce dans le but de former un « modèle de menace nucléaire » chez l'ennemi pour lui faire « prendre conscience » de l'inacceptabilité que serait un emploi. Pour faire céder des dirigeants politico-militaires hostiles, affirme Nogin, le « plus efficace » est de « démontrer les capacités de combat » des RVSN.

En avance sur la révision doctrinale, le général russe estime que l'augmentation significative de l'éventail des menaces opérationnelles et stratégiques, y compris celles pouvant affectant les RVSN – activités militaires aux frontières, conflit par procuration en Ukraine, organisation d'actes terroristes¹⁷⁷, de subversion et de sabotage en Russie, *utilisation massive de tous les types de missiles de croisière, de bombes aériennes guidées et de drones* (une formulation proche de celle utilisée dans la nouvelle doctrine de 2024), augmentation des capacités d'impact psychologico-informationnelles et cybernétiques¹⁷⁸ contre le personnel et l'infrastructure – exige d'assurer la capacité (« stabilité au combat ») des RVSN à infliger un dommage donné à l'ennemi dans toutes les conditions d'une situation (y compris une guerre conventionnelle) en cas de menace pour la *sécurité nationale* et la *souveraineté* de la Russie – un mélange entre la formule définissant le seuil dans la VD 2000 et un déclencheur potentiel secondaire présent dans la doctrine nucléaire de 2020¹⁷⁹.

Le colonel Tikhonov, chef-adjoint du département d'art opérationnel de la VARVSN, estime que la « situation politico-militaire et stratégique actuelle » exige de « réviser » et « clarifier » la planification et l'utilisation des RVSN pendant les « actions de dissuasion et de

177. Sur ce point précis, voir S. Naryshkin : « Naryshkin : Ukraina i Zapad razvernuli terrorističeskuiu vojnu protiv Rossii », 7 octobre 2024, disponible sur : www.pnp.ru ; ainsi que I. A. Kolesnikov et V. V. Kruglov, « O novyh voennyh opasnostâh i ugrozah dlâ Rossijskoj Federacii », *op. cit.*, p. 15-16.

178. Voir aussi : R. O. Nogin, D. A. Palačëv et S. V. Kornev, « Vozmožnye podhody k razrabotke kompleksa meropriâtij po soveršenstvovaniû boevogo dežurstva v RVSN v sovremennoj voenno-političeskoj obstanovke », *VM*, n°3, 2024, p. 35-37.

179. R. O. Nogin, « K voprosu o dal'nejšem razvitii operativnogo iskusstva Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ », *op. cit.*, p. 8-9 ; R. O. Nogin, V. E. Kazarin et V. D. Roldugin, « Metodičeskij podhod k issledovaniû boevoj ustojčivosti gruppировki RVSN », *VM*, n° 9 2024, p. 124-125.

combat »¹⁸⁰. Tikhonov insiste sur les « actions de dissuasion » (*sderživaûšie dejstviâ*) des RVSN – agression nucléaire ou non, il va sans dire –, comme l'élévation des unités au « plus haut degré de préparation au combat » ou la préparation « démonstrative » à effectuer des frappes nucléaires. Pour « empêcher l'agression », les mesures dissuasives doivent montrer les capacités de combat des RVSN et démontrer la « volonté » et la « détermination » des dirigeants politico-militaires d'employer, « si nécessaire », des armes nucléaires. Pour obtenir la « cessation de l'escalade », il est question de frappes « préemptives » (RVSN), à la fois par un « emploi démonstratif » sur les troupes ennemies, « sans causer de dommages importants à la population et à l'environnement », et par la « destruction » des infrastructures militaires clés de l'ennemi. La remise en cause des traités START et FNI permettra de créer dans la RVSN un « groupe distinct d'ICBM et/ou d'IRBM » conçu pour « faire des tirs de missiles uniques et collectifs et/ou des frappes de missiles nucléaires », ainsi que pour « renforcer les groupes de première frappe nucléaire ». En avance sur la révision doctrinale et dans une allusion à peine voilée à l'Ukraine – et en prévision de scénarios similaires –, Tikhonov affirme que ce « groupe » et « cette approche » pourraient être utilisables contre un « État faisant partie d'alliances militaires et possédant des armes nucléaires, mais ne disposant pas de vecteurs modernes », après la réception d'« informations fiables » sur le fait qu'il a décidé de se préparer à mener des « actions militaires » contre « la Russie et ses alliés ». Cela « pourrait convaincre » un État partenaire de Washington de « refuser » d'accueillir des forces étrangères sur son territoire, affirme le colonel russe.

Constatant l'échec de la dissuasion russe dans le contexte de la guerre en Ukraine, le colonel Sukhorutchenko, chercheur du 27^e CNII prolifique sur la dissuasion, estime que l'élargissement et le renforcement militaire de l'OTAN exigent que la Russie poursuive une politique déclaratoire « plus offensive » dans le domaine de la sécurité militaire, impliquant une révision de la doctrine nucléaire – cœur de la politique déclaratoire¹⁸¹. La politique déclaratoire consiste à communiquer – « dans une mesure raisonnable », précise l'auteur – aux élites, experts et citoyens des États étrangers la position officielle de la Russie sur les conséquences d'une nouvelle accumulation de dangers et menaces militaires extérieurs, sur le rôle des forces armées russes dans la résolution des tâches de la dissuasion stratégique nucléaire et non nucléaire militaire (*silovoj*), et sur

180. M. L. Tihonov, « Osnovnye napravleniâ soveršenstvovaniâ teorii operativnogo iskusstva Raketnyh vojsk strategičeskogo naznačeniâ na rubeže 2030-h godov », *op. cit.*, p. 28. Pour les passages suivants, se référer aux p. 30-31.

181. V. V. Suhorutčenko, A. S. Borisenko et E. A. Šlotov, « Politika Rossijskoj Federacii v oblasti obespečeniâ voennoj bezopasnosti v usloviâh stagnacii meždunarodnopravovoj sistemy kontrolâ nad vooruženiami i voennoj deâtel'nost'û », *VM*, 2023, n° 5, p. 35-37, 39-41, 43. Se référer aux mêmes pages pour les passages suivants.

les principaux objectifs visant à la prévention d'une agression contre l'État, à la protection de sa *souveraineté* et de son *intégrité territoriale* – Sukhorutchenko reprend ici les deux déclencheurs potentiels secondaires de la doctrine nucléaire de 2020 – ainsi qu'à la désescalade des conflits militaires dans des conditions acceptables pour la Russie¹⁸². En cohérence avec la théorie et la doctrine, le colonel russe ne limite pas la dissuasion à sa composante nucléaire et estime d'ailleurs « urgent » de développer une doctrine sur le rôle des armes stratégiques non nucléaires – brièvement évoqué dans la VD 2014.

La politique déclaratoire doit toutefois respecter plusieurs principes, précise le colonel russe, dont trois semblent particulièrement pertinents à l'aune de l'expérience de la dissuasion russe en Ukraine. Le principe de « combinaison de la détermination militaire et de la prudence pacifique », qui consiste à osciller entre, d'un côté, formuler des menaces d'emploi – d'armes nucléaires et stratégiques non nucléaires – sous forme « d'ultimatums » en cas d'apparition de *conditions* déclarées *critiques* pour la *sécurité militaire* de la Russie, et, de l'autre côté, associer clairement le principe d'emploi – d'armes nucléaires et stratégiques non nucléaires – à une réponse à l'emploi d'ADM et à une agression conventionnelle dans le cas où l'existence même de l'État serait menacée. Une pratique typique de la dissuasion russe qui entend maximiser les effets de la dissuasion tout en évitant une escalade incontrôlée, avec le risque, nous l'avons vu, d'une perte de crédibilité de la dissuasion. Le principe de « l'adéquation des déclarations aux conditions de la situation militaro-politique et stratégique, et aux menaces réelles à la sécurité militaire » (vision adaptative de la dissuasion), postulant que si les déclarations doivent bien se durcir à mesure que les menaces augmentent (pour les dissuader), il est nécessaire de trouver un « compromis rationnel » entre les aspects « escalatoires » (risque de générer une nouvelle escalade s'ils sont mal calibrés) et « désescalatoires » (crédibilité des capacités déclarées) des menaces d'emploi. Le principe de la « faisabilité militaire des déclarations », enfin, qui permet d'exclure la perception possible chez l'adversaire que les déclarations ne sont pas soutenues par la détermination des dirigeants politico-militaires et par les capacités disponibles.

Les révisions doctrinales doivent former la conviction chez les Occidentaux, et principalement chez les alliés des États-Unis au sein de l'OTAN, que des représailles sont inévitables pour tous les pays impliqués dans une agression contre la Russie, y compris des pays non nucléaires, en vue de protéger la *souveraineté* et l'*intégrité territoriale* de l'État. Une

182. Ils mentionnent la « protection de sa souveraineté et de son intégrité territoriale » trois fois, p. 35-40.

telle révision doctrinale est censée, affirme l'ancien participant aux débats théoriques de l'abaissement du seuil (1993-2003) :

- pousser les élites des États situés près des frontières de la Russie et de ses alliés (y compris sous la pression publique) à interdire ou réduire le déploiement d'armes, de troupes et d'installations militaires étrangères sur leur territoire ;
- faire comprendre aux élites et aux opinions publiques les conséquences possibles (y compris environnementales) d'un emploi d'armes nucléaires et/ou stratégiques non nucléaires russes contre des installations critiques sur le territoire de tout État participant à une agression ;
- faire comprendre l'inévitabilité des représailles aux dirigeants d'États dont les décisions prises « pour faire plaisir à Washington » créent des menaces réelles, comme le fait de mettre à disposition son territoire pour commettre un acte d'agression contre la Russie ;
- faire comprendre que l'emploi par la Russie d'armes stratégiques non nucléaires et, *dans une situation où l'existence même de la Russie est menacée*, l'emploi d'armes nucléaires peut conduire à une guerre à grande échelle aux conséquences catastrophiques ;
- faire comprendre l'inévitabilité de l'emploi d'armes stratégiques (nucléaires ou non) par la Russie en cas d'apparition d'une ou plusieurs conditions clés déclarées pour la transition vers leur emploi.

Enfin, Sukhoruchenko insiste sur l'importance des mesures *pratiques*, pour accroître l'efficacité de la politique déclaratoire, et donc des documents officiels, ainsi que pour démontrer *concrètement* la détermination et la capacité à utiliser les armes efficacement – exercices et expérimentations militaires, déploiements de vecteurs hors de Russie (aéronefs et navires capables de porter des armes nucléaires ou stratégiques non nucléaires) à portée d'installations ennemies critiques.

Un an plus tard, au milieu de l'année 2024, Sukhorutchenko et d'autres officiers du 27^e CNII affirment que la dissuasion stratégique (nucléaire et stratégique non nucléaire) est menée par l'État pour protéger sa *souveraineté* et son *intégrité territoriale*, et sert à empêcher une agression contre la Russie et ses alliés, à permettre la désescalade d'un conflit militaire dans des conditions acceptables pour la Russie et, en dernier recours, à infliger une défaite décisive à l'ennemi¹⁸³. Appuyés sur la VD 2014, les officiers rappellent que les armes nucléaires restent un facteur important pour empêcher un conflit militaire conventionnel (à

183. D. S. Belen'kov, A. S. Borisenko et V. V. Suhorutčenko, « Aktual'nye voprosy avtomatizacii ocenki strategičeskoj obstanovki pri rešenii zadač strategičeskogo sderživaniâ », *op. cit.*, p. 67-69.

grande échelle ou régional) et estiment que l'attitude de l'Occident – aide à l'Ukraine pour frapper la profondeur du territoire russe, élargissement de l'OTAN, déploiement d'infrastructures militaires et de troupes sur le territoire d'États non alignés aux frontières de la Russie, volonté de déclencher des guerres par procuration entre Moscou et ses voisins non nucléaires pour éviter une confrontation armée directe avec la Russie... – augmente le risque que la SVO ne dégénère en guerre à grande échelle¹⁸⁴.

Dès 2022, les élites militaires russes spécialistes et/ou praticiennes de la dissuasion ont ainsi tiré plusieurs leçons importantes qui éclairent les tentatives d'adaptations pratique et doctrinale de la Russie : l'affaiblissement géopolitique de la Russie, l'intensification de la menace occidentale – notamment *via* des guerres conventionnelles par procuration avec des voisins non nucléaires et/ou non alignés de Moscou –, le décalage entre les mesures de dissuasion stratégique (nucléaire et conventionnelle) rhétoriques et pratiques, et l'obsolescence de la doctrine nucléaire. L'insistance des élites militaires russes sur l'arsenal nucléaire stratégique, en particulier les RVSN (Falzetdinov, Lumpov, Nogin, Tikhonov et Karakayev), et la quasi-absence de développements sur les armes nucléaires non stratégiques, y compris dans les réflexions sur l'emploi limité et démonstratif, est probablement révélateur de vieilles craintes que l'Ukraine a confirmé – vulnérabilité des plateformes, notamment des armes nucléaires non stratégiques (qui sont principalement aériennes et navales¹⁸⁵), robustesse des défenses aériennes et antimissiles intégrées (IAMD) occidentales qui inciterait à un emploi massif de missiles nucléaires.

L'accent mis sur la dissuasion nucléaire – y compris pour frapper – et sur l'association du stratégique non nucléaire au nucléaire stratégique – au point d'élaborer une nouvelle forme d'opération dissuasive (Fazletdinov) – pourrait également refléter une prise de conscience des limites des armes conventionnelles modernes. Les élites militaires russes sont pourtant loin de déprécier le rôle des armes stratégiques non nucléaires dans la dissuasion (y compris pour frapper), dont elles prônent une meilleure théorisation et planification doctrinales – comme l'illustrent notamment les développements de Sukhorutchenko, Gavrilov, Grudinin, Borisenko et Shlotov. La nécessité de mieux intégrer les composantes ressort également, y compris en renforçant les dimensions non militaires et subversives de la dissuasion – notamment informationnelles (Nogin).

Les élites militaires russes ont explicitement conseillé de réviser l'approche et la doctrine russes pour reconstruire la crédibilité de la dissuasion, d'une part, en accompagnant les menaces russes de mesures

184. *Ibid.*, p. 66-69.

185. S. Kaushal et D. Dolzikova, « The Evolution of Russian Nuclear Doctrine », *op. cit.*, p. 25.

de dissuasion *pratiques* et en répondant aux mesures escalatoires occidentales avec des actions *concrètes*, et, d'autre part, en abaissant le seuil d'emploi de l'arme nucléaire dans la doctrine. Les adaptations de la Russie entre 2023 et 2024 refléteront en partie ces propositions.

Révision d'approche et de doctrine (2023-2025)

La mise en œuvre progressive de mesures concrètes n'a pas remplacé la rhétorique nucléaire menaçante officielle mais l'a bien plutôt accompagnée et soutenue, comme le préconisent les élites militaires russes. Cela illustre une fois de plus la réelle capacité d'adaptation du Kremlin¹⁸⁶.

Les étapes du changement d'approche (2023-2024)

Dans les faits, Moscou a progressivement changé d'approche pour poursuivre son objectif principal : dissuader l'Occident de continuer d'aider l'Ukraine, et *a fortiori* d'accentuer son soutien, et le contraindre à modérer Kiev.

- La première mesure significative fut la suspension de la participation russe au traité New START le 21 février 2023, après des signes avant-coureurs dès août 2022 – la Russie avait alors refusé des inspections américaines de son arsenal. Vladimir Poutine justifia cette décision par les attaques de drones ukrainiens, assistées par l'Occident, contre des bases aériennes stratégiques russes en décembre 2022¹⁸⁷. Cette décision est prise un mois après que les Occidentaux ont accepté de livrer des chars de combat à l'Ukraine.
- Une deuxième mesure cruciale fut la décision, le 25 mars 2023, de transférer des armes nucléaires tactiques sur le territoire biélorusse – une menace qui planait depuis la fin de l'année 2021¹⁸⁸ –, en réponse à l'augmentation du niveau d'aide militaire occidentale à l'Ukraine et, officiellement, à des déclarations britanniques sur la livraison à l'Ukraine d'obus contenant de l'uranium appauvri¹⁸⁹.
- Une troisième mesure importante fut la révocation par Moscou de sa ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) en novembre 2023. Cela fait suite à la décision américaine de

186. D. Minic, « Que pensée l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? », *op. cit.*

187. V. Poutine, « Poslanie Prezidenta Federal'nomu Sobraniû », Kremlin, 21 février 2023, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

188. C. Mills, « Russia's Use of Nuclear Threats During the Ukraine Conflict », *op. cit.*

189. « Putin: Rossiâ razmestit taktičeskoe âdernoe oružie na territorii Belarusi », *Meduza*, 25 mars 2023, disponible sur : <https://meduza.io>.

livrer des F-16 (août) ainsi qu'à la circulation de rumeurs sur de possibles livraisons d'ATACMS (septembre¹⁹⁰), effectivement livrés en petites quantités puis tirés par l'armée ukrainienne (octobre¹⁹¹). Parallèlement, Washington interdit l'emploi par Kiev de missiles à longue portée avec des composants américains contre le territoire russe. Rappelons que le Royaume-Uni et la France avaient déjà livré des missiles à longue portée SCALP-EG/Storm Shadow dans les précédents mois. En mars 2024, Vladimir Poutine déclare qu'il n'exclut pas de recourir aux essais nucléaires réels¹⁹².

- Autre mesure concrète : en avril 2024, Moscou oppose son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU portée par Washington et Tokyo, qui réaffirmait l'interdiction de déployer des armes nucléaires en orbite, conformément au Traité sur l'espace extra-atmosphérique, dont la Russie est pourtant membre¹⁹³. Cela s'inscrit dans la continuité des actions russes, en témoignent l'essai réussi le 15 novembre 2021 – après plusieurs tentatives depuis le 12 août 2014¹⁹⁴ – d'un missile antisatellite sur un satellite russe en orbite, générant de nombreux débris spatiaux menaçant les activités spatiales, ou encore le lancement, le 5 février 2022, du satellite Kosmos-2553, présenté par Washington en février 2024 comme partie d'un programme russe d'arme nucléaire antisatellite¹⁹⁵. Rappelons que les élites militaires russes voient depuis longtemps les armes antisatellites comme un outil asymétrique pour rééquilibrer le rapport de force face aux États-Unis¹⁹⁶, qui disposent de plus de 6 000 satellites en orbite basse contre environ 140 pour la Russie. L'expérience de la guerre en Ukraine a probablement renforcé ce besoin, les capacités ISR des pays de l'OTAN ayant montré combien elles pouvaient affaiblir les capacités de dissuasion stratégique russes.
- Une cinquième étape est franchie lorsque le Kremlin organise, en mai 2024, des exercices simulant l'emploi d'armes nucléaires

190. M. Seyler, « US Likely to Send Long-Range ATACMS Missiles to Ukraine for the First Time: Officials », ABC News, 9 septembre 2023, disponible sur : <https://abcnews.go.com>.

191. M. Gordon, « Ukraine Fires ATACMS Missiles at Russian Forces for the First Time », *The Wall Street Journal*, 17 octobre 2023, disponible sur : www.wsj.com.

192. V. Poutine, « Interv'û Dmitriû Kiselëvu », *op. cit.*

193. R. Loss, « Moscow's mind games : Ambiguity around Russia's nukes aims to rattle Europe », European Council on Foreign Relations, 20 janvier 2025, disponible sur : <https://ecfr.eu>.

194. F. Hoffmann, « Russia Conducts Direct-Ascent Anti-Satellite Test », International Institute for Strategic Studies, 25 novembre 2021, disponible sur : www.iiss.org.

195. W. Strobel *et al.*, « Russia Launched Research Spacecraft for Antisatellite Nuclear Weapon Two Years Ago, U.S. Officials Say », *The Wall Street Journal*, 16 mai 2024, disponible sur : www.wsj.com.

196. Voir par ex. : Vorob'ëv et Kiselëv, « Strategiâ neprâmyh dejstvij v novom oblike », *VM*, n° 9, 2006, para 1-17, 19 ; Požarov, « K voprosu o voenno-ëkonomičeskikh osnovah voennoj doktriny Rossijskoj Federacii », *VAVN*, vol. 20, n° 3, 2007, para. 13 ; Syčëv, « Primenenie irregulârnyh formirovanij v rešenii boevyh zadač », *VAVN*, vol. 29, n° 4, 2009, para. 47 ; Seržantov et Martofalâk, « Modern Military Conflicts: Analysis of Major Features », *Military Thought*, vol. 20, n° 2, 2011, p. 91.

tactiques (les premiers officiels de ce type depuis la chute de l'URSS), en réponse aux déclarations d'Emmanuel Macron sur l'envoi possible de « troupes au sol » en Ukraine mais aussi probablement en réaction à la décision américaine de livrer de nouveaux ATACMS à l'Ukraine (avril¹⁹⁷).

- La sixième mesure concrète importante concerne la révision de la doctrine nucléaire, décidée en réaction au soutien accru de l'Occident à l'Ukraine pour frapper le territoire russe. Les 7¹⁹⁸ et 20¹⁹⁹ juin 2024, alors que les États-Unis viennent d'autoriser les Ukrainiens à frapper le territoire russe avec des armes de fabrication américaine – pas encore à longue portée –, d'abord dans la zone de Kharkiv (30 mai²⁰⁰) puis sur toute la frontière (20 juin²⁰¹), Vladimir Poutine annonce une possible révision de la doctrine nucléaire adoptée en 2020, révision qu'il évoquera en des termes précis le 25 septembre 2024²⁰². Il faut néanmoins attendre l'autorisation accordée par Washington de frapper l'ensemble du territoire russe avec des missiles longue portée ATACMS (17 novembre) pour que la nouvelle doctrine entre officiellement en vigueur (19 novembre).
- La septième mesure de dissuasion significative est le tir, le 21 novembre 2024, d'un missile balistique terrestre de portée intermédiaire (IRBM) dérivé du Rubezh (un ICBM plus proche d'un IRBM), l'Orechnik, à capacité duale mais équipé, en l'occurrence, d'une charge non nucléaire. Cette réaction conforme à ce qu'ont préconisé les élites militaires russes fait suite aux premiers tirs de missiles ATACMS par l'Ukraine pour frapper la Russie, ayant débuté le 19 novembre, deux jours après la publication de la nouvelle doctrine nucléaire.

Bien que de nombreux missiles employés par la Russie contre l'Ukraine disposent d'une capacité duale, l'Orechnik, missile doté d'une taille et d'une portée nettement supérieures – estimée entre 3 000 et 5 500 km –, permettait au Kremlin de délivrer un signal beaucoup plus fort. Ses capacités techniques pourraient potentiellement faire de l'Orechnik un instrument efficace de dissuasion stratégique pour le Kremlin, permettant de soutenir la crédibilité de la dissuasion nucléaire régionale et la stratégie

197. C. Pietralunga et P. Smolar, « Les États-Unis incluent des missiles ATACMS de longue portée dans leurs livraisons d'armes à l'Ukraine », *Le Monde*, 25 avril 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

198. V. Poutine, « Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo mezhdunarodnogo ekonomičeskogo foruma », *op. cit.*

199. V. Poutine, « Otvety na voprosy rossijskih žurnalistov », *op. cit.*

200. M. Lee *et al.*, « Biden Partially Lifts Ban on Ukraine Using US Arms in Strikes on Russian Territory, US Officials Say », *AP News*, 31 mai 2024, disponible sur : <https://apnews.com>.

201. « Ukraine's Use of US-Supplied Weapons in Russia not Limited to Near Kharkiv, Pentagon Says », Reuters, 20 juin 2024, disponible sur : www.reuters.com.

202. V. Poutine, « Zasedanie Postoãnnogo sovešaniã Sovbeza po âdernomu sderživaniũ », Kremlin, 25 septembre 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

d'emploi limité et démonstratif – avec une arme nucléaire non stratégique. Contrairement aux missiles équipés d'ogives unitaires employés en Ukraine, comme l'Iskander et le Kh-101, qui ont pu se montrer vulnérables aux défenses antiaériennes, l'Orechnik pourrait emporter jusqu'à six têtes conventionnelles ou nucléaires, ce qui le rend potentiellement beaucoup plus destructeur – compensant une moindre précision par rapport aux missiles précités – et très résilient à la défense antimissile. Les défenses antimissiles européennes auront probablement du mal à arrêter l'Orechnik, potentiellement utilisable contre des cibles compactes et denses comme des bases aériennes, des zones logistiques et des centres de commandement et de contrôle en Europe²⁰³. Alors que les capacités duales du missile pourraient enrichir l'échelle de dissuasion, il est révélateur que Vladimir Poutine – poursuivant la tendance à surestimer les armes conventionnelles – se soit félicité publiquement du fait qu'une production suffisante d'Orechnik permettrait « presque » à la Russie de se passer d'armes nucléaires²⁰⁴.

Le discours de Vladimir Poutine²⁰⁵ annonçant le tir de l'Orechnik est éloquent à double titre. D'une part, craignant que l'autorisation donnée par Washington à Kiev d'employer les ATACMS contre le territoire russe, suivie de leurs premiers tirs, ne conduise à désinhiber l'Occident, il met en garde les dirigeants occidentaux qui « envisagent d'employer leurs contingents militaires contre la Russie », les exhortant à y « réfléchir sérieusement ». D'autre part, il prend soin de préciser – en cohérence avec les efforts d'adaptation de la stratégie de dissuasion nucléaire russe depuis 2023 – qu'il est « vain » d'avoir un « doute » sur la détermination de la Russie : « il y aura toujours une réponse ».

Le développement d'un missile balistique à portée intermédiaire lancé depuis le sol – qu'il soit doté d'une charge conventionnelle ou nucléaire – comme l'Orechnik est pourtant prohibé par le FNI²⁰⁶. Moscou aurait déjà violé ce traité en développant un missile de croisière à portée intermédiaire lancé depuis le sol, le 9M729, d'une portée estimée entre 1 500 et 2 500 km, conduisant à une sortie américaine du FNI en 2019. Contrairement au Kinzhal, qui nécessite des plateformes (aériennes) plus visibles et vulnérables, le 9M729, lancé depuis un TEL terrestre (comme l'Iskander et l'Orechnik), est potentiellement plus difficile à détecter avant le lancement et bénéficie d'une meilleure survivabilité. Bien que le 9M729 soit probablement conçu comme une arme exclusivement *nucléaire* de

203. D. Eveleth, « The Latest Russian Missile Is Bad News for NATO », *Foreign Policy*, 17 mars 2025, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

204. V. Poutine, « Zasedanie Soveta po razvitiu graždanskogo obščestva i pravam čeloveka », Kremlin, 10 décembre 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

205. V. Poutine, « Zaščivlenie Prezidenta Rossijskoj Federacii », Kremlin, 21 novembre 2024, disponible sur : <http://kremlin.ru>.

206. Le FNI interdisait pour les États-Unis et la Russie les essais et le déploiement de missiles de croisière et balistiques tirés depuis le sol ayant une portée comprise entre 500 et 5 500 km.

dissuasion régionale, le développement de ce missile, et peut-être encore davantage celui de l'Orechnik, s'inscrit dans la continuité des réflexions de la communauté militaro-stratégique russe depuis la fin des années 1990.

À l'époque, l'élargissement de l'OTAN et la crainte des menaces militaires occidentales poussent les stratégestes russes à s'interroger sur les réponses occidentales au cas où la Russie voudrait « protéger ses intérêts légitimes » plus activement dans son « espace géopolitique traditionnel », dont l'« Ukraine »²⁰⁷. Seules les armes nucléaires « régionales » *terrestres* (et non celles lancées depuis la mer et les airs, perçues comme des compléments) d'une portée de 2 000-5 000 km, balistiques ou de croisière, pouvant « atteindre Gibraltar », sont alors jugées efficaces. Conçues comme un « analogue continental des forces nucléaires stratégiques », elles sont susceptibles de « changer radicalement la psychologie des pays de l'OTAN », pour dissuader l'Occident d'« empiéter » sur les « intérêts nationaux » de la Russie et répondre à la « politique hostile d'une série d'États d'Europe orientale ». Autrement dit, le développement de missiles nucléaires terrestres à portée intermédiaire, et en particulier balistiques (IRBM), visait à tétaniser les Européens, déconnecter les États-Unis et l'Europe et permettre à la Russie de conduire en toute impunité une politique expansionniste dans l'espace post-soviétique et en Europe orientale.

De façon révélatrice, ces appels à violer ou à renégocier le FNI étaient fondés non seulement sur la prétendue agressivité de l'OTAN (à savoir l'élargissement) mais aussi sur le « fort affaiblissement du potentiel militaire non nucléaire de la Russie²⁰⁸ ». En 2021, deux ans après le retrait russe du FNI, le général Salyukov, commandant en chef des forces terrestres, qui se félicite alors du développement en cours d'une version terrestre du Kalibr et d'un « missile hypersonique terrestre à portée intermédiaire » – une allusion probable à une version terrestre (adaptée à un TEL) du missile de croisière hypersonique dual Tsirkon, lancé depuis la mer et d'une portée de 1 000 km – (ce que le FNI aurait interdit), évoque un besoin de « rétablir l'équilibre perturbé » des forces conventionnelles et de « compenser la supériorité d'un ennemi potentiel »²⁰⁹.

Salyukov rappelait que les principales tâches de la dissuasion stratégique non nucléaire étaient la dissuasion de pays tiers à mettre à disposition leurs territoires et leurs ressources en vue du déploiement et du soutien de forces de l'agresseur, ou encore des frappes contre des installations critiques de l'État agresseur²¹⁰. Or, comme nous l'avons vu,

207. S. T. Brezkun, « Perspektivy "regional'nogo" âdernogo oružia », *op. cit.*, para. 16, 30, 38, 42, 57-59, 60, 64, 68-69, 72-75.

208. *Ibid.*, para. 70.

209. O. L. Salûkov et A. V. Šigin, « Mesto i rol' Suhoputnyh vojsk v strategičeskom sderživanii », *op. cit.*, p. 24-25.

210. *Ibid.*, p. 26-27

l'efficacité de ces armes s'est avérée moins importante que prévu, même dans le cadre d'un conflit armé d'ampleur limitée, où le général russe – comme la plupart des théoriciens – jugeait pourtant « impossible », encore en 2021, de parvenir à une « désescalade » uniquement par la menace d'emploi d'armes nucléaires²¹¹. La révision de la doctrine nucléaire fut probablement aussi un révélateur de ces illusions.

Contenu et implications de la nouvelle doctrine nucléaire

Il est difficile de considérer la mise à jour de la doctrine comme « insignifiante²¹² ». Sa portée est en réalité triple. Premièrement, il s'agit d'une nouvelle mesure concrète de dissuasion dans le contexte de la guerre en Ukraine, répondant à ce que Moscou perçoit comme une logique d'escalade continue : les déclarations d'Emmanuel Macron sur un éventuel envoi de troupes au sol, la levée par Washington des restrictions imposées à Kiev pour l'emploi d'armes de fabrication américaine en Russie, ainsi que l'invasion d'une partie de la région russe de Kursk par l'armée ukrainienne, qui a probablement confirmé et même accéléré le processus de révision doctrinale. Deuxièmement, il s'agit d'une mesure de dissuasion opportune puisque la doctrine, déjà prête, est publiée deux jours après l'autorisation donnée à l'Ukraine par les États-Unis de frapper le territoire russe avec des armes à longue portée américaines. Parallèlement, elle s'inscrit dans le cadre de l'élection d'un nouveau président américain, à la fois désireux de faire la paix et apparemment sensible aux discours apocalyptiques du Kremlin.

Troisièmement, la révision de la doctrine doit être comprise dans une perspective de plus long terme, dépassant le cadre de la guerre en Ukraine et s'inscrivant dans le rapport de force général avec l'Occident. La formule doctrinale, admise depuis 2010, qui consacrait le relèvement du seuil (« menace à l'existence même de l'État »), était devenue obsolète dans le nouveau contexte qui a résulté de la SVO et de son échec initial. L'affaiblissement des forces conventionnelles russes, l'efficacité relative des armes conventionnelles modernes, la perte de capacités d'influence non militaires en Occident ainsi que le déclin du potentiel économique et technologique ont contribué à inciter Moscou à abaisser son seuil d'emploi déclaré de l'arme nucléaire. Le changement de perception des menaces – la crainte d'une guerre conventionnelle régionale ou à grande échelle avec

211. *Ibid.*, p. 22.

212. W. Alberque, « An Unreal Pain: Russia's New Nuclear Doctrine Delivers Headlines, But Not Change », Stimson, 3 février 2025, disponible sur : www.stimson.org. Pour une analyse plus mesurée, voir I. Facon : « Officialisation de la nouvelle doctrine nucléaire russe », Bulletin n° 125, Fondation pour la recherche stratégique, novembre 2024, disponible sur : www.frstrategie.org.

l'OTAN²¹³ – a été tout aussi central dans la révision doctrinale, qui doit être comprise à l'aune des linéaments de la culture politico-stratégique russe évoqués plus haut. Dans la continuité des trente dernières années²¹⁴, les élites militaires et politiques russes au pouvoir analysent le soutien occidental à l'Ukraine comme une intensification d'une guerre indirecte visant l'effondrement et la soumission de la Russie. Soit cette guerre indirecte permet à l'Ouest d'atteindre ses objectifs, soit elle servira de longue phase initiale à une opération armée directe courte, brutale, « désarmante », de « décapitation » de l'OTAN contre la Russie. Parallèlement, comme nous l'avons expliqué plus haut, cette augmentation de la « menace » de l'OTAN – et *a fortiori* l'élargissement de l'Alliance depuis 2022 – est perçue comme un nouvel obstacle à la politique impérialiste et agressive de la Russie en Europe orientale, à laquelle Moscou ne compte pas renoncer et qui pourrait impliquer des États de l'OTAN. Dans ce contexte, l'abaissement du seuil est au service des actions impérialistes et coercitives actuelles et futures de la Russie.

La révision doctrinale est une conséquence prévisible d'une forme de « marche à rebours » de la Russie vers les années 1990²¹⁵. La formule définissant le seuil d'emploi, qui depuis 2010 stipulait que la Russie se réservait le droit d'employer des armes nucléaires en cas d'agression avec des armes conventionnelles « lorsque l'existence même de l'État est menacée » (III.17, 2020), est remplacée. La nouvelle doctrine évoque désormais une agression conventionnelle constituant une « une menace critique pour la souveraineté et/ou l'intégrité territoriale » de la Russie *et* de la Biélorussie, la mention *explicite* de ce pays étant une nouveauté (III.18, III. 19(d), 2024). Alors que la doctrine de 2020 affirmait déjà dans les « dispositions générales » (I.4) que la dissuasion nucléaire devait « garantir la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays », la nouvelle doctrine double cette disposition en l'intégrant à la formule définissant le seuil d'emploi.

De nombreuses modifications (par rapport à 2020) confirment l'abaissement du seuil d'emploi. Certaines sont relativement mineures (sans être insignifiantes), comme la suppression de l'adverbe « exclusivement » pour qualifier les armes nucléaires comme moyen de dissuasion (I.5, 2024) ou la suppression de toutes les références au respect des traités

213. En plus des élites militaires déjà citées, voir V. Poutine : « Putin : konflikt Rossii i NATO priblizit veroâtnost' tret'ej mirovoj vojny », *Vedomosti*, 18 mars 2024, disponible sur : www.vedomosti.ru ; « Putin zaâvil o gotovnosti k bor'be s NATO do pobedy », *Vedomosti*, 18 octobre 2024, disponible sur : www.vedomosti.ru. Voir aussi : « V NATO otrabatyvaût varyanty boevyh dejstvij protiv Rossii, zaâvili v MID », RIA Novosti, 8 octobre 2024, disponible sur : <https://ria.ru> ; « Belousov nazval zadačej voennyh podgotovku k vozmožnomu konfliktu s NATO », *RBK*, 16 décembre 2024, disponible sur : www.rbc.ru.

214. D. Minic, *Pensée et culture stratégiques russes*, op. cit.

215. *Ob utverždenii Osnov gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v oblasti âdernogo sderživaniâ*, 19 novembre 2024, oukase n° 991, disponible sur : www.kremlin.ru ; *Ob osnovah gosudarstvennoj politiki Rossijskoj Federacii v oblasti âdernogo sderživaniâ*, 2 juin 2020, op. cit.

internationaux dans le domaine de la défense et de la maîtrise des armements comme fondement de la politique russe de la dissuasion nucléaire (I.6 et II.16 2024).

Des changements plus significatifs ont eu lieu dans la partie 2, intitulée « Essence de la dissuasion nucléaire ». C'est d'abord le cas du bloc introductif, contenant quatre dispositions très révélatrices des craintes et objectifs des rédacteurs, et parfaitement cohérentes avec les préconisations des élites militaires russes, soulignant avec insistance l'élargissement des cibles potentielles. Deux anciennes dispositions, dont la deuxième a été modifiée, ont été remontées au tout début de la partie :

- D'une part, la Russie exerce la dissuasion nucléaire contre des États ou des coalitions militaires qui considèrent la Russie comme un adversaire potentiel et qui possèdent des armes nucléaires, d'autres ADM ou un « potentiel de combat important de forces conventionnelles » (ex-II.13, 2020, devenu II.9, 2024).
- D'autre part, la dissuasion nucléaire s'exerce aussi contre des États qui mettent à disposition un territoire, un espace aérien et/ou maritime et des ressources sous leur contrôle pour la préparation et la mise en œuvre d'une agression contre la Fédération de Russie (ex-II.14, 2020, devenu II.9, 2024).

Ces deux dispositions sont immédiatement suivies de deux *nouvelles* dispositions :

- La première indique qu'une agression de tout État d'une coalition militaire contre la Russie et/ou ses alliés est considérée comme une agression de cette coalition « dans son ensemble » (II.10, 2024).
- La seconde souligne qu'une agression contre la Russie et ses alliés de la part d'un État non doté avec la « participation » ou le « soutien » d'un État doté est considérée comme une attaque « conjointe » (II.11, 2024).

Quatre nouveaux dangers militaires (par rapport à 2020), pouvant se transformer en menaces militaires, et pour la neutralisation desquels la dissuasion nucléaire russe est exercée, sont mentionnés (II.15, 2024) :

- La création de nouvelles coalitions militaires (blocs, alliances) ou l'expansion des coalitions existantes, conduisant au rapprochement de leur infrastructure militaire des frontières de la Russie.
- Les actions d'un ennemi potentiel visant à isoler une partie du territoire de la Russie, y compris en bloquant l'accès aux communications vitales (référence à Kaliningrad et peut-être aussi à Kursk).
- La planification et la conduite d'exercices militaires à grande échelle près des frontières de la Russie par un ennemi potentiel.

- Les actions d'un ennemi potentiel visant à frapper (détruire) des installations russes dangereuses pour l'environnement.

Une nouvelle « condition » déterminant un possible emploi est également ajoutée : la réception d'informations fiables sur le lancement « massif » de moyens d'attaque aérospatiaux (avions de l'aviation stratégique et tactique, missiles de croisière, UAV, missiles hypersoniques et d'autres types d'aéronefs) et leur franchissement de la frontière de la Russie (III.19(a), 2024). En réalité, cette condition est un mélange entre une condition (maintenue) indiquant « la réception d'informations fiables sur le lancement de missiles balistiques contre les territoires de la Russie et/ou de ses alliés » (III.19(a), 2020 et 2024), et un des traits spécifiques des conflits militaires contemporains évoqués dans les VD de 2010 et 2014 : « utilisation massive [...] d'armes hypersoniques de haute précision, [...] d'armes fondées sur de nouveaux principes physiques [...] mais aussi d'UAV [...] » (II.15(b), 2014). Une condition d'emploi est quant à elle modifiée : l'utilisation d'armes nucléaires ou de toute autre ADM contre les territoires de la Russie et de ses alliés est complétée par tout emploi contre des formations et/ou des installations militaires de la Russie situées en dehors de son territoire (III.19(b), 2024).

Les similitudes entre les idées et formulations présentes dans la nouvelle doctrine et celles avancées par la théorie et les doctrines de l'époque de l'abaissement du seuil (1993-2003) – quand la Russie se sentait vulnérable – sont frappantes. Ainsi, la doctrine militaire de 2000 évoquait un emploi possible en cas d'agression conventionnelle « dans des situations critiques pour la sécurité nationale » (I.8, 2000). Premièrement, on observe une ressemblance entre les notions de « situations critiques » (2000) et de « menace critique » (2024).

Deuxièmement, à cette époque, la théorie militaire russe entendait notamment par « situations critiques » pour la « sécurité nationale » une « menace imminente de perte de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale » (Dvorkin 1998, *op. cit.*, para. 11-13). Cela s'inscrivait dans la continuité du dialogue entre théorie et doctrines : dès 1993, les élites militaires souhaitaient une clarification doctrinale, en préconisant d'évoquer un emploi possible en cas d'agression conventionnelle contre la Russie qui « menace son existence en tant qu'État indépendant » (Klimenko 1993, *op. cit.*, para. 36) ou encore en cas de « menace militaire directe créée par une agression à grande échelle contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Russie » (Klimenko, 1997, *op. cit.*, para. 32). Le KNB publié en 1997 avait repris ces idées en postulant que la Russie pourrait utiliser l'arme nucléaire « si le déclenchement d'une agression armée menaçait l'existence même de la Fédération de Russie en tant qu'État souverain indépendant » (cf. I/ de cette étude). En évoquant une « menace critique pour la souveraineté et/ou l'intégrité territoriale » de la Russie, la nouvelle doctrine de 2024 en revient à ces formulations émanant

de la théorie et de la doctrine des années 1990, qui se cristallisèrent dans la VD 2000, dont la nouvelle doctrine est relativement proche.

Troisièmement, les VD de 1993 (II.1) et 2000 (I.8) n'excluaient pas un emploi en cas d'attaque contre la Russie et ses alliés menée ou soutenue par un État non doté « conjointement » ou « en présence d'obligations alliées » avec un État doté. La nouvelle doctrine ressuscite en partie cette possibilité mais va encore plus loin, en expliquant qu'une agression contre la Russie et ses alliés de la part d'un État non doté avec la « participation » ou le « soutien » d'un État doté est considérée comme une attaque « conjointe » (II.11, 2024).

Il est en outre révélateur que dans les doctrines de l'époque de l'abaissement du seuil, la « protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale » ait été explicitement mentionnée comme un déclencheur potentiel de l'emploi des forces armées (VD 1993, 2.1), dans le cas d'une « guerre à grande échelle (régionale) », précisait habilement la VD 2000 (II.14) qui n'associait cette échelle qu'à un possible emploi de l'arme nucléaire dans le reste du document. À l'inverse, les doctrines de l'époque du relèvement du seuil ont relégué cette mission au rang de « tâche des forces armées en temps de paix » (VD 2010, III.27(a), et VD 2014, III.32(a)). De ce point de vue, la nouvelle doctrine va plus loin encore que la VD 2000 puisqu'elle place la protection de la souveraineté et de l'intégrité territoriale au cœur même de la formule définissant le seuil, et non plus comme un élément de soutien indirect au potentiel déclencheur principal (« situation critique pour la sécurité nationale »).

Les élites militaires russes ne furent pas seules à constater rapidement l'inadaptation de la doctrine nucléaire de 2020 aux nouvelles conditions créées par les échecs de la SVO. Vladimir Poutine en a lui-même indirectement reconnu les limites en se référant plusieurs fois, dans ses interventions publiques, à des éléments secondaires (« souveraineté et intégrité territoriale ») de la doctrine nucléaire de 2020 pour compenser le fait reconnu en Russie comme en Occident que son seuil d'emploi déclaré (« menace à l'existence même de l'État ») était très élevé. Ainsi, dès son discours du 21 septembre 2022 sur la mobilisation partielle, il affirme que la Russie utilisera « toutes les armes à sa disposition » en cas de « menace à l'intégrité territoriale »²¹⁶. Au Club Valdaï, le 27 octobre 2022, alors que Moscou subit de lourds revers militaires en Ukraine, il répond à une question sur un éventuel emploi nucléaire par la Russie que la doctrine indique ce qui le rend possible pour « protéger sa souveraineté, son intégrité territoriale »²¹⁷. La comparaison avec les propos qu'aurait tenus Valeri Gerasimov dans sa conversation privée avec Mark Milley à la même

216. V. Poutine, « Obrašenie Prezidenta Rossijskoj Federacii », 21 septembre 2022, *op. cit.*

217. V. Poutine, « Zasedanie Meždunarodnogo diskussionnogo kluba "Valdaj" », 27 octobre 2022, *op. cit.*

période est éloquente (cf. II/3)²¹⁸. Le 16 juin 2023, en pleine contre-offensive ukrainienne, Vladimir Poutine va jusqu'à inverser l'ordre des déclencheurs potentiels, affirmant que l'arme atomique pourrait être utilisée « si une menace est créée à notre intégrité territoriale, notre indépendance et notre souveraineté, ainsi qu'à l'existence de l'État russe²¹⁹ ». Enfin, le 5 juin 2024, peu après l'autorisation donnée par Washington à Kiev de frapper le territoire russe avec des armes de fabrication américaine, d'abord dans la zone de Kharkiv puis sur toute la frontière, Vladimir Poutine reconnaît indirectement l'échec de la dissuasion en déclarant : « Pour une raison quelconque, l'Occident pense que la Russie n'utilisera jamais [l'arme atomique]. Nous avons une doctrine nucléaire – regardez ce qui y est écrit. Si les actions de quiconque menacent notre souveraineté et notre intégrité territoriale, nous considérons qu'il nous est possible d'utiliser tous les moyens à notre disposition.²²⁰ » Pourtant, quelques mois plus tôt, le 5 octobre 2023 au Club Valdaï, il répondait à Sergueï Karaganov qu'il n'existait que deux raisons possibles pour l'emploi de l'arme nucléaire, à savoir une attaque nucléaire contre la Russie et une « menace à l'existence même de l'État », concluant qu'il ne voyait « aucun besoin » de changer la doctrine²²¹.

Les déclarations d'Emmanuel Macron sur l'envoi de troupes au sol, mais surtout la décision de Washington d'intensifier son soutien à l'Ukraine, ont probablement accéléré la révision doctrinale russe, renforcée par l'occupation ukrainienne de territoires russes dans l'oblast de Koursk. Ces modifications doctrinales reflètent les propositions de révision des élites militaires russes (Tikhonov, Nogin, Sukhoruchenko, Borisenko, Shlotov, Belen'kov), ainsi que la perception des menaces largement partagée dans l'armée russe : élargissement de l'OTAN, déploiement de forces et d'infrastructures militaires sur les territoires d'États non dotés et/ou non alignés, guerre « par procuration » en Ukraine, instrumentalisation des voisins de la Russie par l'Occident pouvant dégénérer en affrontements.

L'élargissement des cibles potentielles (II.9-11) et la modification des conditions d'emploi (III) ont une fonction claire dans le contexte de la guerre en Ukraine : dissuader les Occidentaux de renforcer leur aide à l'Ukraine, et même les inciter à l'arrêter et à abandonner Kiev ; dissuader les Ukrainiens d'intensifier leur résistance (notamment en frappant en profondeur le territoire russe) ; associer les actions escalatoires des uns au sort des autres États, dotés ou non, pour les neutraliser. À plus long terme,

218. A. Uvarov, « The Art of Containing Escalation », *op. cit.*

219. V. Poutine, « Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo mezhdunarodnogo èkonomičeskogo foruma », 16 juin 2023, *op. cit.*

220. V. Poutine, « Vstreča s rukovoditelâmi mezhdunarodnyh informagentstv », 5 juin 2024, *op. cit.* Il répète cette formule le 7 juin 2024 : V. Poutine, « Plenarnoe zasedanie Peterburgskogo mezhdunarodnogo èkonomičeskogo foruma », 7 juin 2024, *op. cit.*

221. V. Poutine, « Zasedanie diskussionnogo kluba "Valdaj" », 5 octobre 2023, *op. cit.*

la nouvelle doctrine, qui tire la double leçon de l'affaiblissement du pays et d'une hostilité occidentale grandissante (en fait, d'une capacité de résistance sous-estimée), vise à sécuriser la politique impérialiste (expansion politico-militaire) de la Russie à l'égard de ses voisins non nucléaires et/ou non alignés (pays Baltes, Finlande, Moldavie, Pologne). Elle cherche à inciter les élites et les opinions publiques de ses voisins, membres de l'OTAN compris, à renoncer à toute présence militaire occidentale sur leur territoire, et à pousser les élites et les opinions publiques des principales puissances de l'OTAN à abandonner l'élargissement de l'Alliance et même sa défense collective.

Les élites militaires russes ont salué cette révision doctrinale, qualifiée de « radicale » et d'« alignement » sur les « nouvelles conditions » créées par les aspirations de l'Occident à infliger une défaite stratégique à la Russie, constituant « un avertissement sérieux aux partisans du déclenchement de guerre par procuration »²²².

Pour Sukhorutchenko, qui dresse un bilan, le recours aux forces stratégiques offensives a certes permis de dissuader (*uderzhivat*) l'Occident d'intervenir ouvertement dans le conflit en Ukraine, mais les mécanismes de dissuasion militaire (*silovoj*) et non militaire (*nesilovoj*) russes se sont révélés « insuffisants » face à la stratégie indirecte occidentale – pression économique, création d'une tension interne en Russie, incitation des voisins non alignés et non nucléaires à aggraver leurs relations avec Moscou –, conduisant à la nécessité de « clarifier » la doctrine nucléaire²²³. Toutefois, il rappelle qu'une dissuasion efficace nécessite la mise en œuvre d'un ensemble de mesures militaires (*silovoj*) et non militaires (*nesilovoj*) interdépendantes²²⁴. Or, tandis que les aspects militaires (*silovoj*) de la dissuasion se sont avérés les plus « mouvants » – nécessitant une adaptation doctrinale –, l'efficacité des dimensions non militaires (*nesilovoj*) – auxquelles la priorité est « de plus en plus souvent donnée » – dépend fortement du statut et du degré de développement économique et militaire de l'État²²⁵. Par conséquent, il insiste pour que toute négociation sur l'Ukraine conduise à la « levée complète » des sanctions économiques²²⁶. L'inquiétude du déclassement, qui affaiblit la Russie et réduit ses marges de manœuvre dissuasives, est largement partagée : le rôle de l'économie et de la souveraineté technologique dans la « guerre hybride » qui oppose la Russie et l'Occident est « décisif », affirme le

222. E. A. Šlotov, A. S. Borisenko et V. V. Suhorutčenko, « Vyâvlenie osnovnyh ugroz voennoj bezopasnosti Rossijskoj Federacii s učetom sovremennoj voenno-političeskoj i strategičeskoj obstanovki », *VM*, n° 2, 2025, p. 72 ; A. A. Bartoš et G. A. Nikonorov, « Kriterii i stupeni pobedy v gibridnoj vojne », *VM*, n° 6, 2025, p. 82.

223. V. V. Suhorutčenko *et al.*, « O nekotoryh aspektah sderživaniâ na ètape smeny sistemy miropolitičeskogo ustrojstva », *op. cit.*, p. 43-44.

224. *Ibid.*, p. 53.

225. *Ibid.*, p. 47-53.

226. *Ibid.*, p. 47, 53-54.

colonel Bartosh, qui appelle à une réforme économique radicale pour espérer gagner cette guerre et « prendre une place digne dans la civilisation mondiale »²²⁷.

En juin 2025, le colonel Mazhuga, chef de l'Institut militaire de la gestion de la défense nationale de l'Académie militaire de l'état-major général (VAGŠ), qui forme les spécialistes du NCUO (notamment chargé de planifier et coordonner les mesures de dissuasion stratégique), souligne que si les armes nucléaires stratégiques continuent à être la pierre angulaire de la sécurité internationale, le rôle de l'emploi limité des armes nucléaires tactiques augmentera²²⁸. Selon lui, la « dissuasion nucléaire limitée », à savoir l'emploi de petites ogives nucléaires, permet de passer du concept de « destruction totale » à une dissuasion plus polyvalente, complexe, souple et adaptable à un large éventail de menaces et conflits potentiels qui verra la combinaison d'armes nucléaires tactiques, de cybercapacités, d'armes hypersoniques et d'armes spatiales²²⁹. Cette proposition est d'autant plus intéressante qu'elle est un cas rare (depuis le début de la SVO) de mention explicite des armes nucléaires tactiques, et qu'elle pourrait suggérer une volonté d'adaptation de la stratégie d'emploi limité et démonstratif de Moscou à l'expérience en Ukraine et à la nouvelle doctrine nucléaire.

Si cette révision doctrinale implique un abaissement du seuil d'emploi, augmente-t-elle pour autant le risque d'emploi, dans les conditions actuelles et dans un futur prévisible ? L'élection de Donald Trump, la pérennité de la solidarité européenne avec l'Ukraine et l'incapacité persistante de la Russie à vaincre l'Ukraine sur le champ de bataille peuvent-elles conduire Moscou à envisager un emploi de l'arme nucléaire ?

Les perspectives de la dissuasion nucléaire russe

Les élites militaires, qui ont peu évoqué l'élection de Donald Trump²³⁰, restent sceptiques sur la possibilité d'un rapprochement russo-américain susceptible d'accélérer la fin de la guerre dans des conditions favorables à la Russie. Tel qu'attendu²³¹, Moscou a vu dans le nouveau président américain une aubaine, sans se faire d'illusions, et n'a pas hésité pas à employer une rhétorique plus menaçante – par des allusions à une Troisième Guerre mondiale et à une apocalypse nucléaire, des mesures de dissuasion qui ont

227. A. A. Bartoš et G. A. Nikonorov, « Kriterii i stupeni pobedy v gibridnoj vojne », *op. cit.*, p. 86.

228. S. N. Mažuga, « Geostrategičeskie aspekty voennoj politiki Rossijskoj Federacii v sovremennyh usloviâh », *op. cit.*, p. 70-71.

229. *Ibid.*

230. A. D. Gavrilov, I. V. Grudinin, D. G. Majburov et V. A. Novikov, « Dva goda special'noj voennoj operacii: nekotorye itogi, veroâtnye perspektivy », *op. cit.* ; V. V. Suhorutčenko *et al.*, « O nekotoryh aspektah sderživaniâ na ètape smeny sistemy miropolitičeskogo ustrojstva », *op. cit.*, p. 43-44.

231. D. Minic, « Trump-Poutine : logiques et perspectives d'une négociation sur l'Ukraine », *Briefing de l'Ifri*, Ifri, 13 février 2025, disponible sur : www.ifri.org.

probablement pesé dans l'élection de Donald Trump – lorsque celui-ci s'est montré obtus voire hostile, notamment en suggérant de poursuivre l'aide à l'Ukraine et d'accentuer les sanctions économiques. Conformément aux prévisions²³², le Kremlin s'est montré dur et dominateur dans ce « rapport de force », auquel Donald Trump, fondamentalement indifférent au sort de l'Ukraine et de l'Europe, n'était probablement pas prêt à participer. Cela s'est vérifié à mesure que le président américain, dans un premier temps conciliant et ouvert aux objectifs politiques maximalistes russes, s'est montré non désireux et/ou incapable de réellement contraindre l'Ukraine et les Européens à céder.

L'élection de Donald Trump n'a pas inhibé l'agressivité de la dissuasion russe, bien au contraire. Les premières discussions des Européens autour de la coalition des volontaires, en février-mars 2025, visant à assurer des garanties de sécurité à l'Ukraine ont provoqué de vives réactions des officiels russes. Ces derniers, Dimitri Peskov et Sergueï Lavrov en tête, ont ainsi qualifié cette démarche de « dangereuse pour l'Europe », qui conduirait inévitablement à un conflit « direct » avec la Russie²³³ – une mise en garde encore récemment réitérée par Vladimir Poutine²³⁴. Quelques jours après l'annonce par la Pologne et les pays Baltes de leur retrait de la Convention d'Ottawa (début avril)²³⁵, motivé par leur souhait de protéger leurs frontières orientales avec des mines antipersonnel, Moscou – qui n'a pas signé ce traité – a réagi en affirmant le 15 avril 2025 – par la voix du directeur du SVR, Sergueï Naryshkin – qu'en cas d'agression de l'OTAN contre la Russie et/ou la Biélorussie, les « premiers à souffrir » seraient la Pologne et les pays Baltes²³⁶. Cette réaction faisait également suite aux propos du président polonais Andrzej Duda, le 13 mars 2025, appelant les États-Unis à déployer des armes nucléaires en Pologne²³⁷, ainsi qu'à l'ouverture exprimée le 14 avril par le futur chancelier allemand Friedrich Merz à la livraison de missiles Taurus à l'Ukraine²³⁸. Le 24 avril 2025, c'est le secrétaire du Conseil de sécurité et ancien ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, qui rappelle le principal déclencheur potentiel

232. *Ibid.*

233. « Peskov : konflikt NATO i RF neizbežen v slučae otpravki zapadnyh vojsk na Ukrainu », TASS, 27 février 2024, disponible sur : <https://tass.ru> ; « Lavrov : otpravka zapadnyh vojsk na Ukrainu budet označat' vovlečenie NATO », *RIA Novosti*, 6 mars 2025, disponible sur : <https://ria.ru>.

234. P. Ivanova, « Foreign Troops in Ukraine Would be “Legitimate Targets” for Russia, Vladimir Putin Warns », *Financial Times*, 5 septembre 2025, disponible sur : www.ft.com

235. Cette convention prévoit l'interdiction d'acquérir, de produire, de stocker et d'utiliser des mines antipersonnel.

236. « Naryškin prigrozil otvetit' NATO v slučae agressii protiv Soúznogo gosudarstva », *Vedomosti*, 15 avril 2025, disponible sur : www.vedomosti.ru. D. Medvedev s'est d'ailleurs récemment rendu à la frontière : « Medvedev : Finlândiâ, Norvegiâ i Pol'sha usilivaût voennuû aktivnost' vblizi RF », TASS, 5 septembre 2025, disponible sur : <https://tass.ru>.

237. R. Minder, « Poland's President Urges US to Move Nuclear Warheads to Polish Territory », *Financial Times*, 13 mars 2025, disponible sur : www.ft.com.

238. J. Urbancik, « Germany is Open to Sending Taurus Missiles to Ukraine, Says Merz », *Euronews*, 14 avril 2025, disponible sur : www.euronews.com.

de l'emploi nucléaire de la nouvelle doctrine – toute menace à la souveraineté et à l'intégrité territoriale –, précisant la typologie des cibles potentielles²³⁹. Le 4 mai 2025, Vladimir Poutine a lui-même soutenu ces avertissements, déclarant au journaliste du Kremlin Pavel Zarubin qu'il « espérait » qu'il ne serait « pas nécessaire » d'employer l'arme nucléaire en Ukraine²⁴⁰.

Lors de l'opération « Toile d'araignée » lancée par Kiev le 1^{er} juin 2025, au cours de laquelle des drones ukrainiens ont visé des installations liées aux forces nucléaires stratégiques russes, le Kremlin a adressé un avertissement explicite à l'administration Donald Trump. Moscou a prévenu qu'il serait contraint de réagir à de telles frappes, évoquant le risque d'une « confrontation nucléaire » et semant la panique parmi les responsables américains qui se sont clairement désolidarisés de ces attaques²⁴¹. À la mi-juillet 2025, après des révélations selon lesquelles Donald Trump envisageait de fournir à l'Ukraine des missiles de longue portée – financés par les Européens – capables d'atteindre Moscou, pour pousser Vladimir Poutine à négocier, la propagande russe s'est mobilisée : « tout cela finira par un ultimatum nucléaire [...], il ne peut en être autrement », prophétise Margarita Simonyan²⁴². Quelques jours plus tard, le 29 juillet 2025, Donald Trump adresse un nouvel ultimatum à Moscou, exigeant la fin de la guerre et menaçant d'imposer des droits de douane de 100 % à la Russie et à ses principaux clients pétroliers (notamment l'Inde). Le vice-président du Conseil de sécurité et ancien président russe, Dmitri Medvedev, qualifie cette initiative de « pas supplémentaire » vers une guerre entre Moscou et Washington, tout en faisant allusion aux capacités de seconde frappe russes²⁴³.

Après l'échec des négociations entre Donald Trump et Vladimir Poutine consécutif à leur rencontre en Alaska, l'absence de mesures de rétorsion américaines et en plein débats euro-américains (hésitants) relatifs aux garanties de sécurité militaires à accorder à l'Ukraine – Washington évoque alors, le 19 août, un soutien aérien américain aux forces de garantie de sécurité²⁴⁴ –, l'armée russe frappe dans la nuit du 20 au 21 août une

239. « Šojgu : RF ostavlâet pravo primenit' âdernoje oružie v slučae agreszii Zapada », TASS, 24 avril 2025, disponible sur : <https://tass.ru>.

240. « Putin : u Rossii ne bylo neobhodimosti primenât' âdernoje oružie v hode SVO », RIA Novosti, 4 mai 2025, disponible sur : <https://ria.ru>.

241. A. Roth, « Kremlin and Trump Aides Raise Nuclear War Fears after Ukraine Drone Strike », *The Guardian*, 4 juin 2025, disponible sur : www.theguardian.com.

242. Y. Kopyika, « A Timeline of Russia's Nuclear Threats Against the West », *op. cit.*

243. A. Osborn, « Medvedev Reminds Trump of Russia's Doomsday Nuclear Strike Capabilities as War of Words Escalates », Reuters, 31 juillet 2025, disponible sur : www.reuters.com. Voir la référence de D. Medvedev à la « main morte », le 31 juillet 2025 : https://t.me/medvedev_telegram.

244. A. Shalal *et al.*, « Trump Says US May Provide Air Support to Back a Ukraine Peace Deal », Reuters, 20 août 2025, disponible sur : www.reuters.com.

usine américaine en Ukraine²⁴⁵. Donald Trump, persuadé du « respect » que lui porterait Vladimir Poutine, avait pourtant publiquement assuré à Volodymyr Zelensky, le 27 février 2025, qu'une présence économique américaine en Ukraine serait une garantie de sécurité en soi²⁴⁶. Si cette frappe constituait un avertissement visant à dissuader Washington de se réinvestir dans la défense de l'Ukraine, elle permettait aussi de démontrer aux Ukrainiens et aux Européens la faiblesse de la volonté américaine. Donald Trump réagit le lendemain matin par de nouvelles allusions à un possible renforcement des capacités offensives ukrainiennes²⁴⁷. Le même jour, le chef de Rosatom, Alexey Likhachëv, qualifie publiquement le « bouclier nucléaire » russe de « glaive » et de garantie de la « souveraineté » du pays²⁴⁸. Le lendemain, le 22 août 2025, Vladimir Poutine se rend au VNIIEF de Sarov, centre historique soviétique et russe de recherche sur les armes nucléaires – dont sont sorties les bombes A et H –, toujours central dans le maintien et le renforcement de l'arsenal nucléaire russe. En guise de réponse à ces démonstrations de force russes alliant la rhétorique à la pratique, le président américain a seulement laissé entendre qu'il pourrait ne pas inviter Vladimir Poutine à la Coupe du monde 2026 organisée aux États-Unis si aucun progrès vers la paix n'était réalisé. Une réaction bien faible et révélatrice de l'asymétrie des enjeux pour les deux dirigeants.

La faiblesse de la volonté américaine – dissimulée derrière les ambiguïtés rhétoriques de Donald Trump – alimente l'agressivité de la dissuasion stratégique russe, qui s'efforce de l'exposer pour tenter de provoquer la fragmentation de l'OTAN. Un épisode récent en donne une nouvelle illustration. Après avoir évoqué, le 3 septembre²⁴⁹, la possibilité de renforcer la présence militaire américaine en Pologne, la Maison-Blanche annonce, le 5 septembre²⁵⁰, une réduction de son aide militaire aux pays proches de la Russie – notamment les pays Baltes et la Pologne –, pourtant parmi les meilleurs « élèves » de l'Alliance en matière de dépenses de défense. Cinq jours plus tard, le 10 septembre 2025, Moscou profite d'une vaste attaque aérospatiale contre l'Ukraine pour détourner une vingtaine de drones Geran contre la Pologne ; une opération probablement préparée

245. P. Sauer, « Russia Rules out European Troops in Ukraine as Trump Makes Veiled Threats », *The Guardian*, 21 août 2025, disponible sur : www.theguardian.com.

246. A. Rathi et C. Lu, « Read Trump and Zelensky's Fiery Oval Office Exchange », *Foreign Policy*, 28 février 2025, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

247. Posté sur le réseau Truth Social à 9h35, le 21 août 2025, disponible sur : <https://truthsocial.com/@realDonaldTrump>.

248. « Lihačev prizval sovršenstvovat' âdernyj šit Rossii », *RIA Novosti*, 21 août 2025, disponible sur : <https://ria.ru>.

249. « Trump Signals Poland Could get More US Troops during Nawrocki White House Visit », Reuters, 5 septembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

250. E. Burrows *et al.*, « European Countries near Russia Puzzled by US Plans to Cut Defense Funding », AP News, 6 septembre 2025, disponible sur : <https://apnews.com>.

depuis des semaines²⁵¹, comme pourrait l'indiquer l'explosion d'un Geran en Pologne le 20 août 2025. Loin d'être un « test » en prévision d'une invasion russe de la Pologne – ce dont la Russie serait bien incapable aujourd'hui –, cette énième mesure de dissuasion concrète (ici conventionnelle) vise avant tout à :

- ▀ contraindre les Occidentaux à abandonner toute idée d'aide militaire supplémentaire à l'Ukraine, *a fortiori* une intervention militaire ouverte de membres de l'OTAN ;
- ▀ rappeler à la Pologne – épicerie logistique de l'aide occidentale à l'Ukraine, partisane d'une présence militaire américaine accrue en Europe orientale (y compris nucléaire), État de l'OTAN le plus « militarisé » de la région et « fer de lance » de la résistance face à la Russie – qu'elle serait en première ligne en cas d'escalade ;
- ▀ mettre en évidence les vulnérabilités de l'Alliance, en testant à la fois la solidarité politique – Varsovie n'a recouru qu'à l'article 4 pour éviter une escalade, tandis que Washington a une fois de plus semblé frileux – et les limites des défenses antiaériennes, encore inadaptées à ce type d'attaques ;
- ▀ signaler la détermination de Moscou à poursuivre une stratégie d'escalade limitée si nécessaire ;
- ▀ alimenter un sentiment d'impunité en interne comme en externe ;
- ▀ entretenir la peur et l'incertitude au sein des élites et opinions publiques occidentales.

Ces mesures de dissuasion de Moscou servent sans doute son principal objectif vis-à-vis de Donald Trump : entretenir chez le président américain l'idée d'un abandon de l'Ukraine, tout en nourrissant son inclination à se détacher d'Européens jugés dépendants et belliqueux et à se désengager d'Europe orientale et centrale. Si cette dynamique se poursuit, la probabilité d'un emploi de l'arme nucléaire dans le cadre de la guerre en Ukraine, déjà très faible depuis le 24 février 2022, tend à s'éloigner, même en prenant en compte la nouvelle doctrine. En revanche, les mesures *concrètes* de dissuasion conventionnelle de la Russie – sans évoquer ses nombreuses actions non militaires et subversives déployées contre l'Occident – tendent à devenir de plus en plus agressives et audacieuses, encouragées par l'ambiguïté américaine et les hésitations européennes.

Reste une interrogation : si les Européens décidaient d'imposer des garanties de sécurité offertes à Kiev, sans attendre une illusoire négociation de paix que Vladimir Poutine refuse et à laquelle Donald Trump ne s'est pas réellement préparé, le Kremlin pourrait-il aller jusqu'à envisager un emploi

251. « Russian Offensive Campaign Assessment », Institute for the Study of War, 10 septembre 2025, disponible sur : <https://understandingwar.org>.

de l'arme nucléaire ? Quelles circonstances concrètes pourraient l'y conduire ? Que change la nouvelle doctrine à cet égard ?

Nous l'avons vu, la pratique russe de la dissuasion, intrinsèquement agressive et coercitive, s'appuie sur une double croyance profondément ancrée parmi les élites politico-militaires russes : si l'Occident est prêt à toutes les extrémités pour « détruire » la Russie, il est aussi faible et divisé. Cette vision explique en partie le style singulier de gestion de l'escalade adopté par Moscou : une rhétorique très agressive, mais des actions concrètes souvent plus mesurées et même prudentes – en témoigne, par exemple, la notification adressée au National and Nuclear Reduction Center américain trente minutes avant le tir de l'Orechnik²⁵². Ce style de dissuasion – qui cherche à maximiser les effets de la dissuasion tout en évitant une escalade incontrôlée – a fini par entacher la crédibilité d'une dissuasion nucléaire inadaptée – même si ces menaces font probablement effet sur certains publics importants, comme Donald Trump et une partie de ses soutiens. Moscou a sous-estimé l'impact que produirait sa SVO contre l'Ukraine et n'avait pas prévu que les Européens et les Américains se mobiliseraient et réaffirmeraient leur solidarité. Autrement dit, les préjugés culturels antioccidentaux (faiblesse et hédonisme d'un Occident déliquescents), sur lesquels repose en partie le style russe de dissuasion, se sont avérés erronés, rendant la dissuasion partiellement inopérante. Non seulement ses effets ont ralenti et n'ont empêché ni arrêté l'aide à l'Ukraine, mais l'Occident a augmenté son niveau de soutien et progressivement discuté d'options impensables en 2022, comme l'envoi de troupes au sol – en soutien du front – ou l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. Si, malgré les efforts de recréation et la nouvelle doctrine nucléaire russes, les Européens décidaient de mettre en œuvre ce type de mesures, sous couverture américaine minimale, la dissuasion nucléaire russe ne pourrait-elle pas dégénérer par effet de frustration ?

L'expérience de la pratique russe de la dissuasion nucléaire et l'état du rapport de force en Ukraine, favorable à la Russie, invitent à relativiser ce risque, même dans le cadre de la nouvelle doctrine nucléaire, qui cherche avant tout à couvrir explicitement ce type de scénario – intervention militaire occidentale limitée et défensive en Ukraine – par la dissuasion nucléaire pour tenter de paralyser les Occidentaux. L'absence de démonstration et de présence tangibles de la force militaire nucléaire comme celles prévues par la théorie (autrement dit, l'absence de mesures de dissuasion fortes), malgré les revers subis, tend à montrer que le seuil d'emploi reste relativement élevé – les menaces de représailles conventionnelles occidentales (États-Unis, Royaume-Uni, France) contre

252. « Kremlin Clarifies Notification Process for Oreshnik Missile Launch », TASS, 22 novembre 2024, disponible sur : <https://tass.com>.

les troupes russes en Ukraine et la crainte de perdre le soutien chinois en cas d'emploi de l'arme nucléaire ayant sans doute joué un rôle²⁵³.

La prise de territoires par l'armée ukrainienne dans l'oblast russe de Koursk a confirmé ce constat : Moscou ne s'estime tout simplement pas assez faible et ne considère pas Kiev assez fort pour envisager un emploi, malgré une violation claire de l'intégrité territoriale russe. Il ne s'agit pas d'une affaire de principe ou d'une équation mathématique, mais d'une question de contexte et de perceptions. En réponse à l'introduction d'un contingent limité et défensif de troupes de l'OTAN en Ukraine, il est plus probable que Moscou ait recours à une frappe conventionnelle – d'abord démonstrative – avec un Kinzhal, un Tsirkon ou un Orechnik contre les groupes de troupes concernés ou une cible stratégique associée (comme une base aérienne ou des infrastructures logistiques critiques), sur le théâtre ukrainien, en Pologne (comme la nouvelle base de défense antimissile de l'OTAN à Redzikowo) ou dans les pays Baltes. Si, en dépit des mesures de dissuasion russes et des frappes conventionnelles plus massives, ce contingent venait à se renforcer, voire à permettre une percée significative sur le champ de bataille, une frappe conventionnelle « de contre-valeur » contre une installation civile en Europe occidentale (France, Allemagne, Royaume-Uni) ne doit pas être exclue. Une mobilisation générale pourrait également être décrétée.

Des circonstances très peu probables (à ce stade) devraient être réunies pour que Moscou prenne des mesures dissuasives vraiment fortes qui montreraient une réelle volonté d'employer l'arme nucléaire : l'Ukraine, soutenue par un Occident solidaire et proactif, se trouverait en passe de récupérer des territoires symboliquement importants comme la Crimée ; les incursions ukrainiennes en Russie deviendraient incontrôlables pour Moscou ; les frappes ukrainiennes dans la profondeur russe paralysaient le pays à plusieurs niveaux ; parallèlement, surtout, le Kremlin considérerait que ses capacités conventionnelles, non militaires/subversives ou non conventionnelles non nucléaires – comme les armes chimiques – sont trop faibles pour reprendre l'initiative stratégique à court ou moyen terme. Autrement dit, Moscou devrait se trouver en passe de perdre de façon irrémédiable une guerre conventionnelle (locale ou régionale) face à un adversaire (doté ou non doté) supérieur dont les ambitions seraient de conquérir des territoires russes – ou considérés comme tels par Moscou – et/ou de provoquer un changement de régime en Russie. Que pourrait-il se passer dans un tel scénario (presque certainement exclu dans le cadre de la guerre en Ukraine) ?

253. P. Sinovets et A. Vicente, « “Nuclear Spring Is Coming” : Examining French Nuclear Deterrence in Response to Russia's Actions in Ukraine », *Note de la FRS*, n° 8, Fondation pour la recherche stratégique, 11 mars 2024, disponible sur : www.frstrategie.org.

La Russie pourrait opter pour plusieurs mesures de dissuasion fortes – essai nucléaire réel, transfert démonstratif de têtes nucléaires non stratégiques depuis les entrepôts centraux, augmentation démonstrative de l'état de préparation au combat des forces nucléaires stratégiques, patrouilles drastiquement augmentées de forces de la triade nucléaire – qui annonceraient sa réelle détermination à employer l'arme atomique. Ces mesures – impliquant les forces et les armes nucléaires aussi bien stratégiques que non stratégiques – seraient médiatisées et augmenteraient la probabilité d'un emploi limité de l'arme nucléaire si les adversaires de la Russie ne cessaient pas les hostilités. Cette phase serait cruciale, dans la mesure où elle rendrait tout recul de la partie russe très décrédibilisant à mesure qu'elle se déroulerait. Sans réaction satisfaisante aux yeux de Moscou, cette période pourrait déboucher sur une ou des frappes nucléaires limitées et démonstratives pour tenter de reprendre l'initiative stratégique et obtenir une cessation des combats dans des conditions favorables à la Russie.

Conclusion

À la chute de l'URSS, la question de la dissuasion et de ses mécanismes était encore relativement peu pensée dans l'armée russe. Héritières d'une doctrine de non-emploi en premier, les élites russes ont progressivement modifié leur position et se sont intéressées plus avant à la dissuasion et à la centralité des armes nucléaires en son sein, et ce pour au moins trois raisons principales : l'affaiblissement des forces conventionnelles du pays, l'attribution d'une puissance considérable aux armes conventionnelles modernes et l'observation des doctrines et stratégies occidentales. Entre 1993 et 2003, la théorie militaire russe (suivie par la doctrine) a prôné un élargissement de la dissuasion nucléaire aux guerres conventionnelles (de toute ampleur) et assumé la possibilité d'un emploi en premier de l'arme atomique dans ce cadre, pour empêcher une telle guerre ou dissuader l'adversaire de la continuer (*deèskalaciâ*), y compris dès le début du conflit.

À partir des années 2000, la dissuasion nucléaire a été intégrée dans le concept plus large de « dissuasion stratégique », combinant composantes nucléaires, conventionnelles et non militaires/subversives. Dans ce cadre, la dissuasion stratégique, qui fut une manifestation de conceptions stratégiques supérieures (à savoir la théorisation du contournement de la lutte armée), est considérée comme préemptive, offensive et coercitive, utilisée de manière flexible en temps de paix comme en temps de guerre. Elle privilégie les moyens et méthodes non militaires, soutenue par les composantes militaires (conventionnelle et nucléaire) pour atteindre des objectifs politiques de façon largement indirecte, sans exclure un emploi direct et ouvert de la force armée (si nécessaire), devant être limité, principalement démonstratif mais censément décisif.

L'échec de la SVO doit beaucoup à la pensée et la culture stratégiques russes, et notamment à la surestimation des capacités du contournement à atteindre des objectifs politiques décisifs. Malgré certains succès, l'échec a semblé remettre en cause la pertinence de la dissuasion stratégique russe, à la fois comme concept de contournement et comme système. Cette remise en question s'explique par plusieurs facteurs : affaiblissement des forces conventionnelles et des capacités non militaires et subversives ; surestimation de l'efficacité des armes conventionnelles modernes et des moyens non militaires, notamment psychologico-informationnels ; perte de crédibilité de la dissuasion due au décalage entre une rhétorique agressive, surtout nucléaire, et des actions concrètes plus modérées, caractéristique d'un style de dissuasion visant à maximiser les effets dissuasifs tout en évitant une escalade incontrôlée ; enfin, une double interrogation sur la

stratégie de frappe limitée et démonstrative – partiellement compromise par la vulnérabilité des vecteurs et l'efficacité des IAMD occidentaux – et sur la pertinence de la doctrine nucléaire, affectée par l'affaiblissement de la position géopolitique de la Russie et par la perception changeante des menaces, tournée vers l'idée d'une possible guerre locale, régionale ou à grande échelle dans le voisinage de la Russie, impliquant directement ou indirectement l'OTAN.

Au fond, la dissuasion russe en Ukraine a souffert de continuités problématiques, de vulnérabilités pressenties et d'un nouveau contexte stratégique imprévu, qui a poussé l'armée russe à prôner un retour de la centralité du nucléaire dans la dissuasion. Si la Russie connaît une forme de « marche à rebours » vers les années 1990, cela pourrait bien n'être que temporaire. La Russie a ainsi déjà démontré une réelle capacité d'adaptation au cours des trois dernières années dans les domaines non militaires/subversifs – bien que la rupture avec l'Occident demeure un obstacle important en la matière. Cette capacité d'adaptation se manifeste également dans sa stratégie de frappes limitées et démonstratives : des solutions existent déjà pour atténuer les failles observées en Ukraine, tant sur le plan matériel (TEs, armes hypersoniques et hautement manœuvrables, S-500, armes antisatellites) que conceptuel (favoriser une meilleure intégration des forces et moyens de dissuasion).

Moscou a su adapter son approche et sa doctrine, à la fois en accompagnant sa rhétorique de mesures concrètes et en abaissant le seuil d'emploi de l'arme nucléaire. Les élites militaires ont exprimé très tôt, dès 2022, des inquiétudes sur la dissuasion stratégique russe, et notamment nucléaire, prônant une adaptation théorique et pratique urgente à laquelle le Kremlin a procédé à partir du début de l'année 2023. Cette phase de reconstruction de la crédibilité de la dissuasion a culminé avec le tir de l'Orechnik, après de longs mois d'actions occidentales jugées escalatoires par Moscou. Évaluer l'efficacité de la nouvelle approche de la Russie n'est pas si aisé. Les deux premières années d'application et, probablement, d'expérimentation (2023-2024) ne semblent pas avoir contraint les Occidentaux à diminuer leur aide à l'Ukraine – sans parler d'un arrêt complet – ni à la soutenir plus largement, en témoignent les discussions de 2024 sur l'envoi de troupes au sol. Les Ukrainiens n'ont pas non plus cessé leurs attaques – de plus en plus sophistiquées et efficaces – contre le territoire russe.

La troisième année (2025) est certes marquée par un plus grand succès, compte tenu de la diminution drastique de l'aide américaine à l'Ukraine et de la réticence européenne à agir sans couverture américaine, y compris à *imposer* des garanties de sécurité que le Kremlin n'acceptera probablement pas de *négocier* en l'état du rapport de force. Toutefois, ce succès s'explique principalement par l'indifférence de Donald Trump envers l'Europe et l'Ukraine – et par la volonté du président américain de se

rapprocher de Moscou –, ce que la Russie tente d'exploiter. La dissuasion stratégique russe n'est pourtant pas restée inactive. Si le Kremlin a cherché à « gérer » Donald Trump au mieux, y compris par la flatterie et les louvoiements, il n'a pas cessé de faire planer le spectre d'une apocalypse nucléaire. Ce fut le cas notamment lors des discussions européennes sur les garanties de sécurité et, surtout, face aux allusions de Donald Trump laissant croire à de possibles livraisons de missiles à longue portée à l'Ukraine. Cela a culminé – au moment de la rédaction de ce travail – en août 2025, après la rencontre entre Vladimir Poutine et Donald Trump en Alaska et l'échec des négociations. À cette occasion, Moscou a démontré sa capacité d'adaptation, non seulement en diversifiant les mesures de dissuasion non militaires – telles que la déclaration du directeur de Rosatom rappelant les déclencheurs potentiels de la doctrine nucléaire et la visite de Vladimir Poutine au VNIIEF à Sarov – mais en les accompagnant de mesures de dissuasion démonstratives concrètes, militaires – à savoir le bombardement d'une usine américaine en Ukraine. Moscou a également fait montre d'une réelle capacité d'intégration des mesures concrètes de dissuasion conventionnelle et nucléaire, mais aussi de diversification des mesures concrètes de dissuasion conventionnelle – en témoigne l'attaque de drones contre le territoire polonais.

Si elle se poursuit, la nouvelle politique de Washington tend à éloigner la perspective – déjà très faible – d'un emploi nucléaire limité et démonstratif de Moscou dans le cadre de la guerre en Ukraine, et pourrait même raccourcir la période de reconstruction des forces conventionnelles russes et donc, peut-être, la durée de vie de la nouvelle doctrine nucléaire. Même si les États-Unis décidaient d'adopter à l'égard de la Russie la politique des précédentes administrations, jugée hostile par Moscou, le Kremlin aurait encore de nombreux leviers à activer avant l'arme nucléaire, y compris conventionnels et, si la situation se détériorait sérieusement pour la Russie, non conventionnels non nucléaires.

La nouvelle doctrine nucléaire, rédigée et parue dans un contexte désormais fort lointain, est d'abord et avant tout au service des actions impérialistes du Kremlin dans l'espace post-soviétique et en Europe orientale. Car c'est bien à des affrontements conventionnels face à des États non dotés, potentiellement soutenus par des États dotés, et pouvant dégénérer en guerre régionale voire à grande échelle, que la dissuasion nucléaire russe a tenté de s'adapter depuis trois ans ; des scénarios dans lesquels les élites militaires et politiques russes ont longtemps surestimé l'effet des armes et forces de la dissuasion conventionnelle. Moscou avait certainement sous-estimé la volonté de résistance de ses voisins à ses actions coercitives, mais aussi l'unité et la solidarité de l'Occident dans le cadre de la guerre en Ukraine, qui ont rendu partiellement obsolète le style de dissuasion de la Russie, en partie fondé sur le mépris d'un Occident lâche et déliquescents. Comprenant qu'une rhétorique menaçante ne suffisait pas, la Russie s'est adaptée en conduisant des mesures

démonstratives et concrètes pour restaurer la crédibilité de sa dissuasion. Loin d'être inhibée par la réélection de Donald Trump, cette dynamique s'en est trouvée renforcée : encouragé par la frilosité américaine et les hésitations européennes, Moscou a intensifié ses mesures de dissuasion (conventionnelle) concrètes, devenues plus agressives et audacieuses, l'objectif principal demeurant d'isoler l'Ukraine de l'Occident et l'Europe des États-Unis.

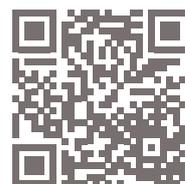
Sans minimiser la portée de la nouvelle doctrine nucléaire russe, l'Occident devrait moins craindre l'utilisation d'armes nucléaires dans le cadre de la guerre en Ukraine ou une guerre à grande échelle déclenchée par la Russie contre l'OTAN qu'une poursuite du contournement par l'augmentation des actions non militaires et militaires indirectes de Moscou sur les territoires des États occidentaux, sans parler des États baltes, de la Finlande et de la Moldavie, où de telles actions pourraient se terminer – si nécessaire et si l'Occident montre d'importants signes de faiblesse – par une autre SVO. Les leçons stratégiques de la guerre hétérotélique contre l'Ukraine sont déjà largement tirées au plus haut niveau de l'armée russe. En pleine guerre d'attrition, en novembre 2023, le général Zarudnickij, chef de la VAGŠ, qualifiait les conflits militaires traditionnels d'« anachroniques », arguant que la victoire dans les conflits modernes ne consistait ni à vaincre complètement l'ennemi ni à détruire ses infrastructures mais à le soumettre par une confrontation indirecte pour l'affaiblir au maximum – à moindre coût et en évitant une guerre nucléaire – et limiter ses propres pertes avant d'employer directement, si nécessaire, la force armée²⁵⁴.

254. V. B. Zarudnickij, « Sovremennye voennye konflikty v kontekste formirovaniâ novoj geopolitičeskoj kartiny mira », *VM*, n° 11, 2023, p. 9-10, 14-15.

Les dernières publications des *Russie.Eurasie.Reports*

- ▀ [Yu. Fedorov, « Les effectifs de l'armée russe après deux ans et demi de guerre en Ukraine », n° 48, novembre 2024.](#)
- ▀ [V. Inozemtsev, « La nouvelle diaspora russe : défis et opportunités pour l'Europe », n° 47, juin 2024.](#)
- ▀ [M. Laruelle, « Russia's Ideological Construction in the Context of the War in Ukraine », n° 46, mars 2024.](#)
- ▀ [O. Ferrando, « Islam, politique et société en Ouzbékistan. Enquête sur le renouveau religieux de la jeunesse ouzbèke », n° 45, janvier 2024.](#)
- ▀ [D. Minic, « Que pense l'armée russe de sa guerre en Ukraine ? Critiques, recommandations, adaptations », n° 44, septembre 2023.](#)
- ▀ [F. Vidal, « La stratégie minière russe : ambitions géopolitiques et défis industriels », n° 43, avril 2023.](#)
- ▀ [B. Lo, « Le partenariat Chine-Russie : hypothèses, mythes et réalités », n° 42, mars 2023.](#)
- ▀ [M. Levystone, « La connectivité centrasiatique au révélateur des crises internationales », n° 41, novembre 2022.](#)
- ▀ [P. Baev, « La guerre de la Russie en Ukraine : Doctrine trompeuse, stratégie erronée », n° 40, octobre 2022.](#)
- ▀ [M. Levystone, « Le Kazakhstan à l'épreuve des crises. Des émeutes de janvier 2022 à la guerre en Ukraine », n° 39, septembre 2022.](#)
- ▀ [R. Genté, « Cercles dirigeants russes : infaillible loyauté au système Poutine ? », n° 38, juillet 2022.](#)
- ▀ [C. Therme, « Le partenariat russo-iranien. Une entente conjoncturelle aux accents sécuritaires », n° 37, mars 2022.](#)
- ▀ [B. Lo, « Rewinding the Clock ? US-Russia Relations in the Biden Era », n° 36, février 2022.](#)

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique (ou recevoir davantage d'informations), merci d'écrire à l'adresse suivante : dechapt@ifri.org.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org